

Non au front populaire!

Pour une Europe de lutte de classe!



Wojazer/Reuters

Octobre 1993 – Les grévistes d'Air France ont fait reculer le gouvernement Mitterrand-Balladur. Leur victoire a propagé ses ondes de choc de la Belgique à l'Espagne.

A bas la « forteresse Europe » raciste! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe!

Lire page 2

Déclaration de relations
fraternelles entre
Luta Metalúrgica (Brésil) et
la Ligue communiste internationale ... 8

Les pseudo-trotskystes et l'Ukraine
Pourquoi ils dénaturent Trotsky 14

A propos de la prise de position
de Trotsky en faveur d'une Ukraine
soviétique indépendante 15

Il faut reforger la Quatrième Internationale!
Staline a noyé dans le sang
le Parti communiste de Lénine et Trotsky ... 22

Les Juifs soviétiques et la lutte pour le communisme
Révolution, contre-révolution
et question juive 33

USA: à bas la peine de mort raciste!
Campagne internationale
Sauvons Mumia Abu-Jamal! 56

A bas la « forteresse Europe » raciste !

Non au front populaire ! Pour une Europe de lutte de classe !

Le 14 octobre dernier, l'Italie était paralysée par la plus grande grève générale qu'ait connue ce pays dans les dernières décennies, peut-être même depuis l'après-guerre. 25 millions de grévistes se sont mobilisés contre le plan d'austérité de Berlusconi, alors premier ministre, qui s'attaquait notamment au système des retraites. Un mois plus tard, le 12 novembre, 1,5 million de manifestants se rassemblaient à Rome. Depuis, Berlusconi a été congédié. Pour le moment, les directions réformistes de la « gauche » ont pu utiliser cette puissance ouvrière comme force de pression parlementaire pour remettre sur pied une nouvelle mouture de gouvernement d'austérité capitaliste. Mais, les travailleurs, qui, en 1992, ont jeté des pièces de monnaie à la figure des bureaucrates réformistes qui venaient de brader la *scala mobile* (échelle mobile des salaires), sont loin d'avoir dit leur dernier mot.

A l'automne 1993, les travailleurs d'Air France déferlaient sur les pistes des aéroports parisiens contre les 4 000 suppressions d'emploi/licenciements et contre une réduction de leurs salaires prévues par le gouvernement conservateur de Balladur dans le cadre de son plan de privatisation de la compagnie aérienne nationale. Ils ont arrêté les avions, se sont confrontés aux flics, ont résisté aux appels des bureaucrates syndicaux à reprendre le travail. Balladur a dû finalement reculer, exprimant ouvertement sa peur d'une explosion sociale : un nouveau Mai 68. Néanmoins, la combativité des grévistes d'Air France a embrasé d'autres secteurs de la classe ouvrière et même d'autres catégories sociales – des pêcheurs à la jeunesse multiethnique qui s'est mobilisée en masse contre le SMIC-jeunes. Depuis, le gouvernement accumule reculades et défaites sur le terrain social. La victoire d'Air France a y compris propagé ses ondes de choc de la Belgique à l'Espagne.

Partout en Europe, toute une couche de la jeunesse, révoltée par la terreur raciste/fasciste et par le renforcement des barrières levées contre l'immigration aux frontières de la « forteresse Europe », s'éveille à la politique. Mais ses luttes et ses aspirations ont, elles aussi, besoin d'une direction révolutionnaire ; elle ne la trouvera pas dans la « gauche » ou l'« extrême gauche », ravagées par l'écroulement du stalinisme.

La lutte de classe, que les impérialistes croyaient avoir enterrée avec l'URSS, se dresse, bien vivante, face à l'offensive que les bourgeoisies européennes ont déclenchée contre leurs propres travailleurs avec la destruction des Etats ouvriers déformés et dégénéré. La contre-révolution

capitaliste, qui a balayé l'Europe de l'Est et l'Union soviétique de 1989 à 1991, a signifié la mort du stalinisme – pas celle du communisme. Dans ces pays mêmes, de dures luttes ouvrières, notamment en Pologne et en Ukraine (où, en 1993, la grève des mineurs a mobilisé près d'un million de travailleurs), ont défié les Etats bourgeois naissants. Dans la province mexicaine du Chiapas, les paysans indiens mayas sont en révolte contre leur oppression brutale. En Afrique du Sud, la mise en place du régime capitaliste de néoapartheid, qui ne peut satisfaire les espoirs des masses à une véritable émancipation, a provoqué une vague de grèves. Les convulsions sociales qui agitent l'Italie, les actions ouvrières combattives qu'a connues en 1992 l'Allemagne dans la fonction publique ou les transports et la grève d'Air France de 1993 ont, elles aussi, apporté un démenti cinglant aux déclarations d'autosatisfaction de la bourgeoisie sur la soi-disant « mort du communisme ».

Aujourd'hui, dans toute une série de pays, les directions réformistes et leurs suivistes d'« extrême gauche » offrent aux luttes sociales une « perspective » de front populaire ; une coalition de collaboration de classes entre partis ouvriers et forces politiques bourgeoises qui enchaîne le prolétariat au char de la bourgeoisie pour maintenir en place le système capitaliste (lire page 8 la « Déclaration de relations fraternelles entre Luta Metalúrgica [Brésil] et la Ligue communiste internationale »). Quant à la lutte purement syndicaliste ou « apolitique », ou encore l'« autogestion », qui restent dans le cadre du capitalisme, elles sont aussi une impasse réformiste. La seule voie qui défende les intérêts des travailleurs, c'est celle de la révolution socialiste, et elle se fera sous la direction du parti ouvrier d'avant-garde internationaliste, un « tribun du peuple » combattant toutes les formes spécifiques d'oppression et ralliant les opprimés – femmes, jeunes, homosexuels, immigrés, minorités nationales – au combat pour le pouvoir prolétarien. La Ligue communiste internationale (LCI) combat pour construire ce parti révolutionnaire.

Les rivalités impérialistes sanglantes

Avec l'écroulement de l'URSS, les rivalités interimpérialistes, assourdies pendant la guerre froide dans le but de maintenir l'alliance antisoviétique, sont revenues en force. Ces tensions à l'intérieur de l'Europe éclatent aujourd'hui au grand jour à propos de l'ex-Yougoslavie, qui est devenue un des champs de bataille où les diverses puissances impérialistes européennes manœuvrent pour parvenir en bonne

Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !

position dans l'« ordre » mondial post-soviétique. Le triomphalisme bourgeois a été de courte durée ; il a fait place à un nouveau désordre mondial qui a mis à nu la brutalité du système capitaliste d'exploitation et d'oppression.

Les trois géants de l'impérialisme, contemporain, les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne, cherchent tous à créer des blocs commerciaux : les Etats-Unis avec l'ALENA (Accord de libre échange nord-américain), le Japon avec une nouvelle version de la « Grande sphère de coprosperité extrême-orientale » et l'Allemagne avec une Union européenne incluant l'Europe de l'Est (Pologne, République tchèque, Hongrie, Slovaquie, Croatie) dans son arrière-pays immédiat. La concurrence économique acharnée annonce une guerre commerciale mondiale, mais au bout du compte un nouveau partage du monde ne pourra s'effectuer qu'à travers une troisième guerre mondiale interimpérialiste – cette fois entre puissances disposant d'armes nucléaires.

Depuis la Première Guerre mondiale, le destin de l'Europe est étroitement lié à l'expansionnisme économique croissant des Etats-Unis. En 1928, Trotsky comprenait déjà que :

« [...] les Etats-Unis, en poursuivant inéluctablement leur pression sur l'Europe, réduiront de plus en plus sa part dans l'économie mondiale ; il en résulte que non seulement les rapports entre les Etats européens ne s'amélioreront pas, mais qu'au contraire ils se tendront à l'extrême et aboutiront à des guerres ; en effet, les gouvernements, comme les classes, luttent avec plus de furie quand la ration est maigre que lorsqu'ils sont pourvus en abondance. »

– *l'Internationale communiste après Lénine*

Les Etats-Unis sont sortis de la Deuxième Guerre mondiale en impérialisme vainqueur et hégémonique. Ils furent capables d'imposer leurs conditions à une Europe dévastée par la guerre. Mais aujourd'hui, l'impérialisme US se trouve dans une position économique très largement affaiblie ; il n'est plus que le premier d'entre des concurrents qualitativement égaux. Et, pour affirmer leur hégémonie, les v-t-en-guerre américains passent d'une aventure militaire à une autre – du Panama à l'Irak, de la Somalie à Haïti. L'Etat ouvrier déformé cubain, vulnérable, risque d'être leur prochaine cible.

Dans le monde de l'après-guerre froide, toutes les puissances impérialistes essaient de consolider leurs empires néocoloniaux. La France, impérialisme de seconde zone qui avait pu marchander sa place de puissance internationale grâce à son arsenal nucléaire antisoviétique et à sa domination néocoloniale en Afrique (où elle a cherché à jouer un rôle de rempart face à la « menace communiste »), cherche à se réaffirmer à n'importe quel prix comme force au Maghreb et en Afrique occidentale et centrale, et comme facteur sur l'échiquier politique mondial. Elle continue d'écraser l'Afrique dite « francophone » sous son joug.

En janvier 1994, la France, encouragée par les vampires du FMI, a imposé une dévaluation de 50 % du franc CFA, la monnaie commune à treize pays africains pour la plupart parmi les plus pauvres du continent. Pour 80 millions d'Africains, ce geste arrogant est une calamité qui ne va apporter qu'une intensification de la misère et de la famine. En juin dernier, le gouvernement Mitterrand-Balladur envoyait au Rwanda ses soudards coloniaux intervenir directement dans la guerre civile ensanglantant ce pays. Son objectif de maintenir sa domination dans cette région face à ses concurrents impérialistes était cyniquement enrobé de considérations « humanitaires ». La vérité est que l'impérialisme français est depuis le début mouillé jusqu'au cou

dans les massacres au Rwanda.

Les ambitions de l'Allemagne à être le maître incontesté de l'Europe ont été renforcées par la réunification capitaliste. La bourgeoisie allemande, qui voit déjà le deutsche-mark comme la monnaie dominante des Balkans aux Etats baltes et de la Sibérie à la péninsule Ibérique, voudrait parvenir, par des moyens économiques, à ce que Hitler n'a pu obtenir par les armes. Néanmoins, elle a du mal à faire face à l'énorme coût financier de la réunification et rechigne maintenant à soutenir ses alliés européens dans la même mesure que par le passé où la Communauté économique européenne (aujourd'hui Union européenne), qui reposait principalement sur un compromis conclu entre les bourgeoisies française et allemande sous l'égide des USA, servait de ciment économique à l'alliance antisoviétique de l'OTAN en Europe.

La concurrence impérialiste entre bourgeoisies nationales est inhérente au capitalisme, un système basé sur la recherche du profit. Seuls les prolétaires, dont les intérêts sont communs, ont la puissance, en renversant l'« ordre » capitaliste, d'en finir avec cette guerre commerciale (et avec les guerres impérialistes tout court) et d'instaurer une division internationale du travail juste et harmonieuse sur la base de la socialisation des moyens de production. Les travailleurs doivent lutter pour des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Les Balkans : rivalités interimpérialistes et bain de sang nationaliste

Les visées contradictoires des divers impérialistes les ont conduits dans les Balkans à appuyer chacun des camps dans la guerre triangulaire qui fait rage entre Serbes, Musulmans bosniaques et Croates. Les nationalismes, attisés par l'impérialisme comme force motrice de la restauration capitaliste en Yougoslavie (ainsi que dans les autres Etats ouvriers déformés et dégénérés), ont logiquement engendré la « purification ethnique » qui ensanglante les Balkans.

L'Allemagne, qui cherche à rétablir sa domination historique sur l'ouest de cette région, a précipité le morcellement de la Yougoslavie en 1991 en forçant la main aux autres Européens, et notamment aux Français et aux Britanniques, pour qu'ils reconnaissent l'indépendance de

édition française

SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

Publié par le comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

COMITE DE REDACTION : Helene Brosius et Jean Thimbault (responsables), Susan Adrian, William Cazenave, Carine Gance, Elizabeth Gordon, Blandine Hauser, Henri Riemann

REALISATION : Susan Fuller

DIFFUSION : Shauna Blythe (New York), Camille Cézard (Paris)

SPARTACIST PUBLISHING CO.
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
Téléphone : (212) 732-7862

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

numéro 28



hiver 1994-95

la Slovénie et de la Croatie. La Russie veut réaffirmer son rôle de grande puissance dans la région, en particulier à l'égard de son Etat client traditionnel, la Serbie. Les Etats-Unis soutiennent le régime musulman de Bosnie et lui fournissent des armes pour punir le leader serbe Slobodan Milosevic de n'être pas assez servile à l'égard de l'Ouest. La Grande-Bretagne et la France, traditionnels protecteurs des Serbes, sont les pays qui ont sur place le plus de « casques bleus ». Pour le moment, tous sont d'accord pour imposer une « solution » impérialiste de dépeçage de l'ancienne Yougoslavie et arrêter le flot de réfugiés vers leurs pays.

La LCI ne prend parti pour aucun des camps dans ce massacre. Il n'y a pas d'autre solution démocratique en Bosnie et dans les autres régions de l'ex-Yougoslavie, où les peuples sont interpellés, qu'une révolution prolétarienne qui établira une fédération socialiste des Balkans. Mais, tout en appelant les travailleurs à s'unir pour renverser les dirigeants nationalistes bourgeois, il est du devoir de la classe ouvrière internationale, en cas d'attaque impérialiste contre les Serbes, de défendre la Serbie. Nous disons : A bas le blocus économique de l'ONU et de l'OTAN contre la Serbie ! Retrait immédiat des Balkans de toutes les forces de l'ONU et de l'OTAN !

Or, beaucoup d'organisations « de gauche », notamment pseudo-trotskystes, soutiennent l'intervention militaire impérialiste en faveur du gouvernement musulman bosniaque. Krivine, qui dirige la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), a signé un appel demandant aux impérialistes européens d'« agir collectivement » et par « tous les moyens » dans l'ex-Yougoslavie. Plus récemment, le Secrétariat « unifié » (SU) de Mandel (dont la LCR est la section française), la Ligue socialiste des travailleurs moréniste, le Workers Revolutionary Party britannique de Slaughter et Workers Power/Pouvoir ouvrier ont lancé une campagne pour organiser un « Secours ouvrier pour la Bosnie ». Ils ont appelé à approuver en vives le gouvernement nationaliste bourgeois bosniaque sous la protection de soldats français et britanniques. Le dénommé « Secours ouvrier » s'est simplement mis à la remorque des impérialismes français et britannique.

Cette capitulation est en droite ligne de la politique qu'a suivie pendant la guerre froide antisoviétique toute la soi-disant « extrême gauche » qui s'est faite l'écho du soutien apporté par les impérialistes aux mouvements nationalistes contre-révolutionnaires (lire pages 14 et 15 nos articles sur l'Ukraine).

L'offensive contre l'« Etat providence »

La contre-révolution capitaliste dans le bloc soviétique, coïncidant avec la crise économique la plus grave depuis la grande dépression des années 1930, a déstabilisé l'ordre bourgeois en Europe occidentale. Avec vingt millions de chômeurs de la Scandinavie à la péninsule Ibérique, la jeunesse d'Europe de l'Ouest partage avec les Polonais et les Hongrois la perspective de ne *jamais* avoir un emploi décent. La pression de la concurrence économique pousse les bourgeoisies à abaisser le coût de leur main-d'œuvre, beaucoup plus élevé qu'aux Etats-Unis ou au Japon, en démantelant l'« Etat providence » qui fournit l'assurance-maladie, l'indemnisation du chômage, une retraite relativement généreuse et d'autres avantages sociaux.

Les femmes sont, aux côtés des immigrés et des jeunes, les plus durement touchées par cette offensive capitaliste.

Dernières embauchées, elles sont les premières licenciées, renvoyées à l'esclavage domestique pour prendre en charge les fonctions sociales dont veut se débarrasser l'Etat bourgeois : soins et éducation des enfants, soins des malades et des personnes âgées, tâches domestiques. Cela s'accompagne d'une campagne réactionnaire exaltant les « valeurs de la famille » et fustigeant tout ce qui les défie, de l'homosexualité à l'avortement. Pays après pays, le droit à l'avortement est en butte aux attaques de l'Etat bourgeois et/ou des fascistes.

Les mesures sociales de l'« Etat providence » furent accordées par les bourgeoisies d'Europe occidentale, qui craignaient une révolution sociale dans l'immédiate après-guerre mondiale où la victoire de l'Union soviétique sur le nazisme lui avait conféré un nouveau prestige. Elles cherchaient ainsi à gagner sinon le soutien du moins la neutralité des ouvriers organisés par les partis sociaux-démocrates et stalinien. Maintenant que l'URSS a été détruite, elles considèrent que ces mesures – qu'elles ne peuvent plus se permettre économiquement – ne sont plus indispensables politiquement. Le niveau moyen des salaires en Allemagne occidentale est aujourd'hui plus élevé qu'aux Etats-Unis (de 70 %) et qu'au Japon (de 40 %). Même en Italie, le coût de la main-d'œuvre est de 20 % supérieur à celui des Etats-Unis. Pour être concurrentiels avec leurs rivaux impérialistes, les capitalistes européens doivent énormément intensifier le taux d'exploitation de leurs classes ouvrières.

Les industriels britanniques, allemands et français menacent les travailleurs de déménager leurs usines dans des pays où les salaires sont bas, et cela inclut maintenant l'Europe de l'Est. La privatisation des entreprises d'Etat, dont le but est de casser les reins des syndicats et de renflouer un peu les caisses bien endettées de l'Etat, est planifiée partout en Europe. Le spectre de la misère plane aujourd'hui aussi sur les masses laborieuses de cette région.

Non à la collaboration de classes !

Sans révolution prolétarienne, il est impossible de changer fondamentalement les conditions misérables faites aux masses. Mais, pour faire dérailler les luttes ouvrières, la bourgeoisie emploie les directions des partis réformistes de masse : les partis sociaux-démocrates et les anciens partis stalinien devenus aujourd'hui sociaux-démocrates. De leur côté, les directions réformistes, sachant pertinemment que le capitalisme (qu'elles meurent d'envie de gérer) ne peut satisfaire aucune revendication ouvrière, se servent de leurs alliances front-populistes avec des politiciens bourgeois pour pouvoir justifier auprès de leur base ouvrière qu'elles ne peuvent pas franchir les limites que leur « imposent » leurs « nécessaires alliés ». Comme l'écrivait déjà Trotsky dans le *Programme de transition* (le programme de fondation de la Quatrième Internationale), les conditions objectives de la révolution prolétarienne sont plus que mûres ; « la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »

En 1935, le front populaire de collaboration de classes est devenu la politique stalinienne officielle, venant logiquement compléter, dans l'Occident capitaliste, la fausse théorie du « socialisme dans un seul pays » (formulée par Staline après la mort de Lénine, en 1924) qui impliquait l'abandon de la lutte pour la révolution socialiste mondiale. Les PC sont alors devenus les fidèles laquais de leurs bourgeoisies. La paix sociale entre ouvriers et patrons dans ces

pays était censée procurer à l'URSS des alliés impérialistes contre les attaques d'autres impérialistes, en l'occurrence l'Allemagne. En fait, les fronts populaires n'ont servi qu'à étrangler les luttes ouvrières et à paver la voie à la pire réaction – depuis l'Espagne de 1937, où le sabotage de la révolution a amené la dictature franquiste, jusqu'à l'Unidad Popular d'Allende qui a fait le lit de Pinochet dans le Chili des années 1970. Finalement, le front-populisme a conduit à l'isolement mortel de l'Union soviétique. Trotsky, notamment dans le *Programme de transition*, mettait en garde contre le front populaire qui est, avec le fascisme, la dernière ressource politique de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne.

La LCI est connue pour son opposition intransigeante au front-populisme. En France, à la différence des Lutte ouvrière (LO), Parti communiste internationaliste de Lambert (rebaptisé Parti des travailleurs) et autres LCR, la section française de la LCI, la Ligue trotskyste, est la seule organisation se réclamant du trotskysme à n'avoir jamais appelé à voter pour le front populaire de Mitterrand. En Italie aussi, la section de la LCI, la Lega trotskista d'Italia (LTd'I), a refusé d'appeler à voter, lors des élections de mars 1994, pour le front populaire « progressiste ». Au contraire, les organisations pseudo-trotskystes, tels le SU ou les organisations basées en Grande-Bretagne Militant et Workers Power (qui ont pour organisations en France respectivement la Gauche révolutionnaire-Jeunesses communistes révolutionnaires et Pouvoir ouvrier), sont à la traîne des directions réformistes du mouvement ouvrier ; elles se font leurs complices en les aidant à canaliser les luttes sociales vers le soutien au front populaire. Ainsi, en France, cette soi-disant « extrême gauche » a proposé aux travailleurs, lors des grèves d'Air France ou de GEC-Alsthom, et aux jeunes, mobilisés contre le SMIC-jeunes et les attaques racistes, de remettre au pouvoir la « gauche » – qui, pendant la décennie qu'elle vient de passer au gouvernement, a mené une politique farouchement antiouvrière, antisoviétique et anti-immigrée et qui, en paralysant la classe ouvrière, a ramené la droite revancharde au pouvoir.

L'« expérience » du front populaire de Mitterrand, qui a géré loyalement le capitalisme en prétendant le faire dans l'intérêt des travailleurs, est une confirmation du *Programme de transition* : « [...] à l'époque du capitalisme pourrissant, [...] il ne peut plus être question de réformes sociales systématiques ni de l'élévation du niveau de vie des masses ; [...] chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite-bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois. » Et avec l'offensive actuelle contre l'« Etat providence », les chances de réformes sont encore moins crédibles. C'est pourquoi aujourd'hui les bureaucrates réformistes ne peuvent plus que se transformer, selon la formule de Trotsky, en « police politique [du capital] aux yeux de la classe ouvrière ».

Non seulement les dirigeants réformistes se dressent en obstacle à la révolution, mais ils ont aussi aidé la contre-révolution capitaliste à l'Est et sont complices de la dramatique détérioration des conditions de vie qu'y connaissent les masses. Ainsi, alors que Mitterrand a joué le rôle de fer de lance idéologique de la contre-révolution, la social-démocratie allemande a été le cheval de Troie de la réunification capitaliste de l'Allemagne.



Gamma

Chili 1973 – Le front populaire a pavé la voie au coup d'Etat sanglant de Pinochet. Le social-démocrate Allende prêchait la confiance dans l'armée bourgeoise « démocratique » dont Pinochet était le chef.

Avant le triomphe de la contre-révolution en Union soviétique, les partis communistes étaient les partis hégémoniques de la classe ouvrière en France et en Italie. Avec la désintégration des régimes staliniens qui les patronnaient, ils essaient de se reconstituer en tant que partis sociaux-démocrates classiques. Les trahisons staliniennes ont eu un effet dévastateur sur la conscience de la classe ouvrière de ces pays. Le prolétariat a besoin de reprendre politiquement confiance en lui, non pas sur l'ancienne base de collaboration de classes et de trahison stalinienne mais en luttant avec intransigeance pour ses propres intérêts, indépendamment de la bourgeoisie. Contre les staliniens et les capitalistes, nous avons toujours affirmé que le stalinisme n'était pas le communisme ; c'est le trotskysme qui est le parti de la Révolution russe. Avec la banqueroute du stalinisme, tous ceux qui veulent combattre le capitalisme doivent tirer les leçons du stalinisme et s'approprier le combat des trotskystes (lire notre article en page 22 « Staline a noyé dans le sang le Parti communiste de Lénine et Trotsky »).

La poudrière italienne

L'Italie, qui a une classe ouvrière très combative et très politisée, ainsi qu'une relative prospérité et un gouvernement instable, est un bon exemple, même souvent extrême, des pressions sociales actuelles et des contradictions de toute l'Europe. Le Parti démocratique de la gauche (PDS), une scission du PC italien, désire avidement gérer l'austérité capitaliste. Après que trois millions de travailleurs et de jeunes eurent manifesté dans tout le pays le 14 octobre contre la loi de finances attaquant les retraites, le PDS abandonna ses critiques de cette loi pour en soutenir l'auteur, Dini, ancien membre du cabinet Berlusconi et son successeur à la tête du gouvernement. Comme le disait le dirigeant du PDS Massimo D'Alema dans *l'Unità* (15 octobre 1994), « nous sommes une force responsable, nous ne voulons pas faire du tort au pays et au marché ». Et la direction du PDS veut être partie prenante de l'Etat fort dont a besoin la bourgeoisie pour mater la classe ouvrière. Pour ce faire,



Le Bolchevik

La Ligue trotskyste de France (LTF) dans le rassemblement du 12 juillet 1993, à Paris, contre les expulsions-déportations de « clandestins » par trains. Elle appelait à des actions ouvrières/immigrées, centrées sur les cheminots, pour stopper ces trains.

elle est même prête à participer à un gouvernement n'ayant aucune prétention à être « de gauche », avec les démocrates-chrétiens « recyclés » du Parti populaire italien; elle flirte y compris avec l'Alliance nationale (AN) de Fini (un « interlocuteur valable » selon le PDS) qui vient d'ôter ses « chemises noires » pour pouvoir constituer un bloc réactionnaire capable d'instaurer un Etat fort.

Rifondazione Comunista (RC), qui a scissionné du PC italien lorsque ce dernier a officiellement abandonné sa référence à la dictature du prolétariat, a du mal à avaler les ronds de jambe que le PDS fait devant l'AN, mais cela ne l'empêche nullement de vouloir aussi faire partie d'un gouvernement avec Bossi et ses populistes racistes de la Ligue du Nord.

Quant au groupe dirigé par Franco Grisolio, soi-disant à la « gauche » du SU, il appelle les militants de RC à « participer activement, en première ligne, à la campagne électorale du parti et au combat central contre la droite » et appelle à voter pour tous les candidats de ce front populaire, y compris pour les politiciens ouvertement bourgeois (*Proposta* n°3, mars 1994).

La LTrd'I appelle les ouvriers à se battre indépendamment, sans illusions dans le front populaire, pour repousser les attaques contre les immigrés, le droit à l'avortement, les salaires, les retraites et autres acquis sociaux, et à s'opposer aux privatisations qui ne sont qu'un moyen de miner la puissance des syndicats. Les ouvriers, entraînant derrière eux la jeunesse combative, doivent se battre sur un programme d'échelles mobiles des salaires et des heures de travail pour partager le travail existant entre toutes les mains ouvrières, italiennes et immigrées.

Le problème n'a jamais été le manque de combativité de la classe ouvrière italienne. Mais la lutte syndicale économique, si combative soit-elle, ne suffit pas. En Italie comme ailleurs, il faut un parti armé du programme révolutionnaire

qui lutte pour renverser l'Etat bourgeois et instaurer un véritable *gouvernement ouvrier*, qui sera basé sur les conseils ouvriers démocratiquement élus et qui expropriera la bourgeoisie.

Mobilisations ouvrières/immigrées contre la terreur raciste !

Le mythe de l'« unité nationale », tant invoquée par les bourgeoisies européennes et colportée par les bureaucraties ouvrières, fait partie de leur stratégie pour saper la conscience de classe des ouvriers. Le nationalisme et le protectionnisme dressent les travailleurs des différents pays les uns contre les autres et déchaînent les préjugés et la terreur racistes; ils gonflent aussi les voiles des fascistes. Le Parti communiste français est contre l'Union européenne, cette caverne de brigands impérialistes, mais d'un point de vue nationaliste et protectionniste. Il veut « produire français », tout comme les dirigeants syndicaux allemands appellent à « défendre l'acier allemand ». En 1994, des ouvriers de Volkswagen en Belgique se sont mis en grève face aux menaces du patronat de délocaliser la production s'ils n'acceptaient pas des licenciements et l'accélération des cadences. Mais les grévistes ont été poignardés dans le dos par la direction du syndicat des sidérurgistes allemands qui a laissé Volkswagen transférer une partie de la production en Allemagne pendant la grève. Le protectionnisme ne « sauve » pas les emplois mais divise le prolétariat international. Le chauvinisme sert à aligner les ouvriers sur les intérêts de leur propre bourgeoisie dans les guerres impérialistes et à les utiliser comme chair à canon contre leurs frères de classe. Les ouvriers doivent rejeter le poison du protectionnisme.

Dans des pays comme la France et l'Allemagne, les ouvriers immigrés sont intégrés dans les couches stratégiques du prolétariat. Les immigrés et leurs familles – désignés

par la bourgeoisie comme les boucs émissaires pour tous les maux engendrés par la crise du capitalisme – peuvent être un contrepoids combatif au chauvinisme et au conservatisme de la bureaucratie ouvrière.

Partout en Europe, avec des taux élevés de chômage (qui tournent maintenant autour de 10% de la population active), les fascistes exploitent le désespoir économique pour renforcer leurs troupes de choc antiouvrières et racistes. Pour la première fois depuis les années 1930, les bandes fascistes sont devenues une force importante dans des pays comme l'Allemagne, l'Italie et la France. La croissance du Front national (FN) de Le Pen est en partie le reflet des frustrations nationalistes face au recul de l'impérialisme français, aggravé encore par la réunification de l'Allemagne. Elle est aussi, et surtout, le résultat de la politique raciste des divers gouvernements Mitterrand « de gauche ».

Aujourd'hui, le gouvernement Balladur, pour survivre à ses défaites face aux mobilisations de la classe ouvrière et de la jeunesse, cherche à s'appuyer sur le consensus national anti-immigré qui va de l'extrême droite aux directions réformistes du mouvement ouvrier. Pasqua, le ministre de l'Intérieur chargé de monter les provocations racistes (et qui avouait en 1988 partager « les valeurs du Front national »), s'est fixé pour objectif une « immigration zéro ». Pendant l'été 1994, saisissant le prétexte d'un attentat à Alger, attribué aux islamistes, qui coûta la vie à des diplomates et gendarmes français, il a mis en état de siège raciste plusieurs villes, multipliant les barrages de police et les ratissages dans les quartiers immigrés, désignant toute la communauté d'origine maghrébine comme des terroristes en puissance.

Cette croisade raciste s'est dernièrement focalisée sur l'interdiction, décrétée par le gouvernement, de porter, sous peine d'exclusion, le foulard islamique dans les établissements scolaires. La jeunesse multiethnique s'est mobilisée et a manifesté à plusieurs reprises contre les exclusions de jeunes filles portant le foulard. La Ligue trotskyste participa à ces manifestations. Par contre, LO, capitulant devant la politique raciste de sa bourgeoisie, a été jusqu'à organiser une *contre*-manifestation – sous prétexte de lutter contre l'oppression religieuse des femmes et en invoquant, à la suite de Pasqua, un « danger islamiste » en France. Cette organisation, qui a toujours nié que le FN soit fasciste, explique désormais que c'est la jeunesse « immigrée » qui est un vivier pour le fascisme-islamisme ! Mais dans ce pays impérialiste et catholique gangrené par le racisme anti-maghrébin, l'islamisme ne peut être qu'une idéologie de ghetto ; le danger principal vient du chauvinisme raciste de la bourgeoisie française.

Il ne fait aucun doute que les intégristes islamiques cherchent à exploiter cette campagne raciste. Ils prétendent défendre ces jeunes filles, mais c'est pure hypocrisie : ils sont pour la réclusion des femmes et contre leur éducation. Ils ont d'ailleurs déclenché une guerre sur cette question en Afghanistan. Et quand l'Armée rouge est intervenue en 1979 contre ces réactionnaires (soutenus par l'impérialisme) qui voulaient enfermer les femmes dans le carcan du voile et leur interdire d'apprendre à lire, nous avons dit : « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! Etendez les acquis d'Octobre aux peuples afghans ! »

Le voile est plus qu'un symbole d'affiliation religieuse. C'est un instrument de subordination des femmes aux hommes dans le cadre de l'institution de la famille. Mais

soutenir la répression de l'Etat français contre des élèves musulmans ne sert qu'à perpétuer les conditions qui favorisent les illusions religieuses et qui font que des choses comme le voile existent. Si l'influence religieuse s'étend chez les immigrés musulmans en France et en Angleterre, c'est au fond en réaction désespérée à une société qui les condamne à une vie de pauvreté et de ségrégation raciste. La lutte pour libérer les femmes immigrées de leur oppression est intimement liée à la lutte pour mobiliser la classe ouvrière contre toutes les injustices racistes et sociales. La Ligue trotskyste, comme les autres sections de la LCI, se bat pour des mobilisations ouvrières/immigrées contre les discriminations racistes et contre la terreur raciste des flics et des fascistes. A bas la « forteresse Europe » ! Défense du droit d'asile ! A bas la chasse aux « clandestins » ! Halte aux expulsions ! Tous ceux qui ont réussi à entrer dans ce pays ont le droit d'y rester ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles !

Il faut reforcer la Quatrième Internationale !

La banqueroute du stalinisme avait été prévue depuis longtemps par Trotsky. Il avait expliqué que si les ouvriers ne chassaient pas les usurpateurs staliniens à travers une révolution politique prolétarienne, la bureaucratie dévorerait l'Etat ouvrier. Le mensonge stalinien du « socialisme dans un seul pays » signifiait trahir la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes à chaque moment crucial, que ce soit en Espagne en 1937, en Italie en 1945, en France en 1968 ou au Portugal en 1975. En foulant aux pieds les principes internationalistes de l'Internationale communiste de Lénine et Trotsky, Staline et ses successeurs ont miné l'Etat ouvrier lui-même. Finalement, la bureaucratie s'est simplement désintégré, et ses couches supérieures se sont avidement engagées dans la restauration capitaliste. Les pseudo-trotskystes se sont mis à la traîne de toutes les forces contre-révolutionnaires qui cherchaient à détruire l'Union soviétique, de Solidarność à Eltsine. Ce faisant, ils se sont situés de plus en plus dans l'orbite de la social-démocratie. Pour sa part, la LCI a défendu l'Union soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution, de Kaboul à Berlin-Est et à Moscou.

Le capitalisme est un système de pillage du « tiers monde », d'exploitation et d'oppression des masses dans le monde entier. Pour qu'une révolution ouvrière puisse se consolider et même survivre, il faut qu'elle s'étende à l'échelle internationale. Cette conception était au cœur du programme des bolchéviks. La situation mondiale actuelle est très différente de ce qui existait au moment où éclata la révolution d'Octobre 1917, prélude à la vague révolutionnaire qui balaya l'Europe à la fin de la Première Guerre mondiale. Aujourd'hui, une révolution victorieuse se trouvera confrontée à des puissances impérialistes bien plus arrogantes et déterminées à éliminer tout ce qui viendra troubler leur « nouvel ordre mondial ». Mais la lutte des classes en Europe et dans le reste du monde va continuer d'offrir au prolétariat des opportunités de briser les chaînes du capitalisme mondial à ses maillons les plus faibles ; il s'agira alors d'être prêts à saisir ces opportunités et à se battre avec acharnement pour porter le combat révolutionnaire dans les divers bastions impérialistes. C'est pourquoi nous, LCI, luttons pour reforcer une Quatrième Internationale authentiquement trotskyste, parti mondial de la révolution socialiste. ■

Déclaration de relations fraternelles entre Luta Metalúrgica (Brésil) et la Ligue communiste internationale

La déclaration dont nous publions la traduction ci-dessous est le résultat de discussions approfondies entre la Ligue communiste internationale et le groupe brésilien Luta Metalúrgica (Lutte métallurgiste), discussions qui ont fait apparaître un large accord programmatique. Luta Metalúrgica a récemment rompu avec Causa Operária, qui fait partie de la tendance dirigée par le Partido Obrero argentin de Jorge Altamira. La base initiale de ces discussions était une position programmatique principielle commune d'opposition prolétarienne aux fronts populaires, y compris l'appel à ne donner aucune voix à l'un ou l'autre des candidats de telles formations de collaboration de classes. Une autre question clé qui a rapproché nos deux organisations est la conception léniniste du rôle du parti révolutionnaire comme « tribune du peuple » combattant toutes les formes d'oppression spécifique.

* * * * *

« La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. [...] la crise de la direction du prolétariat, qui est devenue la crise de la civilisation humaine, ne peut être résolue que par la Quatrième Internationale. »

— Léon Trotsky, *Programme de transition* (1938)

Le groupe Luta Metalúrgica de Volta Redonda, Brésil, et la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), dans cette déclaration de relations fraternelles qui s'inscrivent dans le cadre de la lutte urgente pour surmonter la crise de la direction prolétarienne en reforgeant la Quatrième Internationale comme parti mondial de la révolution socialiste régi par le centralisme démocratique, affirment leur accord comme suit.

I

« La question de toutes les questions est maintenant le Front populaire. Les centristes de gauche cherchent à présenter cette question comme une manœuvre tactique ou même technique, pour pouvoir à l'ombre du Front populaire mener leurs petites affaires. En réalité le Front populaire est pour cette époque-ci la question capitale de la stratégie de classe prolétarienne. Il donne aussi le meilleur [critère] pour la différence entre bolchévisme et menchévisme. »

— « Lettre du camarade L. Trotsky à la direction du RSAP du 15 Juillet 1936 », (*Bulletin intérieur international* n°3, début mai 1938, édité par le secrétariat international pour la Quatrième Internationale [souligné dans l'original]¹)

Depuis le combat de Marx et Engels pour le principe fondamental de l'indépendance révolutionnaire du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie, le marxisme authentique a combattu la collaboration de classes. La lutte de Lénine et des bolchéviks contre le gouvernement provisoire de Kerevsky (dont Trotsky dira plus tard qu'il était le meilleur exemple historique de front populaire) a abouti à la plus importante victoire du prolétariat mondial : la révolution d'Octobre 1917. Contre les trahisons des staliniens, des sociaux-démocrates et des centristes, les quatrième-internationalistes, sous la direction de Trotsky, ont combattu de façon acharnée tout soutien aux fronts populaires qui, en France et en Espagne, ont conduit à de terribles défaites pour le prolétariat, pavant ainsi la voie à la Deuxième Guerre mondiale impérialiste.

A notre époque, la lutte contre le front-populisme trace une ligne de démarcation entre le marxisme révolutionnaire et toutes les variantes de l'opportunisme. Au Chili, l'Unidad Popular d'Allende a enchaîné le prolétariat combatif aux institutions de l'Etat bourgeois, préparant ainsi le dénouement sanglant du coup d'Etat militaire de Pinochet en 1973. En 1970 déjà, à l'époque de l'élection d'Allende, quand toutes les tendances pseudo-trotskyistes préconisaient une forme ou une autre de soutien au front populaire, la tendance spartaciste (devenue aujourd'hui la LCI) lançait une mise en garde :

« Le devoir le plus élémentaire des marxistes révolutionnaires est de s'opposer irréconciliablement au front populaire dans les élections et de ne lui accorder absolument aucune confiance une fois au pouvoir. Tout "soutien critique" à la coalition d'Allende serait une trahison de classe, pavant la voie à une défaite sanglante pour les travailleurs chiliens quand la réaction interne, appuyée par l'impérialisme international, sera prête. »

— *Spartacist* édition anglaise n°19, novembre-décembre 1970

Face à l'élection du front populaire de Mitterrand en 1981 en France, les spartacistes ont une fois de plus mis en garde contre tout soutien à cette collaboration de classes, tandis que les pseudo-trotskyistes (de Mandel et Moreno à Lambert et Altamira) la saluaient comme une « victoire » de la classe ouvrière. La politique du front-populisme a conduit à d'autres défaites encore, de la Bolivie au Salvador, au Nicaragua et à beaucoup d'autres pays.

Aujourd'hui, en Afrique du Sud, le front populaire nationaliste constitué autour du Congrès national africain (ANC) dirigé par Nelson Mandela enchaîne les travailleurs noirs à l'appareil d'Etat bourgeois qui a maintenu le régime meurtrier de l'apartheid. Le devoir des révolutionnaires est de mettre en garde de façon pressante contre tout soutien politique ou toute confiance au gouvernement du « partage du pouvoir », qui s'attaque déjà aux travailleurs noirs et métis. Nous notons l'importance pour les ouvriers

¹[Cet article a été publié dans le tome 10 des *Œuvres* de Trotsky, sous le titre « Le RSAP et la Quatrième Internationale », notamment sans le morceau de phrase « à l'ombre du Front populaire ». (Note du traducteur)]



Volta Redonda, Brésil, novembre 1988 – L'armée attaque avec des chars les sidérurgistes en grève. Quatre grévistes furent tués. AP

révolutionnaires en Afrique du Sud de la lutte contre le front-populisme de l'organisation réformiste qu'est le Partido dos Trabalhadores brésilien [PT – Parti des travailleurs], et celle des événements d'Afrique du Sud pour les ouvriers et la jeunesse radicalisée au Brésil.

Au Brésil, la gauche est imprégnée de nationalisme et de réformisme front-populiste. Présentement, ses différentes tendances sont en concurrence les unes avec les autres pour savoir qui peut le mieux capituler devant le Frente Brasil Popular (FBP), la coalition déclarée du PT de Lula avec des politiciens bourgeois. Ce front fait tout son possible pour démobiliser les exploités et les opprimés, dans ce pays qui est doté d'un prolétariat hautement combatif et qui connaît une profonde agitation sociale. Les bureaucrates syndicaux et leurs conseillers de gauche insistent qu'au lieu de lutter, les travailleurs doivent « attendre » que Lula soit élu et ne pas « effrayer » ses alliés bourgeois. Avec leur doctrine de collaboration de classes, les staliniens (PPS et PCdoB [Parti socialiste populaire, l'ancien PC pro-Moscou, et Parti communiste du Brésil, anciennement proalbanais]) – qui ont soutenu les gouvernements bourgeois de Sarney, Collor et Itamar Franco – font maintenant partie du front populaire dirigé par Lula. Tandis que les mandéliens de Democracia Socialista et les lambertistes de O Trabalho [le Travail] se complaisent dans leur rôle désormais traditionnel de fidèles laquais de la direction de Lula et Cie, les morénistes du PSTU [Parti socialiste unifié des travailleurs] prennent une hypocrite pose « critique » alors qu'ils ont ouvertement rejoint le FBP.

A la gauche de ces tendances, on trouve les centristes de Causa Operária (CO) [Cause ouvrière, alignée sur le Partido Obrero argentin de Jorge Altamira]. Les camarades de Luta Metalúrgica ont été initialement recrutés à CO parce qu'ils pensaient que cette organisation représentait une op-

position trotskyste révolutionnaire au front populaire. Mais dans les élections de 1989 déjà, en même temps qu'elle « critiquait » le front populaire, CO votait pour Lula, le candidat du front populaire. Ainsi, sa « critique » n'avait aucune conséquence dans les faits et n'était qu'une feuille de vigne à son voté *en faveur* de la collaboration de classes.

Confrontée aux élections de 1994, CO a multiplié les contorsions, en cherchant tout d'abord à faire une « distinction entre soutenir Lula et faire campagne pour lui, et éventuellement appeler à un vote pour le candidat du PT » (*Circular Interna* [Bulletin intérieur], 1^{er} avril 1994), et en feignant d'adopter plus tard une position d'« aucune voix pour les candidats du Frente Brasil Popular » (*Causa Operária*, 12 juin 1994), pour finalement appeler à « voter pour Lula et les candidats ouvriers et paysans » (*Causa Operária*, 1^{er} août 1994). CO réutilise ici un artifice typique des pseudo-trotskystes : argumenter qu'un vote pour les « candidats ouvriers » du front populaire (y compris dans ce cas précis pour son candidat à la présidentielle) est d'une certaine manière « différent » d'un vote pour le front populaire en tant que tel.

Pour ces petits-bourgeois qui mènent leurs petites affaires à l'ombre du front populaire, la phraséologie « de gauche » ne doit pas être prise au sérieux ; elle ne sert qu'à enjoliver le suivisme à l'égard de leurs maîtres réformistes ! Leur ligne *n'a rien à voir* avec celle de Trotsky, qui qualifiait de *trahison* le soutien apporté par le POUM centriste d'Andrés Nin au front populaire espagnol et qui affirmait, à propos du gouvernement de front populaire : « Il faut mobiliser ouvertement et hardiment les masses contre le gouvernement de Front populaire » (« La victoire est-elle possible ? », *Œuvres*, tome 13, avril 1937).

Nous notons que traditionnellement cette tendance « national-trotskyste » [d'Altamira] a justifié ses trahisons

avec l'étapisme menchévique et des références au « front unique anti-impérialiste », formule utilisée en Bolivie par Guillermo Lora (l'ancien allié du Partido Obrero de Jorge Altamira en Argentine et de CO au Brésil) pour justifier sa capitulation honteuse devant toute une série de fronts populaires.

Contre ce menchévisme, dans un document (avril 1994) qui s'opposait à la ligne de CO, les camarades de la cellule de Volta Redonda (Luta Metalúrgica) caractérisaient le FBP comme « un front de collaboration de classes », un front populaire. Ils exigeaient « que Causa Operária rompe avec le PT et le front populaire dans toutes ses variantes [...] ». Le devoir élémentaire de tous les marxistes révolutionnaires est de lutter irrécyclablement contre le front populaire dans les élections et de ne placer absolument aucune confiance en lui. » La direction de CO *censura* cette dénonciation claire en même temps que toute la dernière partie du document, dans le *Circular Interna* de CO. Un document ultérieur (juillet 1994) écrit par les camarades contre la capitulation de CO se terminait par un mot d'ordre clair : « Pour un parti ouvrier révolutionnaire – Aucune voix pour le front populaire et Lula. » La Ligue communiste internationale défend la même position d'opposition prolétarienne intransigeante au front populaire.

II

La situation mondiale actuelle a été profondément affectée par la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est. Loin de représenter une « victoire » ou une simple « péripétie », comme le prétendent les pseudo-trotskyistes (y compris CO, qui a pratiquement empêché ses militants d'avoir quelque discussion que ce soit sur la question russe), la restauration du capitalisme en URSS – résultant de l'encerclement et de la formidable pression de l'impérialisme, et préparée par des décennies de trahisons stalinienne – a représenté une grande *défaite* pour les travailleurs de tous les pays. Ses répercussions pour les victimes semi-coloniales de l'impérialisme sont extrêmement claires, de l'Irak à Haïti, avec la multiplication des aventures militaires de l'impérialisme yankee, qui aujourd'hui menace d'étrangler l'Etat ouvrier déformé cubain (sapé de l'intérieur par la bureaucratie castriste).

Dans le « nouveau désordre mondial » actuel, s'accroissent les rivalités interimpérialistes, les guerres interethniques fratricides, les agressions fascistes contre les immigrés et les travailleurs à la peau foncée en Europe, les attaques contre les droits des femmes. En même temps, les convulsions sociales dans le monde entier – symbolisées par la révolte des paysans indiens dans le sud du Mexique, par la grève victorieuse d'Air France, par les mobilisations de la jeunesse contre les fascistes en Europe et par beaucoup d'autres événements – offrent des occasions pour une intervention révolutionnaire du prolétariat. Il est plus urgent que jamais de forger le parti d'avant-garde léniniste international.

Trotsky, le fondateur de l'Armée rouge, nous a appris que ceux qui ne défendent pas les positions déjà conquises ne seront jamais capables d'en conquérir de nouvelles. Il a montré le caractère double de la bureaucratie [stalinienne], une caste nationaliste étroite qui reposait sur les acquis

d'Octobre : à certains moments, elle se trouvait obligée de défendre ces conquêtes à sa propre façon, partiellement et contradictoire, tout en les sapant en trahissant la révolution mondiale et en foulant aux pieds la démocratie ouvrière.

Trotsky et James P. Cannon, fondateur du trotskysme en Amérique du Nord, comparaient la politique révolutionnaire envers l'URSS à la situation d'un syndicat bureaucraté. Les ouvriers conscients défendent le syndicat contre le gouvernement capitaliste et les patrons, tout en combattant pour une direction révolutionnaire afin de chasser les bureaucrates traîtres. De même, le devoir du prolétariat mondial était la défense militaire inconditionnelle de l'URSS, tout en combattant pour une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne, ce qui était indispensable pour empêcher la restauration du capitalisme. Pendant toute la période de l'Opposition de gauche et du combat pour la Quatrième Internationale, Trotsky insistait que « la défense de l'Union soviétique contre les coups des ennemis capitalistes, indépendamment des origines et des causes immédiates du conflit, est le devoir élémentaire et impératif de toute organisation ouvrière honnête » (« La guerre et la Quatrième Internationale », *Œuvres*, tome 4, juin 1934).

La direction de CO ne parlait jamais d'ouvrages classiques de Trotsky comme *Défense du marxisme* (écrit contre l'opposition petite-bourgeoise de Shachtman qui avait renié la défense de l'URSS), parce qu'elle avait adopté une position néoshachtmaniste vis-à-vis de tous les conflits entre les ennemis capitalistes et l'URSS. Après avoir acclamé la « révolution » islamique du bourreau féodal Khomeiny en Iran, les altamiristes s'opposèrent à l'intervention soviétique en Afghanistan contre les « combattants de la foi » qui luttèrent pour renverser le régime nationaliste de gauche dont le « crime » était d'avoir voté des lois en faveur de l'éducation des femmes et de la réforme agraire. La CIA armait ces fanatiques anticommunistes avec d'énormes quantités d'armes et d'argent afin qu'ils tuent des soldats soviétiques sur ce champ de bataille de la seconde guerre froide. Au Brésil, les ultraractionnaires de « Famille, tradition et propriété » défilèrent aux cris de : « Les Russes hors d'Afghanistan », et les pseudo-trotskyistes avaient la même position ! La tendance spartaciste, fidèle aux principes de la Quatrième Internationale de Trotsky, a défendu l'URSS ainsi que les femmes et les opprimés d'Afghanistan, et elle a dit : « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! »

Quand, en Pologne, Solidarność s'est consolidé en tant que mouvement clérical-nationaliste luttant pour la restauration capitaliste, sous l'égide du Vatican et de Reagan, le PT brésilien a salué l'« exemple » de Walesa. Lula, en particulier, a cherché à s'identifier avec ce fantôme de l'impérialisme. La question de Solidarność a été un test décisif pour toutes les tendances qui se disent trotskystes. Les pseudo-trotskyistes ont proclamé bien fort leur « solidarité avec Solidarité ». Tandis que Moreno appelait à « tout le pouvoir à Solidarité », Altamira appelait à « la prise du pouvoir par Solidarité ». Au contraire, les spartacistes ont dit : « Halte à la contre-révolution de Solidarité ! » Comme le déclaraient les camarades de Luta Metalúrgica dans leur document de juillet dernier, « l'ouvrier » Walesa que suivaient les pseudo-trotskyistes « était le meilleur et le principal instrument de l'impérialisme et du Vatican pour la contre-révolution ». Comme en avait averti la LCI, la victoire de ce mouvement anticommuniste a apporté de terribles souffrances aux travailleurs de Pologne.

La direction de CO a eu l'audace d'attaquer les camarades de Luta Metalúrgica parce qu'ils osaient dire la vérité, évitée pour des millions d'ouvriers conscients : la destruction de l'Etat ouvrier déformé d'Allemagne de l'Est, au moyen de son annexion par l'impérialisme allemand, a été une défaite pour les travailleurs de tous les pays. Tandis que la LCI se jetait dans la bataille contre la réunification capitaliste et pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers, partie intégrante d'une Europe socialiste, Altamira prétendait que « l'«unification» bidon de l'Allemagne doit [...] ouvrir la voie, à plutôt brève échéance, à une grande mobilisation de masse et à une situation révolutionnaire qui n'épargnera aucun pays d'Europe » (*Prensa Obrera*, 3 juillet 1990). Loin de produire une situation « révolutionnaire », la réunification allemande a apporté une montée de la terreur raciste, le chômage pour des millions de personnes avec la fermeture des usines, la destruction des acquis des travailleurs, avec des résultats particulièrement brutaux pour les travailleuses.

Alors que les spartacistes ont organisé un rassemblement à New York pour protester contre le retrait de la brigade soviétique [de Cuba] décidé par Gorbatchev et Eltsine en 1991, retrait qui a donné à l'impérialisme le feu vert à une possible invasion, le journal de CO (12-18 octobre 1991), loin de protester, a proclamé que cet événement n'avait aucune importance parce que « la présence des troupes soviétiques n'a rien à voir avec la défense de l'île ». Aujourd'hui, CO publie une résolution (17 juillet 1994) de son congrès national, sur la menace proférée par Clinton d'envahir Haïti, qui ne mentionne même pas le danger immédiat auquel est confrontée la Révolution cubaine.

Ces gens ont touché le fond quand Eltsine a profité du coup d'Etat manqué de la « bande des huit », en août 1991, pour lancer une offensive afin de détruire complètement ce qui restait des acquis d'Octobre et de l'Etat soviétique. En URSS, la LCI a distribué des milliers de tracts avec un appel pressant : « Ouvriers soviétiques : Infligez une défaite à la contre-révolution d'Eltsine-Bush ! » Tandis que les mornénistes saluaient la « nouvelle révolution russe », la ligne absurde d'Altamira était que l'impérialisme US apportait son soutien non pas à son homme-lige Eltsine mais à la « bande des huit » – autrement dit que pour les ouvriers soviétiques la tâche fondamentale à l'époque était de lutter contre ces chevaux de retour du stalinisme et non contre Eltsine, l'homme de Bush et le fer de lance de la contre-révolution capitaliste déclarée. CO répétait la propagande mensongère selon laquelle une « mobilisation de masse » avait fait échouer le coup d'Etat avorté de la « bande des huit ».

La raison pour laquelle Altamira et CO ne voulaient pas que leurs militants découvrent la ligne de Trotsky sur la question russe est donc évidente ! Ce n'est pas un hasard si une tendance qui capitule devant la collaboration de classes avec « sa propre » bourgeoisie a capitulé devant la campagne impérialiste contre les acquis de la révolution d'Octobre, campagne qui a abouti à la destruction de l'URSS.

III

L'Internationale communiste de Lénine et Trotsky avait proclamé que « le problème noir est devenu une question

vitale de la révolution mondiale ». Le Brésil possède la plus importante population noire du monde après le Nigéria, et les ouvriers noirs et mulâtres ont une puissance potentielle énorme en tant que partie intégrante de la classe ouvrière brésilienne. La lutte contre l'oppression des Noirs au Brésil est une question *stratégique* pour la révolution prolétarienne. Comme le notait Cannon dans son essai sur la Révolution russe et les Noirs aux Etats-Unis (1961), ce furent Lénine et les bolchéviks qui insistèrent que l'oppression des Noirs est une question spécifique qui requiert une attention et un travail particuliers de la part du parti révolutionnaire.

Comme l'expliquait Lénine dans *Que faire ?*, le parti d'avant-garde doit être le « tribun du peuple », qui se bat pour mobiliser la puissance de la classe ouvrière contre toutes les formes d'oppression. L'urgence de cette tâche est manifeste au Brésil où des escadrons de la mort tuent quotidiennement des « enfants des rues » noirs. Dans les usines sidérurgiques, les ouvriers noirs sont condamnés à mourir de leucopénie.² Mais l'attitude de la pseudo-gauche brésilienne, qui est à la remorque des sociaux-démocrates du PT et de la bureaucratie de la CUT [fédération syndicale pro-PT], est la position « trade-unioniste » et économiste étroite combattue par les bolchéviks de Lénine.

On l'a vu de la manière la plus scandaleuse avec Causa Operária qui, comme l'ont noté les camarades de Luta Metalúrgica, est volontairement *aveugle* à la question de l'oppression des Noirs. Cette question n'est même pas évoquée dans les 6600 lignes de la compilation de ses documents fondamentaux adoptés de 1979 à 1988 (*Bases Programáticas*). Cette compilation a été publiée au moment même où des dizaines de milliers de Noirs manifestaient dans les rues à l'occasion du centenaire de l'abolition de l'esclavage, scandaient des mots d'ordre contre le racisme brutal du Brésil d'aujourd'hui et essayaient de déboulonner la statue du massacreur raciste Caxias.³

Luta Metalúrgica fit un effort important pour prendre à bras-le-corps cette question stratégique et écrivit un document en août 1993 à l'occasion d'un séminaire sur « le rôle de la CUT dans la lutte contre le racisme ». Dans ce document, qui reflétait une période de transition dans le développement du groupe et qui était marqué par certaines faiblesses importantes (comme le mot d'ordre de fractions noires dans les syndicats), les camarades appelaient à des milices ouvrières-paysannes d'autodéfense dans la lutte contre la terreur raciste, dénonçaient la stérilisation forcée des femmes noires et critiquaient le silence de la pseudo-gauche sur l'oppression des Noirs, silence qui allait de pair avec le fait que la plus grande partie de la « gauche » avait voté pour un salaire minimum de famine (moins de 100 dollars par mois) qui condamne des millions de Noirs à la surexploitation. Dans la période récente, les camarades ont accompli un acte internationaliste significatif en traduisant

²[Maladie du sang provoquée par les fumées des hauts fourneaux où travaillent principalement des ouvriers noirs. Quand Luta Metalúrgica dénonça cette situation, les entreprises expliquèrent que cette maladie était « génétique » chez les Noirs. (Note du traducteur)]

³[Le duc de Caxias a été le fondateur de l'armée brésilienne, qui gagna la guerre de 1864-70 contre le Paraguay (dépeuplant par là même ce pays) et réprima féroceement des rébellions noires et paysannes. (Note du traducteur)]

le document « Black and Red – Class Struggle Road to Negro Freedom » [Noir et rouge – La voie de la lutte de classe vers la libération des Noirs] (1967), dans lequel la Spartacist League/US a élaboré le programme de l'intégrationnisme révolutionnaire.

Il est indispensable que le parti léniniste, en tant que tribun des opprimés, brandisse l'étendard de la lutte contre l'oppression des femmes, laquelle est enracinée dans l'institution de la famille bourgeoise – une question de la plus grande importance au Brésil –, comme partie intégrante du programme de la révolution permanente. La défense des droits des Indiens et des homosexuels est un élément important du combat contre les préjugés bourgeois qui empoisonnent la conscience des travailleurs et contre la pseudo-gauche nationaliste qui reproduit les valeurs sociales de « sa » bourgeoisie.

Ce que Trotsky déclarait en avril 1939 à propos des Noirs aux Etats-Unis [lire *Œuvres*, tome 21] s'applique aussi aujourd'hui :

« Nous devons dire aux éléments conscients parmi les Noirs que le développement historique les désigne pour devenir l'avant-garde de la classe ouvrière [...]. Si jamais nous [...] n'étions pas capables de trouver la voie vers cette couche, alors nous ne serions bons à rien. La révolution permanente et tout le reste ne seraient que mensonge. »

La question noire au Brésil, comme aux Etats-Unis, n'est pas une question nationale, et les élucubrations des nationalistes noirs au sujet de l'« autodétermination » sont un obstacle à la lutte contre l'oppression. La seule voie pour la libération des Noirs est celle de la révolution socialiste, accomplie par le prolétariat sous la direction d'un parti léniniste multiracial. Cela signifie qu'il est indispensable de forger les cadres noirs d'un parti trotskyste internationaliste. En s'inspirant de l'héroïque exemple de combattants comme Zumbí, João Candido, Toussaint Louverture, Frederick Douglass, John Brown et Sojourner Truth, le début d'une recherche commune sur la question noire est un élément important de ces relations fraternelles.

IV

Les camarades de Luta Metalúrgica terminaient leur document d'avril dernier contre le front populaire en citant ce que Trotsky écrivait sur l'Espagne dans les années 1930 : « La solution victorieuse de toutes ces tâches exige trois conditions : un parti, encore un parti et toujours un parti. » En appelant à « un regroupement révolutionnaire qui prendra la forme de la construction d'un parti trotskyste avec une base programmatique marxiste ferme », ils insistaient que « la clé pour un regroupement révolutionnaire sur des fondations solides est par conséquent une lutte approfondie pour l'internationalisme et le programme de transition ».

Pour réaliser cette tâche, il est essentiel de lutter pour forger les cadres d'un noyau trotskyste. Le parti est construit, pour reprendre la formule de Lénine, « de haut en bas », sur la base du programme quatrième-internationaliste. A ses débuts – à l'opposé des prétentions creuses de la pseudo-gauche à un « travail de masse » – un tel noyau doit être un groupe de propagande de combat. Au Brésil, il est prioritaire de publier un journal trotskyste en rapport avec la taille et l'activité réelles du groupe, afin de mener à bien le travail de propagande en faveur du

programme révolutionnaire. Avec l'autorité qu'ils ont gagnée au cours d'années d'âpres luttes ouvrières, les camarades de Luta Metalúrgica sont confrontés à la nécessité de polémiquer contre ceux qui salissent le nom du trotskysme – en premier lieu les centristes de Causa Operária ; de rechercher de possibles regroupements, passant par des scissions et des fusions ; et de recruter des jeunes, de sorte qu'une nouvelle génération de révolutionnaires puisse entrer dans la lutte contre la barbarie capitaliste. Le combat pour construire un groupe de propagande signifiera certainement des décisions difficiles quant aux priorités, qui devront être tranchées par des discussions collectives.

Les valeurs pourries de groupes social-démocratiseurs comme le PSTU et CO ne se manifestent pas seulement à travers des questions comme leur soutien aux « grèves » de la police (les professionnels de la répression antiouvrière et raciste) et leurs appels à une police plus « populaire » ; elles se manifestent aussi par le mépris affiché des dirigeants de CO envers les ouvriers révolutionnaires de Luta Metalúrgica, qu'ils traitent d'« ignorants » et d'arriérés. Nous déclarons ensemble engager une lutte sans pitié pour démasquer politiquement ces petits-bourgeois qui se mettent à la remorque du front populaire et qui ne ratent aucune occasion de ne rien dire au sujet de l'oppression des Noirs et des femmes.

Pour nous, l'internationalisme n'est pas un bon sentiment pour résolutions et discours du dimanche. C'est la lutte pour construire un parti mondial basé sur le centralisme démocratique révolutionnaire, totalement à l'opposé des fédérations nationales des innombrables opportunistes nationalistes. L'histoire du combat de Luta Metalúrgica contre le front populaire et pour trouver un programme prolétarien contre l'oppression des Noirs présente un profond parallélisme avec la lutte de la tendance spartaciste depuis sa fondation, et elle offre une base solide pour aller ensemble de l'avant. Nous soulignons la nécessité d'un travail commun, en ayant pleinement conscience des difficultés posées par la distance géographique et d'autres obstacles ; surmonter ces difficultés nécessitera des efforts conscients et mutuels. Nous signalons qu'une tâche urgente est l'étude du portugais par des camarades de la LCI et celle de l'espagnol et de l'anglais par des camarades de Luta Metalúrgica.

Notre perspective est que ces relations fraternelles soient une étape vers la fusion de nos organisations, unissant nos efforts dans la lutte pour le communisme sur toute la surface de la planète. La concrétisation d'une telle fusion représenterait pour la LCI une extension importante. Nous combattons pour reforger la Quatrième Internationale sur la base du communisme de Lénine et Trotsky et des règles énoncées dans le *Programme de transition* :

« Regarder la réalité en face ; ne pas chercher la ligne de moindre résistance ; appeler les choses par leur nom ; dire la vérité aux masses quelque amère qu'elle soit ; ne pas craindre les obstacles ; être rigoureux dans les petites choses comme dans les grandes ; oser, quand vient l'heure de l'action : telles sont les règles de la Quatrième Internationale. »

20 septembre 1994

- Approuvé par Luta Metalúrgica, le 22 septembre 1994
- Approuvé par le secrétariat international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), le 26 septembre 1994

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Spartacist League of Australia

Spartacist ANZ Publishing Co.
GPO Box 3473, Sydney, NSW, 2001, Australie

Australasian
SPARTACIST 

Marxist journal of the Spartacist League of Australia
\$5/4 issues (1 year) in Australia and seamail elsewhere
\$7/4 issues—Airmail

Spartacist League/Britain

Spartacist Publications
PO Box 1041, London NW5 3EU, Grande-Bretagne

WORKERS HAMMER 

Marxist newspaper of the Spartacist League/Britain
£3/1 year International rate: £7—Airmail
Europe outside Britain and Ireland: £4

Trotskyist League of Canada/ Ligue trotskyste du Canada

Spartacist Canada Publishing Association
Box 6867, Station A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

SPARTACIST CANADA 

*English-language newspaper of the Trotskyist League/
Ligue trotskyste*
\$3/6 issues International rate: \$8—Airmail

Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

SpAD, c/o Verlag Avantgarde
Postfach 5 55, 10127 Berlin, Allemagne

SPARTAKIST 

*Herausgegeben von der Spartakist-Arbeiterpartei
Deutschlands*
10 Ausgaben: DM 5,—
Auslandsabo: DM 15,— Übersee Luftpost: DM 20,—

Dublin Spartacist Group

PO Box 2944, Dublin 1, République d'Irlande

Ligue trotskyste de France

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

LE BOLCHEVIK 

Publication de la Ligue trotskyste de France
10 numéros: 30 FF Hors Europe: 40 FF (avion: 60 FF)
Etranger: mandat poste international

Spartacist Group India/Lanka

Ecrire à Spartacist, New York

Lega trotskista d'Italia

Walter Fidacaro, C.P. 1591, 20101 Milano, Italie

SPARTACO 

Bollettino della Lega trotskista d'Italia
Abbonamento a 4 numeri (1 anno): L. 5.000
Europa: L. 8.000 Paesi extraeuropei: L. 12.000

Groupe spartaciste Japon

PO Box 49, Akabane Yubinkyoku, Kita-ku, Tokyo 115, Japon

スパルタシスト

Publication du Groupe spartaciste Japon
Dernier numéro: ¥100

Grupo Espartaquista de México

P. Linares, Apdo. Postal 453, 06002 México 1, D.F., Mexique

ESPARTACO

Publicación del Grupo Espartaquista de México
México: 4 números/N\$ 8 (por correo)
Extranjero: US \$4/4 (vía aérea) US \$2/4 (vía marítima)

Spartacist/Moscou

121019 Moscou g-19, A/Ya 19, Russie

Spartakusowska Grupa Polski

Platforma Spartakusowców, Skrytka Poczтовая 148
02-588 Warszawa 48, Pologne

Platforma
SPARTAKUSOWCÓW 

Pismo Spartakusowskiej Grupy Polski
4 numery: 12.000 zł

Spartacist League/U.S.

Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

WORKERS VANGUARD

Biweekly organ of the Spartacist League/U.S.
\$10/22 issues (1 year)
International rates:
\$25/22 issues—Airmail \$10/22 issues—Seamail

En relations fraternelles

Luta Metalúrgica (Brésil)

Av. Lucas Evangelista no. 418 s/306
CEP 27295-320
Volta Redonda, RJ, Brésil

Les pseudo-trotskystes et l'Ukraine

Pourquoi ils dénaturent Trotsky

ADAPTE DE SPARTACIST EDITION ANGLAISE
n°49-50, HIVER 1993-94

Dans le monde entier, l'impact de l'écroulement des Etats ouvriers déformés et dégénéré se traduit avec une douloureuse évidence par davantage de misère sociale, de guerres, de racisme et de sanglants affrontements nationalistes. Quand les impérialistes s'acharnaient à détruire l'Union soviétique (ce qu'ils ont finalement réussi à faire), l'opposition intransigeante de la Ligue communiste internationale la distinguait du reste de la gauche. Traçant la ligne de classe au niveau international, nous avons lutté pour la *défense militaire sans équivoque* de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et des Etats ouvriers déformés contre l'impérialisme, et pour l'*extension* internationale de la révolution sociale. Notre programme était, et reste, la mobilisation indépendante de la classe ouvrière contre la domination du capital – pour la révolution prolétarienne internationale.

La soi-disant «gauche», qui fondamentalement cherche un *modus vivendi* avec le capitalisme, a nagé avec aisance dans le courant de la contre-révolution. Toutes les organisations qui se disent de gauche ont reculé, épouvantées, devant notre mot d'ordre de 1980 «Salut à l'Armée rouge en Afghanistan!» Mais l'importance cruciale de la présence des troupes soviétiques en Afghanistan n'est devenue que trop évidente avec leur retrait décidé par Gorbatchev en 1989 – un gage donné à l'impérialisme qui a été le signal de l'ouverture des vannes pour la restauration capitaliste en URSS.

Avec l'apparition de Solidarność en Pologne, la menace de contre-révolution *interne* dans les Etats ouvriers déformés et dégénéré, fortement encouragée et financée par l'im-

périalisme occidental, devenait un danger de plus en plus pressant. La plupart des organisations de gauche, conformément à la position proimpérialiste qu'elles avaient prise pendant la «deuxième guerre froide», ont avec enthousiasme pris fait et cause pour tous les mouvements anti-communistes «démocratiques» – même ceux d'entre eux qui étaient ouvertement fascistes, comme les «Frères de la forêt» estoniens – avec comme justification qu'ils étaient «antistaliniens». C'est ainsi qu'elles ont soutenu la campagne de l'AFL-CIO américaine pour le «syndicalisme libre», une couverture permettant aux syndicats liés à la CIA d'introduire les dollars de l'«AFL-CIA» en Europe de l'Est pour alimenter les forces internes de la restauration capitaliste. Et quand les réactionnaires ont commencé à gagner du terrain, les capitulars de la pseudo-gauche se sont joints au chœur impérialiste chantant les louanges du «syndicat» favori du Vatican, de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher: Solidarność en Pologne. Quand le général Jaruzelski, avec l'appui du Kremlin, stoppa net la tentative de prise du pouvoir contre-révolutionnaire de Solidarność en 1981, la gauche qui se prétend trotskyste persévéra dans son soutien à Solidarność, tandis que la Ligue communiste internationale (LCI), et elle seule, a défendu l'Etat ouvrier déformé polonais. Mais les appétits de Solidarność à servir ses maîtres impérialistes ont été satisfaits quand le régime stalinien banqueroutier lui a abandonné le pouvoir en 1989 et que Solidarność a entrepris de restaurer une économie de marché capitaliste (fragile). Pendant ce temps, dans le pays de la révolution d'Octobre, l'instauration par Mikhaïl Gorbatchev des réformes de marché de la perestroïka, suivie par l'abandon du principe de la planification centrale en 1988, rendait ce danger

suite page 19



Workers Hammer



Le journal du groupe britannique Workers Power titre: «Bas les pattes devant la Lituanie!», tout en couvrant son antisoviétisme d'un verbiage de gauche «pour une Lituanie ouvrière indépendante». En 1990, il manifestait devant le consulat soviétique de Londres derrière la banderole: «Bas les pattes devant les pays Baltes!»

A propos de la prise de position de Trotsky en faveur d'une Ukraine soviétique indépendante

TRADUIT DE SPARTACIST EDITION ANGLAISE
n°49-50, HIVER 1993-94

Le document reproduit ci-dessous a été rédigé en 1991 à la demande du comité exécutif international (CEI) de la Ligue communiste internationale. Il reflète les conclusions que nous avons tirées d'une discussion internationale sur la question de la pertinence, en 1939 et à l'époque gorbatchévienne de l'Union soviétique, de la revendication d'une Ukraine soviétique indépendante avancée par Trotsky. Ce document a été approuvé par le CEI en octobre 1993.

Trotsky a toujours soutenu le droit à l'autodétermination des républiques nationales au sein de l'Union soviétique. Ce droit avait été inscrit, sur l'insistance de Lénine, dans la première constitution de l'URSS, adoptée en 1924. La position de Lénine, comme de Trotsky, supposait implicitement que ce droit devait s'exercer dans le cadre du pouvoir d'Etat prolétarien. Avant 1939, ni l'Opposition de gauche ni le mouvement quatrième-internationaliste n'avaient jamais recommandé qu'une des républiques nationales exerce ce droit sous la forme d'une sécession.

Après la guerre soviéto-polonaise de 1920, l'Ukraine avait été divisée. L'Ukraine orientale était devenue une république nationale au sein de l'Union soviétique, et l'Ukraine occidentale s'était retrouvée soumise au régime oppressif de la Pologne de Pilsudski. Pendant les années 1930, Trotsky prônait la *réunification révolutionnaire* de

l'Ukraine par l'*extension* vers l'ouest du pouvoir soviétique. En mars 1936, par exemple, il écrivait :

« Les frontières de l'URSS ne sont que les tranchées provisoires de la lutte des classes [...]. Le peuple ukrainien, pour prendre un seul exemple parmi tant d'autres, est divisé en deux par des frontières d'Etats. Si la situation s'était développée de façon favorable, l'Armée rouge aurait été tenue de venir en aide à l'Ukraine occidentale opprimée par les bourreaux polonais. Il n'est pas difficile d'imaginer quelle gigantesque impulsion l'unification de l'Ukraine ouvrière aurait donnée au mouvement révolutionnaire en Pologne et dans l'Europe entière. »

— « Les déclarations et les révélations de Staline », *Œuvres*, tome 9, 18 mars 1936

Ainsi, le fait pour Trotsky de recommander, en 1939, une réunification révolutionnaire sous la forme d'une Ukraine soviétique *indépendante* représentait une certaine rupture avec la politique trotskyste passée. En outre, ce mot d'ordre eut une existence très brève. Trotsky l'avança pour la première fois en avril 1939. Il cessa de l'utiliser avec le pacte Hitler-Staline, le début de la Deuxième Guerre mondiale et l'extension vers l'ouest du pouvoir militaire soviétique qui l'accompagna.

Quelques semaines à peine après avoir argumenté pour une Ukraine soviétique indépendante, Trotsky défendit (sans les recommander) l'intégration de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie dans l'URSS, l'occupation par l'Armée rouge de la Pologne orientale et de l'Ukraine occidentale, et la guerre de l'Union soviétique contre la Finlande. Le « Manifeste de la Quatrième Internationale sur la guerre

Yakov Davidson



Partisans ukrainiens en 1942. Ils combattaient pour défendre l'Etat ouvrier soviétique contre les nazis et les nationalistes ukrainiens alliés à Hitler.

impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale» (mai 1940) déclare :

« La mainmise sur la Pologne orientale – gage de l’alliance avec Hitler, et garantie contre Hitler – a été accompagnée de la nationalisation de la propriété semi-féodale et capitaliste en Ukraine et en Biélorussie occidentales. Sans cela, l’URSS n’aurait pu incorporer à l’URSS les territoires occupés. La révolution d’Octobre étranglée et profanée faisait ainsi savoir qu’elle vivait encore. »

– *Œuvres*, tome 24

Ainsi, quand Trotsky, durant le printemps et l’été 1939, se prononce pour une Ukraine soviétique indépendante, cette position ne cadre pas avec son orientation stratégique principale pour une révolution politique prolétarienne en URSS. C’est pour cette raison que les révisionnistes pseudo-trotskyistes d’aujourd’hui se sont emparés de cette position conjoncturelle et l’ont *falsifiée* pour essayer de légitimer leur soutien à des mouvements nationalistes proimpérialistes et procapitalistes (par exemple le Roukh ukrainien ou le Sjudis lituanien) dans l’ex-URSS.

Par exemple, le groupe centriste britannique Workers Power [Pouvoir ouvrier en France] affirmait en août 1991 : « Trotsky recommandait aux révolutionnaires ukrainiens de *participer* à la lutte pour l’indépendance nationale tout en combattant *au sein* du mouvement national pour le maintien des rapports de propriété d’Etat sous le mot d’ordre d’une Ukraine soviétique indépendante » (souligné par nous). Autrement dit, Workers Power appelait à un bloc politique et militaire avec des nationalistes proimpérialistes contre le gouvernement central soviétique.

Le dénommé Zbigniew Kowalewski, dans un article publié dans la revue mandélienne *Quatrième Internationale* (mai-juillet 1989), présente Trotsky comme un champion du nationalisme antisoviétique pur et simple :

« L’indépendance, précise Trotsky, c’est le cadre démocratique indispensable dans lequel un peuple opprimé devient libre de s’autodéterminer. Autrement dit, il n’y a pas d’autodétermination hors du cadre de l’indépendance nationale. »

Kowalewski et ses semblables, bien sûr, n’essaient pas d’expliquer pourquoi Trotsky *n’appelait pas* à l’indépendance de l’Ukraine avant avril ou après novembre 1939.

Le fait que Trotsky ait été favorable à une Ukraine soviétique indépendante ne justifie aucunement le soutien à des forces nationalistes proimpérialistes. Tout au contraire. Trotsky concluait son premier article sur ce thème en soutenant rétrospectivement la répression exercée par l’Armée rouge contre les nationalistes ukrainiens pro-Allemands et en déclarant politiquement la guerre à leurs successeurs contemporains :

« Au début de la dernière guerre impérialiste, les Ukrainiens Melenevsky (“Basok”) et Skoropis-Ieltoukhovsky essayèrent de placer le mouvement de libération ukrainien sous l’aile du général des Hohenzollern, Ludendorff. Ce faisant, ils se couvraient de phrases “de gauche”. Les marxistes révolutionnaires ont chassé ces gens-là d’une seule bour-



TASS
Soldats de l’Armée rouge à Kharkov en 1920. Dans la lutte pour une Ukraine soviétique, les bolchéviks cherchèrent à gagner au communisme les forces nationalistes de gauche.

rade. C’est ainsi que les révolutionnaires doivent continuer à se comporter à l’avenir. La guerre qui vient va créer une atmosphère favorable à toutes sortes d’aventuriers, faiseurs de miracles et chercheurs de toison d’or. Ces messieurs, qui aiment particulièrement se chauffer les mains aux questions nationales, ne doivent pas être admis à portée de canon dans le mouvement ouvrier. Pas le moindre compromis avec l’impérialisme, qu’il soit fasciste ou démocratique ! Pas la moindre concession aux nationalistes ukrainiens, qu’ils soient réactionnaires-cléricaux ou pacifistes libéraux ! Pas de “Fronts populaires” ! Indépendance totale du parti prolétarien en tant qu’avant-garde des travailleurs ! »

– « La question ukrainienne », *Œuvres*, tome 21, 22 avril 1939

Le raisonnement de Trotsky

La position de Trotsky pour une Ukraine soviétique indépendante était donc bien principielle, mais la question demeure : était-elle correcte étant donné les circonstances ? Les motivations de Trotsky étaient à la fois négatives et positives. D’un côté, il cherchait à couper l’herbe sous les pieds du nationalisme ukrainien réactionnaire, qui voyait dans l’Allemagne nazie la grande puissance capable de le protéger, et ainsi à enrayer son développement. En même temps, il pensait que l’oppression nationale pouvait servir de stimulus provoquant en Ukraine une révolution politique prolétarienne qui en aurait précédé une dans le noyau russe de l’Etat soviétique.

Cette *nouvelle* approche de la question ukrainienne par Trotsky était une réponse au développement d’un nationalisme réactionnaire, pronazi, dans l’Ukraine occidentale occupée par la Pologne où avaient auparavant existé de fortes sympathies prosoviétiques. On assistait également à un glissement à droite symptomatique parmi les émigrés ukrainiens au Canada, une communauté qui jusque-là avait soutenu le Parti communiste. Trotsky pensait que la montée d’un nationalisme réactionnaire chez les Ukrainiens vivant

hors de l'URSS correspondait à une évolution politique similaire au sein de la République soviétique. Il voyait dans l'intensité de l'épuration en Ukraine une tentative de Staline d'éliminer de puissantes tendances séparatistes, mais qui ne faisait que les renforcer :

« Nulle part, les restrictions, les épurations, la répression et, de façon générale, toutes les formes de banditisme bureaucratique n'assumèrent un caractère de violence aussi meurtrier qu'en Ukraine, dans la lutte contre les puissantes aspirations, profondément enracinées, des masses ukrainiennes à plus de liberté et d'indépendance.

« [...] c'est précisément cette suppression sans vergogne de toute pensée nationale libre qui a conduit les masses travailleuses de l'Ukraine, plus encore que les masses de la Grande-Russie, à considérer le gouvernement du Kremlin comme une oppression monstrueuse. »

– *Ibid.*

Dans ces conditions, Trotsky considérait que la tâche stratégique du moment, comme il l'explique dans sa polémique contre Oehler, était de « trouver le pont entre la réaction et la révolution ». Il avançait le mot d'ordre d'une Ukraine soviétique unifiée et indépendante comme réponse révolutionnaire au soutien à une « Grande Ukraine » que l'Allemagne nazie prônait démagogiquement. Son objectif stratégique central était de tourner les aspirations nationales ukrainiennes contre Hitler, au lieu de pour Hitler. Ceux des révisionnistes d'aujourd'hui, comme Workers Power, qui utilisent la prise de position de Trotsky en faveur d'une Ukraine soviétique indépendante pour justifier un soutien à des nationalistes proimpérialistes ne se contentent pas de pervertir les positions de Trotsky ; ils soutiennent précisément les forces *contre* lesquelles combattait Trotsky quand il avança cette revendication.

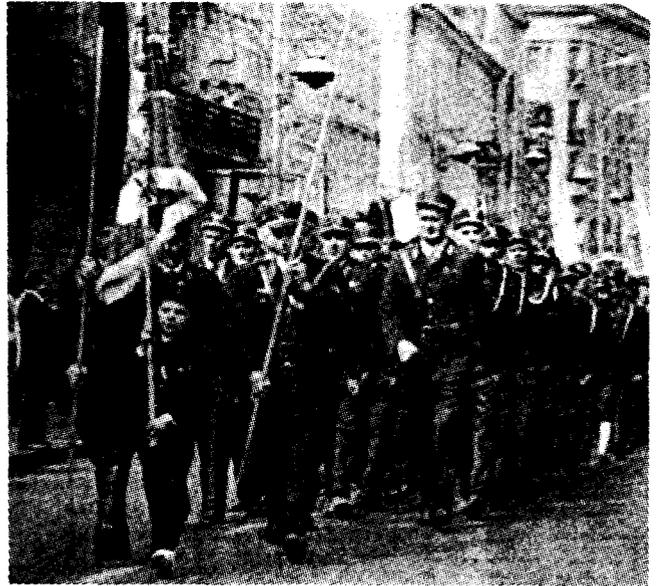
Cependant, Trotsky n'aurait pas appelé à une Ukraine soviétique indépendante uniquement pour les mérites propagandistes de cette revendication, s'il n'avait pas estimé qu'une telle éventualité était effectivement réalisable à cette époque. Il estimait à l'évidence qu'en Ukraine la bureaucratie stalinienne, qui opérait dans un environnement politique intensément hostile, était plus démoralisée et plus fragile que sa consœur de Russie. Il attribua ainsi une grande signification symptomatique au suicide, en 1933, du stalinien « pur sang » Skrypnik, accusé d'attitude conciliatrice envers le nationalisme ukrainien, ainsi qu'à l'épuration de son successeur Postychev.

Trotsky argumentait que la revendication d'une Ukraine soviétique indépendante permettrait à l'avant-garde révolutionnaire de se placer à la tête des masses laborieuses :

« Le tranchant du mot d'ordre d'une Ukraine indépendante est dirigé directement contre la bureaucratie de Moscou et permet à l'avant-garde prolétarienne de gagner les masses paysannes. D'un autre côté, le même mot d'ordre ouvre au parti prolétarien la possibilité de jouer un rôle dirigeant dans le mouvement national ukrainien en Pologne, en Roumanie et en Hongrie. L'ensemble de ces processus politiques poussera de l'avant le mouvement révolutionnaire et augmentera le poids spécifique de l'avant-garde prolétarienne. »

– « L'indépendance de l'Ukraine et les brouillons sectaires », *Œuvres*, tome 21, 30 juillet 1939

Ce que Trotsky envisageait pour l'Ukraine en 1939 s'est effectivement produit en 1956 en Hongrie, et d'une façon qualitativement plus limitée en Pologne la même année. La bureaucratie stalinienne locale scissionna entre les éléments loyaux à Moscou et les éléments d'esprit plus national, comme Gomulka et Nagy. L'hostilité populaire au régime bureaucratique, renforcée par un désir d'indépendance na-



AP

Après le coup d'Etat contre-révolutionnaire d'Eiltsine en août 1991, les mouvements nationalistes ukrainiens pronazis défilèrent dans les rues de Lvov où, pendant la Deuxième Guerre mondiale, ils avaient perpétré des pogromes antijuifs.

tionale vis-à-vis de la domination russe, conduisit à l'amorce de révolutions politiques prolétariennes.

Critique de la position de Trotsky

Cependant, plusieurs facteurs militaient contre la possibilité d'une révolution politique prolétarienne *séparée* dans l'Ukraine soviétique de 1939 : l'importance stratégique de l'Ukraine pour l'économie soviétique, le haut degré d'intégration de la bureaucratie du Kremlin, l'importante population russe et russifiée en Ukraine orientale, dans la région de Kharkov. L'imminence de la guerre avec l'Allemagne nazie renforçait considérablement la détermination du régime de Staline à s'accrocher coûte que coûte à l'Ukraine et la possibilité qu'il avait d'en appeler à cette fin au patriotisme soviétique.

Si une révolution politique nationalement limitée à l'Ukraine avait éclaté, elle aurait été dès les premiers jours confrontée aux efforts désespérés de Staline pour l'écraser, avec ou sans l'assistance des impérialistes. Le pacte Hitler-Staline aurait pu être forgé aux dépens non seulement de la Pologne mais aussi de l'Ukraine. Une révolution politique ne pouvait pas être « indépendante », elle aurait eu besoin *dès les tout premiers instants* de s'étendre, conduisant à un combat décisif contre la bureaucratie stalinienne dans toute l'URSS.

Staline n'aurait certes pas toléré une Ukraine indépendante, mais de son côté Hitler ne l'aurait pas davantage permise, et ce malgré la propagande démagogique des nazis en faveur d'une « Grande Ukraine ». La situation de 1939 était fondamentalement différente de celle qui prévalait pendant la Guerre civile de 1918-20, quand l'Ukraine était un champ de bataille où s'affrontaient des mouvements nationalistes antagonistes. Le succès de la politique bolchévique en Ukraine à cette époque atteignit son point culminant au moment de la fusion du Parti communiste ukrainien avec les nationalistes de gauche du parti Borotba. Mais en 1939,

toutes les tendances du nationalisme ukrainien cherchaient à obtenir le soutien de l'Allemagne nazie. Il n'y a guère de raison de croire que la revendication d'une Ukraine soviétique indépendante (s'engageant à défendre l'Union soviétique) aurait eu beaucoup d'écho auprès des Ukrainiens aux penchants nationalistes.

Trotsky était bien sûr fort conscient de l'orientation réactionnaire du nationalisme ukrainien durant cette période et avançait le mot d'ordre d'une Ukraine soviétique indépendante pour le battre en brèche. Il en était presque arrivé à argumenter que les Ukrainiens ne défendraient l'Union soviétique que sur la base de leur propre Etat soviétique national :

« En cas de guerre, la haine des masses pour la clique dirigeante peut conduire à l'écroulement de toutes les conquêtes sociales d'Octobre. L'origine de ces dispositions défaitistes se trouve au Kremlin. D'autre part, une Ukraine soviétique indépendante deviendrait, ne fût-ce qu'en vertu de ses intérêts propres, un puissant rempart au sud-ouest de l'URSS. »

– « La question ukrainienne »

Les événements devaient bientôt démontrer que Trotsky surestimait les sentiments antisoviétiques des masses ukrainiennes. Nombre d'ouvriers et de paysans d'Ukraine occidentale *applaudirent* l'occupation par l'Armée rouge en septembre 1939, un fait sur lequel Trotsky lui-même insista dans ses polémiques contre l'opposition de Shachtman-Burnham, partisans d'un « troisième camp ». Quand la Wehrmacht envahit l'Ukraine en juillet 1941, ses soldats furent dans une certaine mesure reçus en « libérateurs » par une partie de la population ukrainienne. Cependant, les nationalistes ukrainiens pronazis – en partie à cause de l'extrême brutalité et du caractère colonial non dissimulé de l'occupation allemande – ne réussirent jamais à acquérir un soutien de masse. Citons un des principaux historiens occidentaux du nationalisme ukrainien :

« Le nationalisme ukrainien a été le seul mouvement anti-communiste dynamique à pouvoir se livrer à une propagande intensive dans l'Ukraine orientale sous l'occupation allemande [...]. Il a attiré une grande partie des intellectuels et des techniciens qui constituaient le seul groupe capable de réorganiser la vie après l'évacuation soviétique, mais il ne réussit pas à s'implanter de façon quelque peu significative dans la masse de la population. La force galvanisatrice était présente ; les cadres qui auraient pu la transmettre étaient à moitié formés ; mais la masse pour l'essentiel demeurait indifférente. »

– John A. Armstrong, *Ukrainian Nationalism*
[Le nationalisme ukrainien] (1963)

Septembre 1939 a marqué le moment historique où le sort de tous les peuples d'Europe de l'Est allait être déterminé par la guerre qui approchait entre les deux forces antagonistes fondamentales : l'impérialisme allemand nazi et l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. S'il n'y avait plus de place sur l'échiquier politique pour une Pologne bourgeoise indépendante, il n'y avait assurément aucune place pour créer une Ukraine ouvrière et paysanne indépendante. Le caractère manifestement irréaliste d'une Ukraine soviétique indépendante est sans aucun doute la raison pour laquelle Trotsky abandonna cette revendication, quand il devint clair qu'il n'existait aucun espace politique et géographique entre l'Armée rouge et la Wehrmacht nazie. La revendication d'une Ukraine soviétique indépendante et unifiée ne figure pas dans la « Lettre aux travailleurs d'URSS » d'avril 1940, ni dans le manifeste sur « la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale » publié la même

année par le comité exécutif international de la Quatrième Internationale.

Le nationalisme antisoviétique et l'effondrement de l'URSS

Dans une lettre à Max Shachtman en novembre 1939, Trotsky écrivait : « Le mot d'ordre d'Ukraine soviétique indépendante a été proposé avant le pacte Hitler-Staline [...]. Ce mot d'ordre ne constitue qu'une application dans le domaine de la question nationale de notre mot d'ordre général de renversement révolutionnaire de la bureaucratie » (*Œuvres*, tome 22). Ainsi, Trotsky considérait que son approche de la question ukrainienne en 1939 s'appliquait de façon générale à la lutte contre la bureaucratie stalinienne soviétique.

La question est évidemment posée : aurait-il été correct d'appliquer l'approche qu'avait Trotsky de la question ukrainienne aux mouvements nationaux sécessionnistes qui se sont développés en URSS, au moment où se désintégraient la bureaucratie du Kremlin sous Gorbatchev ? Ces mouvements étaient dès le début organisés, encouragés et dirigés par des forces ouvertement procapitalistes et proimpérialistes. L'indépendance pour la Lituanie, l'Ukraine, la Géorgie, etc. était *universellement* vue comme un moyen de réaliser la restauration du capitalisme et l'intégration dans l'ordre impérialiste occidental. Il est très significatif que Boris Eltsine, le principal agent de l'impérialisme occidental en URSS, tout en s'appuyant sur le chauvinisme grand-russe, était aussi partisan de l'indépendance des Républiques baltes – même aux dépens de l'importante population russe des pays Baltes. Dans le même temps, les Russes, les Juifs, les Ukrainiens et d'autres populations sont désignés avec mépris « peuples soviétiques » par les mouvements « indépendantistes », archichauvins et partisans de la restauration capitaliste, qui sont arrivés au pouvoir dans les pays Baltes à mesure que l'Union soviétique se désagrègeait.

Appeler à une Lituanie, à une Moldavie ou à une Géorgie soviétiques indépendantes dans ces circonstances n'aurait eu *aucun effet* sur les luttes politiques réelles dans ces régions et n'aurait pu servir qu'à légitimer la revendication d'indépendance, qui était vue comme synonyme d'anticommunisme et de contre-révolution sociale. Revendiquer une « république azérie soviétique unifiée », loin d'unir les masses laborieuses iraniennes et soviétiques, n'aurait été rien d'autre qu'un soutien « de gauche » à un des camps dans les pogromes réciproques entre Azéris et Arméniens perpétrés dans le Caucase.

Dans un Etat ouvrier, la question de l'autodétermination est subordonnée à la défense de la propriété collectivisée. Au moment où, sous Gorbatchev, la bureaucratie se désintégraient, la tâche des trotskystes était de convaincre les ouvriers et les travailleurs des fermes collectives dans les républiques non russes de l'ex-URSS que leurs *ennemis principaux* étaient les banquiers de Wall Street et de Francfort, dont les nationalistes aspiraient à devenir les agents locaux. Ainsi, notre programme était une révolution politique prolétarienne dans toute l'URSS. Aujourd'hui, nous cherchons à renverser le cours de la contre-révolution capitaliste et à reforcer l'Union soviétique – dont les républiques nationales centrales étaient la Russie et l'Ukraine – sur la base d'une égalité nationale authentique, comprenant le droit à l'autodétermination dans le cadre du pouvoir de classe du prolétariat. ■

The armed struggle against Stalinism in Estonia

IN THE AREAS forcibly incorporated into the Soviet Union in the Second World War, one subject remains extremely sensitive even under glasnost: the armed resistance to Soviet annexation. In Estonia, a prominent figure in the Estonian Historical Society, Mart Laar, was indicted for what he said about the "Forest Brothers" in an article on the period of the Stalinist terror (see IV 157, February 20, 1989, for a translation). The Soviet central press continues to cry scandal about any defense of the "Forest Brothers," and this is an element in the intensified polemics about the Baltic peoples' movements.

The following is the monthly paper Estonian univ.: the armed resist mass deportati of the Estonian in Laar's article.

**International
VIEWPOINT**

18 September 1989

Le Secrétariat unifié rend hommage, dans sa revue en langue anglaise *International Viewpoint*, aux nazis estoniens, les « Frères de la forêt », dirigés par Alfons Rebane (au centre), qui s'allièrent aux hitlériens contre l'Armée rouge.



R. James Bender Publishing

Pseudo-trotskyistes...

(Suite de la page 14)

imminent et pavait la voie au régime de restauration capitaliste de Boris Eltsine.

La contre-révolution aux couleurs du nationalisme

La principale des forces centrifuges qui ont commencé à déchirer l'Etat ouvrier soviétique en 1989-90 a été le réveil des antagonismes nationaux et communautaires, réveil largement encouragé par la perestroïka. Mis en veilleuse mais non éliminés pendant presque sept décennies de pouvoir bureaucratique stalinien, nombre de ces conflits remontaient à l'époque prérévolutionnaire. (Par exemple, quand l'Armée rouge a repris le Caucase en 1921, l'Arménie et l'Azerbaïdjan se faisaient la guerre au Nagorny-Karabakh, et les Abkhazes étaient sauvagement persécutés par l'Etat géorgien gouverné par les menchéviks.) En l'absence de bourgeoisies locales et sans injection massive de capitaux occidentaux, le nationalisme agressif s'est avéré être une force motrice de la restauration capitaliste, de l'Europe de l'Est à l'Union soviétique, et en particulier dans les Balkans. A leur tour, les tensions communautaires et ethniques ont été attisées par la poussée contre-révolutionnaire. La démagogie et l'irrédentisme nationalistes ont servi de béliers pour faire éclater les anciens Etats ouvriers – jouant en quelque sorte le rôle d'ersatz de capitalisme pour détourner le mécontentement ouvrier face à la paupérisation du marché libre, pour fragmenter l'encadrement militaire multinational (l'exemple le plus spectaculaire étant la Yougoslavie), pour épurer les administrations des sympathisants de l'ancien régime et pour façonner de nouveaux Etats déterminés à défendre la propriété privée et un nouvel ordre bourgeois.

La LCI a combattu pour une révolution politique prolétarienne afin de chasser la bureaucratie stalinienne et de restaurer la démocratie des soviets, seul moyen de défendre et d'étendre les acquis d'Octobre; elle s'est battue pour forger un parti ayant la vision et le programme internationalistes des bolchéviks afin de diriger cette révolution. En même temps que nous nous opposions au danger contre-révolutionnaire que représentaient les formations nationalistes procapitalistes, nous avançons un programme internationaliste pour répondre aux conflits nationaux sous-jacents.

Un article de *Spartacist* édition anglaise, publié en 1989 [et traduit dans *le Bolchévik* n°95 (septembre 1989)], notant que les mouvements nationalistes des Républiques baltes de Lettonie, de Lituanie et d'Estonie se réclamaient ouvertement de l'héritage des régimes de terreur blanche de l'entre-deux-guerres, énonçait les éléments essentiels de l'approche de la LCI face à la question nationale dans l'URSS en pleine désintégration :

« Les trotskystes sont pour le droit à l'autodétermination des différentes nations de l'URSS – c'est-à-dire le droit de sécession et de former un Etat séparé – sauf lorsque cela sert de couverture à une contre-révolution. Nous ne considérons pas les frontières actuelles des diverses entités qui composent l'URSS comme sacro-saintes. Les staliniens sont incapables d'arriver à une solution démocratique à cette question qui implique nécessairement un programme économique capable de satisfaire les besoins des peuples de toutes les régions du pays. L'échec de la politique de la bureaucratie crée de puissantes tendances à la contre-révolution capitaliste cachée derrière la feuille de vigne de l'autodétermination nationale. Il faut s'opposer à de telles tendances et les dénoncer; cela fait partie de la lutte pour reforcer un parti ouvrier communiste authentique en URSS. »

– « Pour la révolution politique ouvrière en URSS! »



Workers Vanguard

Septembre 1981 – Les trotskystes protestent contre l'ouverture d'un bureau de Solidarność à New York, dans des locaux prêtés par la bureaucratie syndicale de l'AFL-CIO.

A l'inverse de cette position, beaucoup de pseudo-trotskyistes ont acclamé le Sajudis lituanien et d'autres forces restaurationnistes-capitalistes d'orientation similaire. Cherchant à justifier ce nouvel avatar de leur politique contre-révolutionnaire, ils se saisirent de la position de Trotsky, exprimée principalement dans deux articles de 1939 sur l'Ukraine (« La question ukrainienne » et « L'indépendance de l'Ukraine et les brouillons sectaires »). Mais leur tentative d'utiliser l'autorité de Trotsky pour justifier leur suivisme à l'égard des forces nationalistes contre-révolutionnaires était basée sur une distorsion délibérée de la véritable position de Trotsky.

Pendant quelques mois en 1939, Trotsky s'est prononcé pour une Ukraine *soviétique* ouvrière et paysanne indépendante, mot d'ordre qu'il concevait comme un moyen de contrer l'influence des laquais nationalistes réactionnaires des nazis en Ukraine. Avec ce mot d'ordre, Trotsky appelait à une Ukraine *communiste* et cherchait à gagner des militants à l'étendard de la révolution politique prolétarienne contre les usurpateurs staliniens. La « gauche » d'aujourd'hui a été obligée d'éclipser l'aspect *de classe* essentiel dans la position de Trotsky, la transformant ainsi frauduleusement en appel à la destruction de l'Etat ouvrier soviétique sous couvert de la simple revendication démocratique d'« autodétermination ». Il y a une ligne de sang entre la contre-révolution capitaliste prônée par la pseudo-gauche et le combat trotskyste pour une révolution politique prolétarienne dirigée contre les castes bureaucratiques qui étaient à la tête des Etats ouvriers déformés et dégénéré.

Pourquoi ils dénaturent Trotsky

Ce n'est pas par hasard que les articles de Trotsky sur l'Ukraine ont été abondamment cités et commentés, par exemple dans un numéro spécial de la revue du Secrétariat unifié (SU) *Quatrième Internationale* (mai-juillet 1989) sur la question nationale en Union soviétique, qui republie « La question ukrainienne » et des extraits d'une résolution adoptée par la Quatrième Internationale en 1948 qui généralisait le mot d'ordre de Trotsky pour appeler à des républiques socialistes indépendantes en Ukraine, en Biélorussie, en Lituanie et en Lettonie. L'importance que les révisionnistes d'aujourd'hui donnent, sur la question, à l'autorité de Trotsky dont ils se couvrent frauduleusement, est évidente : dès 1990-91 en Union soviétique, des « trotskystes » autoproclamés de toutes sortes diffusaient un peu partout les articles de Trotsky sur l'Ukraine pour justifier et promouvoir leur soutien à la contre-révolution. La douteuse organisation que dirige David North, héritière du frauduleux « Comité international de la Quatrième Internationale » de Gerry Healy, qui était basé en Grande-Bretagne, a consacré un numéro entier de son bulletin en russe aux articles de Trotsky sur ce sujet. Et en 1991, des militants de gauche en Union soviétique, associés à un autre fragment de l'implosion healyste, à savoir le WRP de Cliff Slaughter, diffusaient activement ces documents.

L'organisation International Socialists (IS) de Tony Cliff [Socialisme international en France] – qui défend la position que l'URSS était « capitaliste d'Etat » – a publié en 1992 les écrits de Trotsky sur l'Ukraine de 1939 dans le premier numéro de son bulletin en russe, *Socialiste international*. Le groupe Revolutsionie Proletarskie Iatcheïki (RPI), qui était lié en 1990 à Lutte ouvrière et plus tard à l'organisation de Tony Cliff, a de même diffusé activement ces

écrits de Trotsky.

Pour ces prétendus trotskystes, utiliser ainsi en la déformant la position de Trotsky sur l'Ukraine va de pair avec la façon cynique dont ils se sont mis à la remorque de la contre-révolution en marche, en solidarité avec les impérialistes. Ces révisionnistes ont pris l'habitude de justifier le soutien tant militaire que politique qu'ils apportent à des forces réactionnaires ou carrément fascistes qui utilisent les aspirations nationalistes pour satisfaire leurs ambitions contre-révolutionnaires. La fraction du SU dirigée par Matti est allée jusqu'à applaudir la réunification capitaliste de l'Allemagne, la plus forte puissance *impérialiste* en Europe, au nom de l'« autodétermination ».

Les partisans de la tendance Militant en Allemagne [Gauche révolutionnaire-Jeunesses communistes révolutionnaires en France] ont développé la même ligne sur l'Ukraine. Dans le numéro de février 1990 de leur journal *Voran*, ils ont publié un article pleine page sur « Trotsky et l'indépendance de l'Ukraine » (qui escamotait le point crucial que Trotsky était favorable à une Ukraine *soviétique*), accompagné d'une photo d'une manifestation nationaliste pour la réunification de l'Allemagne, avec la légende suivante : « En Allemagne comme là-bas, existe une question nationale à laquelle le mouvement ouvrier doit s'adresser d'une façon positive. » Dans ce même numéro, ils se lamentaient de manière parfaitement obscène sur la destruction du III^e Reich nazi par l'Armée rouge (« La division de l'Allemagne après la guerre a été le découpage douloureux d'un organisme vivant ») et reprochaient à Kohl d'être « contre la réunification de l'Allemagne » ! Toujours dans ce numéro, ils exigeaient que les sociaux-démocrates du SPD engagent l'« offensive pour l'unité », à une époque où ces derniers marchaient coude à coude avec les skinheads fascistes dans les manifestations de Leipzig pour la réunification capitaliste.

Quand Gorbatchev, après avoir encouragé les mouvements restaurationnistes dans le cadre de ses réformes promarché de la perestroïka, autorisa une contre-attaque militaire en Lituanie contre le gouvernement sécessionniste réactionnaire de Vytautas Landsbergis en janvier 1991, cela déclencha des protestations particulièrement virulentes de la part de la gauche social-démocrate, de concert avec les impérialistes. La séparation de la petite Lituanie ne représentait pas une menace fondamentale pour l'existence de l'Union soviétique, mais ce mouvement sécessionniste avait surtout un sens politiquement significatif, et il était profond : la Lituanie devint un banc d'essai pour l'éclatement de l'Union soviétique sous les coups de boutoir des nationalismes meurtriers.

Les partisans de « Militant » en Union soviétique, le groupe « Rabotchaïa Democratiâ », défendaient eux aussi le Sajudis lituanien. Le groupe RPI avançait le mot d'ordre du « droit inconditionnel des nations à l'autodétermination » en URSS (*Rabotchaïa Borba* n°6, 1991). L'organisation IS s'est prononcée dans le même sens, appelant au « droit inconditionnel des minorités nationales d'URSS à l'autodétermination et à la séparation » ainsi qu'à une « opposition décisive aux organes étatiques répressifs actuels » (*Sotsialistitchesky Rabotchy* n°2, été 1991). Quelques semaines plus tard, ces organisations se retrouvaient sur les barricades d'Eltsine.

Le groupe centriste britannique Workers Power [Pouvoir ouvrier en France] prétendit faire écho au mot d'ordre de

Trotsky sur l'Ukraine avec son appel « Pour un Etat des conseils ouvriers indépendant de Lituanie ». Mais malgré cette feuille de vigne de gauche, sa véritable position était de soutenir le régime procapitaliste du Sajudis. Workers Power alla jusqu'à *exiger une intervention occidentale* et à attaquer de la droite le gouvernement conservateur britannique de Margaret Thatcher pour l'insuffisance du soutien impérialiste donné à Landsbergis. « Nous devons exiger que le gouvernement britannique reconnaisse la Lituanie et fournisse sans condition les marchandises réclamées par la Lituanie », pouvait-on lire dans *Workers Power* (mai 1990). En même temps, Workers Power participait aux côtés des travaillistes antisoviétiques forcenés de *Socialist Organiser* à un piquet de protestation devant le consulat soviétique à Londres pour exiger: « Bas les pattes devant les pays Baltes! »

D'autres se faisaient de façon moins équivoque les champions de l'« autodétermination » avec un contenu de classe contre-révolutionnaire. La « Ligue internationale des travailleurs » (LIT) de feu Nahuel Moreno, dans sa revue internationale *Correo Internacional* (mars 1990), se prononçait « en faveur de l'indépendance de la Lituanie et du respect sans restriction de la volonté du peuple lituanien ». De son côté, le « XIII^e congrès mondial » du Secrétariat unifié proclamait :

« Face aux interventions des forces armées soviétiques dans les Républiques baltes, la IV^e Internationale soutient inconditionnellement la volonté des populations de ces Républiques, déjà confirmée par référendum, de se séparer de l'URSS, et leur proclamation d'indépendance. Elle s'oppose à toute tentative d'empêcher l'exercice de ce droit, quels que puissent être ses désaccords avec les actuels mouvements nationalistes et gouvernements au pouvoir. »

– « Décomposition du régime bureaucratique et lutte pour la démocratie socialiste », *Quatrième Internationale* n°40-41, avril-juin 1991

Le SU se faisait l'apologiste farouche des agents contre-révolutionnaires « démocratiques » du capitalisme, tout en niant cyniquement le danger de restauration capitaliste. Ernest Mandel, dans la revue du SU *Inprecor* (n°295, 16-29 octobre 1989), exposait en quelques formules lapidaires la méthodologie de « troisième camp » qui sous-tendait ces orientations :

« L'enjeu principal des luttes politiques en cours n'est pas la restauration du capitalisme [...]. La lutte principale n'oppose pas des forces procapitalistes à des forces anticapitalistes, mais oppose la bureaucratie aux masses laborieuses [...]. »

Le pseudo-trotskyiste Mandel traitait la caste bureaucratique, fragile et instable, comme s'il s'agissait d'une formation sociale indépendante. Plus de 50 ans auparavant, dans une polémique contre les partisans du « troisième camp » de son temps, Trotsky avait démolit cet argument dans son article d'octobre 1933 « La nature de classe de l'Etat soviétique » :

« La véritable guerre civile pourrait éclater non pas entre la bureaucratie stalinienne et le prolétariat qui la soutient, mais entre le prolétariat et les forces actives de la contre-révolution. D'un rôle indépendant de la bureaucratie, au cas d'un conflit des deux camps de masse, il ne peut être question [...]. En tout cas, la victoire du camp révolutionnaire n'est concevable que sous la direction d'un parti prolétarien qui, par la victoire sur la contre-révolution, serait naturellement élevé au pouvoir. »

– *Œuvres*, tome 2

En 1917, Lénine avait résumé l'attitude bolchévique envers la question nationale – reconnaître le droit à l'autodé-



Le Bolchévik

Après la trahison de Gorbatchev qui a ordonné, en 1989, le retrait de l'Armée rouge d'Afghanistan, nous avons organisé une campagne internationale d'aide à la ville de Jalalabad assiégée. Ici, une collecte dans une cité ouvrière de la banlieue parisienne.

termination tout en affirmant la prééminence de la question de classe – dans son bref télégramme à la Rada (parlement ukrainien), alors en rébellion ouverte contre le gouvernement soviétique nouvellement instauré :

« Tout ce qui touche aux droits nationaux et à l'indépendance nationale du peuple ukrainien, nous le reconnaissons, nous, Conseil des commissaires du peuple, immédiatement, sans restriction ni conditions [...]. »

« En s'engageant dans la voie de la trahison inouïe de la révolution, en appuyant les ennemis les plus acharnés de l'indépendance nationale des peuples de Russie, aussi bien que du pouvoir des Soviets, les ennemis des masses laborieuses et exploitées – les cadets et les gens de Kalédine –, la Rada d'Ukraine nous aurait obligés à lui déclarer la guerre, sans la moindre hésitation, même si elle était déjà un organisme formellement reconnu, indiscutable, du pouvoir suprême de la République bourgeoise indépendante d'Ukraine. »

– *Œuvres*, tome 26

Comme le comprenaient parfaitement les bolchéviks, la question de l'autodétermination était inextricablement liée aux questions de vie ou de mort posées dans la Guerre civile, quand le choix, pour les différentes régions, n'était pas entre l'indépendance et la dépendance mais entre dépendre de Moscou et dépendre des gouvernements bourgeois du monde capitaliste.

De l'accession des bolchéviks au pouvoir à la chute des stalinien, la question de qui a le pouvoir en Ukraine a été d'une importance cruciale pour l'existence même de l'Union soviétique. Quand la gauche révisionniste a grimpé sur le char de l'« autodétermination » qui dévalait à tombeau ouvert la route de la contre-révolution, elle a brandi l'étendard de la position prise par Trotsky en 1939. Nous devons ici venir au secours de Trotsky contre ses prétendus défenseurs. Qu'il ait eu tort ou raison, Trotsky en 1939 s'efforçait de combattre le genre de forces nationalistes proimpérialistes que Workers Power, le SU ou les morénistes ont prises pour alliées. Comme le montre le document publié en page 15, Trotsky dénonçait avec intransigeance les blocs que les révisionnistes concluaient avec des forces capitalistes nationalistes contre l'Etat ouvrier soviétique dirigé par les stalinien. ■

Il faut reforgé la Quatrième Internationale !

Staline a noyé dans le sang le Parti communiste de Lénine et Trotsky



Y. Shteinberg

Le parti d'Octobre était révolutionnaire et internationaliste : Lénine et Trotsky (au centre) avec des délégués au 1^{er} congrès de l'Internationale communiste, à Moscou, en 1919.

L'article ci-dessous est traduit de la brochure de la Spartacist League/US, d'août 1993, «How the Soviet Workers State Was Strangled» [Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé]. Il a été publié la première fois dans le Bulletin spartaciste russe n°4 (printemps 1993).

Janvier 1933 a marqué le sixième anniversaire de l'accession au pouvoir de Hitler, prélude à l'invasion de l'Union soviétique par les nazis en 1941 et au massacre de plus de 20 millions de citoyens soviétiques, ainsi que de millions de Juifs, de Tsiganes et autres victimes de la barbarie hitlérienne. Les sociaux-démocrates allemands, solidement liés à l'Etat capitaliste, avaient refusé de mobiliser la classe ouvrière pour empêcher Hitler d'arriver au pouvoir, parce que la lutte prolétarienne aurait mis en péril la Ré-

publique de Weimar. La passivité criminelle du Parti communiste allemand (KPD) avait encouragé cette politique suicidaire. Et Staline lui-même porte directement la responsabilité de cette catastrophe sans équivalent, parce qu'il a catégoriquement rejeté toute possibilité de lutte commune contre les nazis entre les organisations ouvrières communistes et social-démocrates.

A maintes reprises, Trotsky et l'Opposition de gauche avaient sonné l'alarme : «La direction de l'Internationale communiste mène le prolétariat allemand au-devant d'une gigantesque catastrophe : la capitulation-panique devant le fascisme.» Après janvier 1933, Trotsky affirma que cette défaite historique du prolétariat montrait que l'Internationale communiste (IC) et le Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), qui en était le centre dirigeant, étaient morts pour la révolution. «Cependant, le parti prolétarien

est indispensable pour que l'Etat soviétique ne périclisse pas », insistait Trotsky alors qu'il entreprenait de construire un nouveau parti et une nouvelle Internationale bolchéviques sur le cadavre des anciennes organisations.

Privé d'un parti prolétarien, l'Etat ouvrier dégénéré soviétique a effectivement fini par périr, submergé – en l'absence de résistance ouvrière organisée – par la vague contre-révolutionnaire déchaînée par le contre-coup d'Etat proimpérialiste de Boris Eltsine en août 1991 et préparée par des décennies de conciliation de l'impérialisme par Staline et ses héritiers. Littéralement du jour au lendemain, le PCUS s'est effondré sous son propre poids, démontrant ainsi que sans la carotte des privilèges et sans le pouvoir de répression, ce « parti » de 18 millions de membres n'était qu'une coquille bureaucratique vide. Du cadavre sont sorties toutes sortes de vers, des « démocrates » proimpérialistes aux fascistes néostalinistes. Parallèlement, une pléthore d'organisations ont vu le jour – le RKR de Viktor Anpilov, Soyouz Kommounistov d'Alexis Prigarine, le RPK d'Anatoly Krioutchkov, le VKPB de Nina Andreïeva, le SPT de Roy Medvedev et d'A. Denisov, et beaucoup d'autres – qui toutes se disputent la bannière mitée du PCUS, ou plutôt ses vastes propriétés.

Que signifierait ressusciter le PCUS ? Les résidus du stalinisme, qu'ils regardent vers le PC de Brejnev, celui de Khrouchtchev ou celui de Staline, n'appellent pas à un parti ouvrier internationaliste et révolutionnaire mais à la reconstruction d'un appareil bureaucratique. Assurément, face à la décomposition économique et sociale, aux guerres nationalistes fratricides, à la progression fulgurante du crime et du paupérisme que subissent aujourd'hui les peuples de l'ex-URSS, les jours pas si lointains où il y avait de l'ordre et où tournaient les usines peuvent sembler une époque faste. Mais quelle que soit la nostalgie pour l'ordre ancien qu'ils peuvent éprouver, ce n'est pas le *communisme* que ces apparatchiks et ces « académiciens » discrédités cherchent à sauver, mais les sinécures et les privilèges dont ils bénéficiaient en tant que rouages de la machine bureaucratique qui administrait l'Etat ouvrier dégénéré. Aujourd'hui, cela leur est bien égal que leurs privilèges leur soient octroyés par un Etat bourgeois ou par un Etat prolétarien.

En fait, aujourd'hui ils jouent le rôle d'aile « gauche » de la fraction corporatiste de la contre-révolution. La plus ambitieuse des différentes tentatives de reconstituer le « PCUS », la conférence de fondation du KP-RSFSR qui s'est tenue à Moscou en février 1993, a été honorée de la présence de plusieurs dirigeants du GKTchP, le « Comité d'Etat pour l'état d'urgence » dont le « coup d'Etat » raté a fourni à Eltsine l'occasion de se hisser au pouvoir. Ces anciens lieutenants de Gorbatchev reçurent une ovation frénétique. Pourquoi ? Parce qu'ils voulaient *continuer* la perestroïka – mais sans la glasnost. Après coup, Eltsine a cherché à faire condamner les putschistes malheureux pour « trahison » (envers qui – George Bush ?) Nous, marxistes, condamnons ce procès anti-communiste mené par l'Etat bourgeois naissant contre les perdants écartés de la manège bureaucratique.

Mais malgré ce que prétendent les médias capitalistes et le « tribunal » capitaliste d'Eltsine, le GKTchP n'a aucunement tenté de s'en prendre à Eltsine – de peur d'irriter les impérialistes. Et ce PC « refondé » les porte au pinacle non parce qu'ils ont combattu la contre-révolution capitaliste mais *parce qu'ils ne l'ont pas fait*. Valentin Kouptsov, un



Camera Press



Laffont/Sygma



Der Spiegel

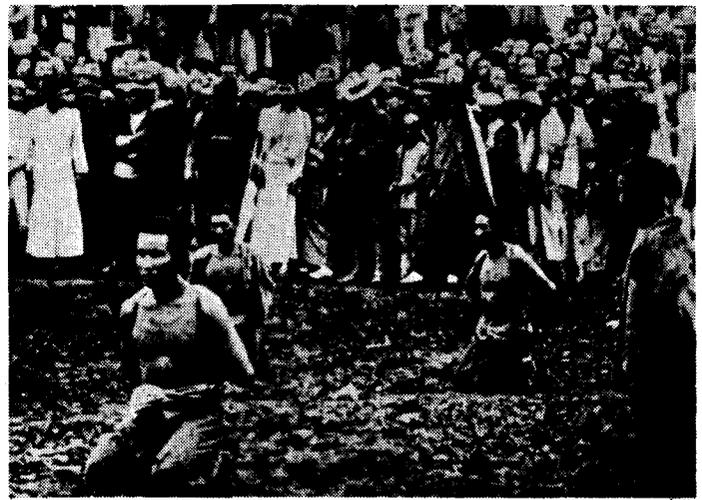
En haut, Churchill, Roosevelt et Staline à Yalta, en 1945. Au centre, Brejnev et Nixon, en 1973. En bas, Eltsine et Bush à Washington, en 1991. Des décennies de capitulation stalinienne devant l'impérialisme, au nom de la « coexistence pacifique », ont pavé la voie à la contre-révolution d'Eltsine.

des principaux porte-parole du KP-RSFSR, déclare : « Nous voulons une union des forces de gauche et des patriotes démocrates. » Ce qui signifie un bloc des *has-been* staliniens avec le chef potentiel d'un régime bonapartiste militaire Alexandre Routskoï et son partenaire corporatiste-industrialiste de l'Union civique, Arkady Volsky.

Le président du nouveau parti, Ziouganov, est pratique-



A. Mondadori



sans crédit

A gauche, des milices ouvrières armées à Shanghai, en 1927. La politique stalinienne de collaboration de classes, qui a subordonné le PC chinois au Kuomintang de Tchang Kai-chek, a conduit au massacre des ouvriers communistes.

ment l'incarnation de la coalition « rouge-brune » – il est le coprésident du Sobor national russe fascisant de Sterligov et un des dirigeants du Front de salut national qui réunit « gauche et droite ». En 1922 déjà, Lénine voyait dans Staline le spectre d'un *derjimorda*, un argousin grand-russe. Les héritiers actuels de Staline, qui se rassemblent ouvertement autour du mot d'ordre tsariste d'une *derjava* (Etat fort), sont vraiment dignes de leurs partenaires de bloc fascistes. A l'époque des purges sanglantes de Staline, Trotsky écrivait : « En dépit de la profonde différence de leurs bases sociales, le stalinisme et le fascisme sont des phénomènes symétriques. Par bien des traits ils se ressemblent d'une façon accablante » (*la Révolution trahie*). Maintenant que les bases sociales de l'Etat ouvrier ont été démantelées, qu'est-ce qui distingue donc les diatribes antisémites du général « rouge » Makachov de celles du général fascisant Sterligov ? Qu'est-ce qui distingue le chauvinisme grand-russe du « communiste prolétarien » Anpilov de celui du populiste tsariste Nevzorov ? Comme nous le notions dans notre article « Les ouvriers soviétiques saignés à blanc » (*le Bolchévik* n° 120, septembre 1992) : « Les résidus staliniens ont de plus en plus pris la coloration politique des nationalistes ouvertement procapitalistes qu'ils suivent. » Ils s'interpénètrent et se recourent avec les fascistes et les chauvins antisémites.

Que veulent donc « reconstituer » ce genre d'individus ? Ils n'ont que mépris pour le pouvoir politique prolétarien basé sur la démocratie des soviets et l'internationalisme révolutionnaire qui étaient le fondement du Parti bolchévique de Lénine et Trotsky. Ils attaquent avec les qualificatifs antisémites les plus vils l'Opposition de gauche trotskyste, qui seule a combattu sans répit la dégénérescence du parti. Ce qu'ils veulent recréer, ce n'est pas le parti d'Octobre mais la machine bureaucratique qui l'a détruit.

Proclamant qu'« il faut construire de nouveau des partis communistes et une nouvelle Internationale » après une décennie de lutte contre la dégénérescence stalinienne, Trotsky écrivait en juillet 1933 : « Le PC actuel de l'Union soviétique n'est pas un parti ; c'est un appareil d'administration aux mains d'une bureaucratie incontrôlée. » Le codirigeant de la révolution d'Octobre insistait que « parler maintenant de la réforme du PC de l'Union soviétique signifierait re-

garder en arrière et non en avant ». Il ajoutait qu'« en URSS, il faut construire de nouveau un Parti bolchévique » (« Il est impossible de rester dans la même Internationale que Staline, Manuilsky, Lozovsky et Cie », *Œuvres*, tome 1, juillet 1933).

Ceux qui aujourd'hui essaient de marcher sur les traces de Staline colportent le mensonge grotesque que Trotsky était « antiparti ». En réalité, Trotsky et l'Opposition de gauche refusèrent d'abandonner le PCUS à Staline aussi longtemps qu'apparaissait même la moindre possibilité de renverser la dégénérescence bureaucratique de l'intérieur, y compris après leur exclusion en 1927. Dans de multiples polémiques, Trotsky argumenta contre ceux qui, comme le groupe Centralisme démocratique de V.M. Smirnov et T.V. Sapronov, prétendaient que l'Etat ouvrier avait été détruit et que le parti était « un cadavre ». Trotsky affirmait catégoriquement qu'aussi longtemps que le parti conservait son noyau prolétarien, il était nécessaire d'intervenir de l'intérieur pour chasser la fraction bureaucratique conservatrice de Staline :

« Naturellement, il ne saurait être question d'une telle intervention si l'on part de l'idée que le parti dans son ensemble a dégénéré, que le parti est un cadavre. Avec une telle estimation du parti, il est absurde de s'adresser à lui et plus absurde encore de s'attendre à ce qu'il veuille, dans l'une ou l'autre de ses parties, c'est-à-dire surtout dans son noyau prolétarien, entendre et comprendre. Or la conquête de ce noyau, c'est la conquête du parti. Ce noyau ne se considère pas et tout à fait à juste titre comme mort ni comme dégénéré. »

– « Nos divergences avec le groupe déciste », *Œuvres*, tome II, novembre 1928

Trotsky insistait que jusqu'à ce qu'un test historique décisif ait démontré que le PCUS était mort en tant que parti prolétarien, l'abandonner prématurément signifiait en appeler à des couches plus arriérées à l'extérieur du parti. En 1933, en réponse à des critiques « de gauche » de l'Opposition de gauche, il écrivait : « Ces dernières années – notons-le en passant –, des adversaires nous ont dit plus d'une fois que nous « perdions du temps en vain », en nous occupant du traitement de l'Internationale communiste. Nous n'avons jamais promis à personne que nous guéririons l'IC. Nous nous sommes seulement refusés, jusqu'à vérification définitive, à déclarer que le malade était mort ou

sans espoir» (« La Quatrième Internationale et l'URSS – La nature de classe de l'Etat soviétique », *Œuvres*, tome 2). C'est le refus de Staline d'empêcher la montée au pouvoir de Hitler qui fut la vérification définitive :

« C'est seulement après que le KPD, qui avait réuni des millions de voix, se soit avéré incapable d'opposer la moindre résistance à Hitler, et après que le Comintern se soit refusé à reconnaître, non seulement la fausseté de sa politique, mais encore le fait même de la défaite du prolétariat (en réalité, la victoire de Hitler est la plus grande défaite du prolétariat dans l'histoire mondiale), et qu'il ait remplacé l'analyse de ses propres fautes et crimes par une nouvelle campagne de haine et de calomnies contre les véritables marxistes, c'est seulement après tout cela que nous avons dit : rien ne sauvera plus ces gens-là. Pour le prolétariat mondial, la catastrophe allemande et le rôle qu'y a joué le Comintern sont incomparablement plus importants que toutes leurs manœuvres organisationnelles, les congrès, les déclarations évasives, les accords diplomatiques, etc. Le tribunal de l'histoire a rendu son verdict sur le Comintern. Il est sans appel. »

– « L'ILP et la nouvelle Internationale », *Œuvres*, tome 2, septembre 1933

Le verdict de l'histoire, rendu il y a 60 ans, a été confirmé par l'écroulement total du PCUS face à la montée de la contre-révolution à l'intérieur même de l'Union soviétique. Les RKR, RPK, KP-RSFSR, etc., ne sont pas des partis basés sur la classe ouvrière, mais des fragments de la bureaucratie qui méprisait la classe ouvrière et par-dessus tout la redoutait. Aucun de ces soi-disant « dirigeants ouvriers communistes » n'a essayé de mobiliser le prolétariat pour combattre la contre-révolution d'Eltsine. La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), qui représente la continuité du combat de Trotsky pour le léninisme, l'a fait. « Ouvriers soviétiques : Infligez une défaite à la contre-révolution d'Eltsine-Bush ! », proclamons-nous en août 1991 dans un tract qui fut distribué à des dizaines de milliers d'exemplaires en Union soviétique. Et aujourd'hui, nous continuons le combat pour un authentique parti d'avant-garde de la classe ouvrière, qui unira le prolétariat soviétique dans la lutte pour une révolution socialiste contre tous les aspirants exploiters.

Thermidor : la dégénérescence décisive

Il est essentiel de pouvoir expliquer comment, quand et pourquoi le PCUS a dégénéré si l'on veut reconstruire un authentique parti communiste. Les *has-been* stalinien d'aujourd'hui n'essaient même pas de faire une analyse matérialiste : ils donnent tout au plus une date à laquelle des « traîtres » ont pris la direction.

• Le RKR d'Anpilov affirme qu'en 1961 « le programme [du PCUS] a rejeté à tort la dictature du prolétariat et annoncé la nature multiclassiste d'institutions au caractère de classe particulièrement spécifique, comme le parti et l'Etat, créant ainsi une couverture pour leur dégénérescence petite-bourgeoise ».

• *Kontrargoumenty i Fakty* (n°2 [24], février 1993), le journal de Sidorov, incrimine pareillement Khrouchtchev, en affirmant que le XX^e congrès, en 1956, a ouvert la voie à une « classe en émergence constante, la nouvelle bourgeoisie soviétique ». *KiF* va jusqu'à publier de longs extraits de l'analyse élaborée par Trotsky du Thermidor soviétique et de la bureaucratie stalinienne, mais c'est pour la qualifier de « calomnieuse » sans même tenter de la réfuter sérieusement ; au lieu de cela, il tente grotesquement d'assimiler le trotskysme aux timides dénonciations khrouchtché-

viennes du « culte de la personnalité » et aux attaques pro-marché faites plus tard par Gorbatchev contre le « commandisme bureaucratique ».

• Prigarine, un des auteurs de la « Déclaration programmatique du XX^e congrès du PCUS de toute l'Union » de septembre 1992, reprend la dénonciation khrouchtchéviennne des « erreurs d'appréciation sur une grande échelle, abus de pouvoir et crimes contre la dignité et la vie même des gens » à l'époque de Staline, tout en désignant comme coupable « la trahison directe du groupe Gorbatchev-Iakovlev ».

• Le RPK de Krioutchkov situe « les causes de la crise de la société soviétique » dans une « tendance bureaucratique » qui a « progressivement commencé à prendre le dessus » après la mort de Lénine : « A la fin des années 20 et au début des années 30, cela a conduit la bureaucratie de l'Etat-parti, dirigée par Staline, à rejeter la politique léniniste de la NEP » (*Rossiiskaïa Pravda* n° 5-6 [12-13], 1993).

Un certain nombre de ces personnages se rangent donc du côté de l'opposition de droite boukhariniennne contre le Staline de la fin des années 20 et du début des années 30, tandis que d'autres se rangent du côté de Staline contre Khrouchtchev et que d'autres encore font porter toute la responsabilité à Gorbatchev. Ces alibis cyniques, après coup, n'ont rien à voir ni avec une analyse marxiste ni avec un quelconque passé de combat pour le léninisme. Avant que Staline se tourne contre l'opposition de droite et sa base de koulaks (paysans riches) et de Nepmen (petits capitalistes), Boukharine avait été son âme damnée et son principal idéologue, et il continua à lécher ses bottes jusqu'au moment où celles-ci lui écrasèrent la tête. Quant au rejet de la dictature du prolétariat, la constitution stalinienne de 1936 (rédigée par Boukharine) avait décrété sa liquidation juridique au profit d'une dictature « du peuple » basée sur un (mensonger) « suffrage universel, égal et direct » ; en 1931, Staline proclamait déjà fièrement que l'URSS était « entrée dans l'ère du socialisme », une société sans classes.

Quant à Khrouchtchev, il avait fait son apprentissage sous Staline ; Gorbatchev avait fait le sien sous Brejnev ; et Eltsine comme Kravtchouk sont issus du même moule. Tous viennent de la même porcherie stalinienne. D'ailleurs, il est intéressant de noter qu'alors que les différents dirigeants restaurationnistes capitalistes ont tous appartenu à un moment ou à un autre aux échelons supérieurs de la direction du PCUS, les inspirateurs des nouveaux partis « communistes » étaient jusqu'à ces dernières années de parfaits inconnus, des personnalités de troisième zone. Les résidus du stalinisme sont ceux qui n'ont pu accéder à la mangeoire bureaucratique, mais *ils sont tout autant que les directions restaurationnistes responsables d'avoir étranglé l'Etat ouvrier soviétique*. Le *KiF* de Fedorov a même soutenu le contre-coup d'Etat d'Eltsine en août 1991 ! Quand ils situent le moment charnière en 1931, en 1956, en 1961 ou en 1987, ils cherchent à couvrir la trahison criminelle de la révolution d'Octobre par Staline, ainsi que leur propre rôle.

Trotsky, dans son combat pour défendre le programme bolchévique-léniniste, l'affirmait avec insistance : « L'écrasement de l'Opposition de gauche signifia, dans le sens le plus direct et le plus immédiat, le passage du pouvoir, des mains de l'avant-garde révolutionnaire aux mains des éléments les plus conservateurs de la bureaucratie et

des sommets de la classe ouvrière. 1924, voilà l'année du commencement du Thermidor soviétique (« L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme », *Œuvres*, tome 5, février 1935). La dégénérescence décisive du PCUS se produisit en 1923-24, quand une couche conservatrice de l'appareil du parti et de l'Etat arracha le pouvoir politique des mains de la classe ouvrière et étrangla son avant-garde bolchévique dans une *contre-révolution politique*.

Comment cela est-il arrivé ? Lénine avait précédemment fait part de ses graves inquiétudes quant à la possibilité d'une dégénérescence bureaucratique du parti sous l'impact combiné de l'arriération des masses, principalement paysannes, et de l'encerclement impérialiste. Les couches les plus avancées de la classe ouvrière avaient été décimées dans la Guerre civile. Lors du XI^e congrès du Parti bolchévique, en mars-avril 1922, Lénine expliquait :

« De fait, si nous considérons Moscou – 4 700 communistes responsables – et si nous considérons la machine bureaucratique, cette masse énorme, qui donc mène et qui est mené ? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes mènent. »

– *Œuvres*, tome 33

L'« Inspection ouvrière et paysanne » (Rabkrin) fut mise sur pied en 1919 afin de lutter contre les excès bureaucratiques. Mais, sous le contrôle de Staline et de ses acolytes, le Rabkrin lui-même devint une source de bureaucratisme. Quand Staline fut nommé secrétaire général du parti après le XI^e congrès, il s'empressa de transformer ce poste administratif en base de pouvoir personnel ; il créa une hiérarchie parallèle, avec un secrétariat à l'organisation séparé, dirigé par Kaganovitch, et développa une couche de l'appareil. En juillet 1922, une résolution de l'Orgburo accordait aux permanents du parti des salaires plusieurs fois supérieurs à ceux d'un ouvrier moyen et y ajoutait différents avantages et primes. La fraction bureaucratique non encore cristallisée commença à faire montre du chauvinisme grand-russe qui devait devenir par la suite un des traits caractéristiques du stalinisme. Sur instructions de Staline, Ordjonikidzé et Dzerjinsky employèrent la manière forte contre les dirigeants communistes géorgiens, et Ordjonikidzé se livra même à des brutalités physiques.

Moins de neuf mois après avoir nommé Staline secrétaire général, Lénine réclamait maintenant son renvoi, signalant qu'il avait « concentré entre ses mains un pouvoir illimité ». Dans ses lettres au XII^e congrès (son « Testament »), Lénine définissait les questions centrales de ce qui devait être son dernier combat : défendre le monopole d'Etat du commerce extérieur, lutter contre les excès du Rabkrin et combattre la manière autoritaire dont Staline traitait les nationalités non russes. Cloué au lit, Lénine fit un bloc politique avec Trotsky et le conjura de n'accepter aucun compromis avec Staline et ses alliés d'alors, Zinoviev et Kamenev.

Lénine fut bientôt paralysé par une nouvelle attaque. Trotsky, de son côté, refusa d'engager la bataille impitoyable réclamée par Lénine, accepta les assurances de la *troïka*, qui se déclarait d'accord sur toutes les questions politiques, et accéda à la demande de la *troïka* de ne pas faire lire le Testament devant le congrès. A cette époque, Trotsky ne savait pas quelle route suivrait Staline (Staline lui-même ne le savait probablement pas) et il était certainement exagérément soucieux de ne pas avoir l'air de se mettre en avant pour succéder à Lénine. Plusieurs années plus tard, Adolphe Joffé, dans la lettre expliquant son suicide, fustigea

geait Trotsky pour n'avoir pas eu « cette inflexibilité, cette intransigeance dont a fait preuve Lénine » – une critique que Trotsky prit de toute évidence à cœur. Mais de la part d'« historiens » tâcherons d'aujourd'hui (comme Volkogonov, ex-protégé de Gorbatchev devenu collaborateur d'Elt-sine), c'est faire preuve d'un cynisme le plus grotesque que de critiquer Trotsky pour ne pas s'être battu assez durement contre Staline, tout en l'accusant d'être un Staline en puissance, un « dictateur raté ».

A la fin de 1923, la défaite de la Révolution allemande avait conduit à une démoralisation générale du prolétariat soviétique, tandis que la « crise des ciseaux » (l'écart entre le niveau élevé des prix industriels et le bas niveau des prix agricoles, qui incitait les paysans à ne pas produire pour le marché), contre laquelle Trotsky avait mis en garde, créait un important mécontentement dans les villes. De son côté, l'appareil s'employait à affermir son contrôle organisationnel sur la base du parti ; de plus en plus, les secrétaires du parti n'étaient plus élus mais nommés. Trotsky lutta pour une politique à deux volets : un programme d'*industrialisation planifiée* pour renforcer l'Etat soviétique face à un isolement international temporaire, pour renforcer la *smytchka* (union) des ouvriers et des paysans, et aussi, ce qui n'était pas le moins important, pour régénérer le prolétariat ; et le *renouveau de la démocratie interne du parti*. La position de Trotsky fut reprise quelques semaines plus tard dans la « Déclaration des 46 », signée par un ensemble imposant de dirigeants du parti.

Après qu'une campagne visant à discréditer l'Opposition au sein du parti se retourna contre ses auteurs, la *troïka* fut forcée d'ouvrir pour la dernière fois les pages de la *Pravda* à une discussion franche dans le parti. Dans sa brochure *Cours nouveau*, Trotsky mettait en garde que « si l'« ancien cours » cherchait à se maintenir à tout prix par la compression des effectifs, une sélection de plus en plus sévère ou l'intimidation, en un mot par des procédés témoignant d'une méfiance envers le parti, le danger effectif de dégénérescence d'une partie considérable des cadres augmenterait inévitablement ».

A mesure que s'avançaient les préparatifs du XIII^e congrès du parti, en janvier 1924, il était clair que la vis était bien en train d'être serrée. Quand les discussions dans les cellules ne se déroulaient pas comme ils l'entendaient, les secrétaires nommés par Staline faisaient en sorte de bourrer les salles de réunion ou d'enterrer les résolutions pro-Opposition. La *Pravda* falsifiait les comptes rendus des discussions (ce que devait reconnaître plus tard le secrétaire personnel de Staline) pour minimiser le soutien accordé à l'Opposition, particulièrement dans les centres urbains prolétariens. A Moscou, l'Opposition avait une solide majorité dans les cellules d'élèves des écoles militaires et d'étudiants (qui étaient constituées en grande partie de combattants de la Guerre civile démobilisés), dans un tiers des cellules de l'armée et, du moins au début, dans une majorité des cellules ouvrières ; elle jouissait d'un soutien similaire à Petrograd. Pourtant, à l'ouverture du congrès, cinq jours avant la mort de Lénine, l'Opposition ne se voyait attribuer que *trois* délégués sur 128.

Après avoir montré le poing au parti, la bureaucratie naissante entreprit d'affermir son contrôle. Alors que Lénine, de son vivant, avait ordonné une purge pour se débarrasser des éléments corrompus, carriéristes ou politiquement incompétents, avec comme mot d'ordre « Mieux vaut



Bundesarchiv

moins, mais mieux », la « promotion Lénine » qui suivit le congrès ouvrit grand les portes à 240 000 nouvelles recrues qui promirent obéissance au régime bureaucratique qui les avait admises dans les rangs du parti au pouvoir. « Politiquement, il s'agissait de résorber l'avant-garde révolutionnaire dans un matériel humain dépourvu d'expérience et de personnalité, mais accoutumé en revanche à obéir aux chefs », expliquait Trotsky dans *la Révolution trahie*.

Le mensonge nationaliste du « socialisme dans un seul pays »

Comment Staline, une médiocrité dans le parti de Lénine, se retrouva-t-il à la tête de la bureaucratie ? Trotsky observait :

« Avant qu'il n'ait lui-même entrevu sa voie, la bureaucratie l'avait choisi. Il lui donnait toutes les garanties désirables : le prestige d'un vieux-bolchévick, un caractère ferme, un esprit étroit, une liaison indissoluble avec les bureaux, seule source de son influence personnelle [...]. Figure de second plan pour les masses et la révolution, Staline se révéla le chef incontesté de la bureaucratie thermidorienne, le premier d'entre les thermidoriens. »

– *la Révolution trahie*

Un des plus grands attraits que présentait Staline pour la couche bureaucratique naissante, c'était son nationalisme. Parmi les dirigeants bolchéviques, Staline se distinguait par son étroitesse nationale crasse, son dédain pour les questions internationales et théoriques : en 1911, Staline avait qualifié la lutte contre le liquidationnisme menée par Lénine dans l'émigration de « tempête étrangère dans un verre d'eau ». A titre indicatif, Staline n'a pas une seule fois pris la parole devant un congrès de l'Internationale communiste.

Fin 1924, Staline promulgua la doctrine du « socialisme dans un seul pays » ; il proclamait ainsi que les intérêts de la bureaucratie étaient distincts de ceux du prolétariat international et, par conséquent, opposés au programme de révolution socialiste mondiale du Comintern. Les conséquences antirévolutionnaires de ce dogme nationaliste devaient bientôt se manifester en Grande-Bretagne et en



Berlin, janvier 1933 – Des sections d'assaut nazies s'attaquent au siège du KPD, le PC allemand. Dans leur lutte pour le front unique ouvrier pour écraser les bandes fascistes, les trotskystes, dans leur journal *Permanente Revolution*, avancent le mot d'ordre : « Protégez et défendez le KPD! »

Chine. En 1932, dans le compte rendu publié d'une discussion avec un ingénieur américain, Staline avait explicitement renoncé à toute idée de « communiser le monde », déclarant « que Trotsky croyait dans le communisme universel, tandis que lui [Staline] voulait réserver ses efforts à son propre pays ».

Après la défaite de 1924, l'Opposition de gauche plaça ses espoirs dans des événements révolutionnaires qui auraient redonné confiance à un prolétariat soviétique démoralisé et poussé les éléments les plus conscients – qu'on trouvait encore au sein du parti – à balayer la fraction de Staline. Fin 1925, la charge de plus en plus lourde que la politique prokoulaks de Staline-Boukharine faisait supporter au prolétariat conduisit à la scission de Zinoviev et Kamenev, qui contrôlaient les organisations du parti à Leningrad et à Moscou. Trotsky décrivait l'Opposition de Leningrad dirigée par Zinoviev comme une « expression bureaucratiquement déformée de l'anxiété politique ressentie par les secteurs les plus avancés du prolétariat devant le cours de notre développement économique dans son ensemble, et devant le sort de la dictature du prolétariat » (« A "Bloc" with Zinoviev [For a Diary] » [Un « bloc » avec Zinoviev (Notes)], décembre 1925, *The Challenge of the Left Opposition [1923-25]*).

Zinoviev adopta la position de Trotsky pour une industrialisation planifiée et prit position contre le « socialisme dans un seul pays ». Mais quand l'Opposition unifiée devint une réalité, au printemps 1926, Staline avait déjà détruit la base de Zinoviev à Leningrad. Fin 1927, l'Opposition unifiée se désagréa quand le groupe de Zinoviev capitula devant les menaces d'exclusion.

Dans le même esprit que la conciliation avec les Nepmen et les koulaks à l'intérieur de l'URSS, la direction Staline-Boukharine chercha à s'acoquiner avec la social-démocratie en Europe occidentale ; l'épisode emblématique de cette politique fut le « comité anglo-russe ». Quand la bureaucratie travailliste britannique trahit la grève générale de 1926 en utilisant son bloc « anti-impérialiste » avec les syndicats

soviétiques pour couvrir son flanc gauche, Trotsky exigea une rupture immédiate avec les briseurs de grève. Staline et Boukharine refusèrent.

En Chine, Staline ordonna au PC de se subordonner aux nationalistes bourgeois du Kuomintang de Tchang Kaï-chek, l'expression la plus catastrophique de la politique du « parti ouvrier et paysan bipartite », que les staliniens justifiaient en se réclamant frauduleusement de la formule de « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » avancée par Lénine *avant 1917*. L'IC insistait que la tâche principale en Chine était « de contribuer au développement du Kuomintang » (*Communist International*, mars 1927), même lorsque le Kuomintang s'apprêtait à écraser dans le sang l'insurrection ouvrière de Shanghai, qui commença en mars 1927. Trotsky fustigea impitoyablement la politique criminelle de Staline :

« La subordination officielle du Parti communiste à la direction bourgeoise et l'interdiction officielle de créer des soviets (Staline et Boukharine enseignèrent que le Kuomintang "remplaçait" les soviets) constituent une trahison du marxisme beaucoup plus criante et grossière que toute l'activité des menchéviks de 1905 à 1917. »

– *la Révolution permanente*

La défaite de la Révolution chinoise anéantit une nouvelle fois les espoirs des ouvriers soviétiques les plus avancés, renforçant ainsi le défaitisme et la passivité. Mais les avertissements de Trotsky, conséquences, répétés et *confirmés par les faits*, ne furent pas vains. A côté d'un nombre croissant de carriéristes, d'opportunistes et d'éléments carrément criminels, il subsistait dans le PCUS un noyau de militants subjectivement communistes qui voyaient avec crainte la voie dans laquelle Staline les engageait et qui voyaient dans la lutte de Trotsky un combat contre la corruption de la révolution. En 1928, un groupe de dirigeants de l'Armée rouge, dont faisaient partie Mouralov, Poutna et Iakir, envoyèrent au Politburo une déclaration secrète dans laquelle ils exprimaient leur solidarité avec l'Opposition de gauche (lire Isaac Deutscher, *Trotsky – le Prophète désarmé [1921-1929]*). Ce sentiment à l'égard de Trotsky traversait aussi le GPU et d'autres services de renseignement (lire par exemple *les Nôtres* d'Elisabeth Poretzki). Une décennie plus tard, Staline prit sa revanche en décapitant l'état-major de l'Armée rouge, à commencer par la liquidation du maréchal Toukhatchevsky.

A l'époque où s'ouvrit le VI^e congrès du Comintern, en 1928, la direction qui était à la tête de l'Internationale et de ses sections du temps de Lénine avait depuis longtemps été limogée et remplacée. Pourtant, même des staliniens confirmés comme Togliatti et Thorez furent troublés par la « Critique du projet de programme » et sa polémique dévastatrice contre le « socialisme dans un seul pays ». Mais, fait plus marquant, le délégué James P. Cannon, un cadre dirigeant du Parti communiste américain, qui avait travaillé un certain temps à Moscou au sein du Comintern de Lénine et Trotsky, fut gagné à l'Opposition sur la base de la critique faite par Trotsky. Cannon, à son tour, gagna au trotskysme une grande partie de la « fraction Cannon » qui existait déjà dans le PC américain, fournissant ainsi le noyau de ce qui devait devenir la plus forte section de l'Opposition de gauche internationale et, plus tard, de la Quatrième Internationale.

En 1928, face à une quasi-insurrection des koulaks, Staline, en proie à la panique, rompit avec Boukharine, effectua un tournant à gauche dans sa politique économique et appliqua à sa manière brutale des aspects importants du pro-

gramme économique de Trotsky, confirmant ainsi dramatiquement la justesse de cinq années de lutte de Trotsky contre le cours droitier. Mais cela provoqua aussi des remous dans les rangs de l'Opposition. Des oppositionnels éminents comme Piatakov, Préobrajensky et Radek capitulèrent, argumentant que la fraction de Staline avait maintenant adopté leur programme. Piatakov et Préobrajensky avaient toujours été préoccupés avant tout par la question de l'industrialisation socialiste, le second acceptant même la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays. Alors que, comme Trotsky le fit remarquer plus tard, la pierre angulaire du combat de l'Opposition de gauche était la perspective de la révolution socialiste mondiale :

« L'Opposition de gauche a commencé son action par la lutte pour l'industrialisation et la collectivisation agricole de l'Union soviétique. Et, d'une certaine façon, elle a mené ce combat victorieusement : toute la politique du gouvernement soviétique depuis 1928 consiste en une application, bureaucratiquement déformée, des principes de l'Opposition de gauche. S'il en avait été autrement, d'ailleurs, il n'y aurait plus de pouvoir soviétique. Mais les problèmes économiques de l'URSS ne constituaient qu'une partie – et même une partie secondaire – de notre programme, dont le centre de gravité était la révolution mondiale. »

– « Que signifie la capitulation de Rakovsky ? », *Œuvres*, tome 3, mars 1934

Allemagne : le test décisif

Le tournant à gauche de Staline contre les koulaks et les Nepmen alla de pair au niveau international avec la politique dite de la « troisième période », une opposition sectaire au front unique et aux syndicats officiels. Lorsqu'arriva la grande dépression de 1929, la République de Weimar fut précipitée dans une crise grave. L'influence des nazis tout comme celle des communistes grandit rapidement, bien que la base ouvrière du KPD ait rétréci sous l'effet des licenciements massifs et de son abandon des syndicats officiels au profit de « syndicats rouges ». Cependant, les ouvriers secouaient la passivité imposée par les directions social-démocrates face au danger mortel du fascisme. La situation évoluait vers un affrontement révolutionnaire entre le prolétariat et les troupes de choc nazies du capitalisme allemand.

Mais au lieu d'une politique révolutionnaire, les staliniens se lancèrent dans un aventurisme soi-disant de gauche et une attitude sectaire. Staline qualifia la social-démocratie d'« aile gauche du fascisme », refusant de proposer des actions communes qui auraient démasqué la trahison du SPD et mobilisé sa base dans la lutte. En 1931, le KPD fit même cause commune avec les nazis pour tenter, sans succès, de faire tomber le gouvernement social-démocrate du Land de Prusse lors d'un « plébiscite rouge ». Trotsky accusa la bureaucratie stalinienne d'« agir contre le fascisme en utilisant les armes de ce dernier : elle lui emprunte des couleurs sur sa palette politique et s'efforce de le dépasser à la crie aux enchères du patriotisme » (« Contre le national-socialisme [Les leçons du plébiscite "rouge"] », *Écrits*, tome III, août 1931).

A de multiples reprises, Trotsky mettait en garde contre la stratégie de Staline qui était le plus sûr moyen de parvenir au désastre, expliquant que le fascisme n'était pas simplement une force réactionnaire ordinaire de plus mais qu'il visait à étrangler le mouvement ouvrier tout entier :

« Le fascisme n'est pas seulement un système de répression, de violence et de terreur policière. Le fascisme est un système d'Etat particulier qui est fondé sur l'extirpation de



AP
Après l'assassinat de Trotsky, meeting des trotskystes américains à New York, le 28 août 1940. Sur la banderole au-dessus de la tribune : « Le dernier message de Trotsky : Dites à nos amis – Je suis sûr de la victoire de la Quatrième Internationale. En avant ! »

tous les éléments de la démocratie prolétarienne dans la société bourgeoise. La tâche du fascisme n'est pas seulement d'écraser l'avant-garde communiste [...]. Il faut écraser toutes les organisations libres et indépendantes, détruire toutes les bases d'appui du prolétariat et anéantir les résultats de trois quarts de siècle de travail de la social-démocratie et des syndicats.»

– « La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne », *Comment vaincre le fascisme*, janvier 1932

Cet article fut diffusé à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, ce qui montrait que l'appel de Trotsky à un front unique des organisations ouvrières communistes et social-démocrates rencontrait un large écho. Début 1932, l'Opposition de gauche allemande, bien qu'extrêmement faible, fut à l'initiative d'un Comité de lutte ouvrier à Orianenburg (près de Berlin), qui réunissait le KPD, le SPD, les syndicats et des comités de chômeurs ; ce comité conduisit à la formation d'un détachement de défense ouvrière contre les bandes nazies. Trotsky appelait aussi les dirigeants du Kremlin à mobiliser l'Armée rouge aux frontières de l'Allemagne dans l'éventualité de la prise du pouvoir par les nazis. « La victoire du fascisme » en Allemagne, avertissait Trotsky en novembre 1931, « impliquerait forcément une guerre contre l'URSS ».

Mais Staline ne se battit pas en Allemagne ; il ne voulut pas non plus se battre en Union soviétique quand Hitler envahit le pays en juin 1941 (comme l'attestent les mémoires de nombreux hauts responsables de l'Armée rouge). Derrière les rodomontades pseudo-révolutionnaires des staliniens contre le « social-fascisme », il y avait une passivité criminelle, imprégnée d'illusions dans la force de la base parlementaire du KPD. Remmele, dirigeant du KPD, s'exclamait à la tribune du Reichstag : « Laissons Hitler arriver au gouvernement – il fera rapidement banqueroute, et alors notre tour viendra. » Thälmann tourna en dérision les pressants appels à l'action de Trotsky en déclarant en septembre 1932 : « L'Allemagne ne va évidemment pas devenir fasciste – nos victoires électorales en sont la garantie. » Neuf mois plus tard, Thälmann croupissait dans les geôles de Hitler.

La nomination de Hitler au poste de chancelier ne signifiait pas en elle-même l'arrêt de mort du prolétariat allemand. L'Opposition de gauche internationale espérait une résistance prolétarienne au nouveau gouvernement de Hitler et travaillait dans ce sens. La préconférence internationale de l'Opposition de gauche, qui s'était tenue à Paris au début de février 1933, avait voté de demander à chacun de ses militants une contribution financière exceptionnelle pour aider à développer le travail en Allemagne. L'Opposition allemande reçut comme instructions d'engager immédiatement les préparatifs pour faire émigrer certains de ses cadres dirigeants et publier un organe à l'étranger. En Allemagne, elle imprima et diffusa illégalement à un grand nombre d'exemplaires un appel « A tous les militants du Parti communiste d'Allemagne, à tous les ouvriers sociaux-démocrates, au prolétariat allemand tout entier » qui se terminait avec les mots d'ordre : « Ecrasons le fascisme ! Vive l'action commune du front prolétarien ! Vive la victoire du prolétariat ! »

Beaucoup de militants de l'Opposition s'attendaient à ce que la nomination de Hitler au poste de chancelier, le 30 janvier 1933, soit suivie d'une guerre civile sous une forme ou une autre. A propos de cette désorientation dans les rangs de l'Opposition de gauche internationale, Trotsky écrivait :

« L'absence complète de résistance de la part des ouvriers allemands a provoqué un certain trouble dans nos propres rangs. Nous espérions que la montée du danger fasciste surmonterait non seulement la politique perfide des réformistes, mais aussi le sabotage ultimatiste des staliniens. Ces espoirs n'ont pas été confirmés. Nos espérances étaient-elles fausses ? Cette question ne peut pas être posée d'une manière aussi formelle. Nous étions *obligés* de prendre comme point de départ une évolution basée sur la résistance, et faire tout ce qui était en notre pouvoir pour sa réalisation. Reconnaître *a priori* l'impossibilité de la résistance aurait signifié ne pas pousser le prolétariat de l'avant, mais introduire un élément démoralisateur supplémentaire. »

– « L'Allemagne et l'URSS », mars 1933
[traduit par nos soins]

La lutte pour la Quatrième Internationale

Initialement, Trotsky n'appela à un nouveau parti qu'en Allemagne ; il attendait de voir si les sections de l'IC se rebelleraient contre le cours catastrophique suivi par Staline. La préconférence internationale avait envoyé un télégramme au Comintern pour demander la convocation immédiate de son VII^e congrès, avec le droit pour l'Opposition d'y participer sans restriction, pour discuter de la situation allemande et de la menace que cela représentait pour

On argumenta qu'appeler à une Quatrième Internationale était « prématuré » ou inapproprié dans une période de défaites du prolétariat. Trotsky répondit : « Le prolétariat a besoin d'une Internationale, *en tous temps et dans toutes les conditions*. S'il n'y a pas aujourd'hui d'Internationale, il faut le dire ouvertement et se mettre tout de suite à la préparation d'une nouvelle Internationale » (« Un pas en avant, ou un pas à droite ? », *Œuvres*, tome 2, septembre 1933).

Trotsky mena aussi plusieurs batailles contre ceux qui voulaient ne plus rien avoir à faire avec l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et qui argumentaient que la bureaucratie stalinienne représentait une nouvelle classe exploiteuse, décrite comme des « capitalistes d'Etat » ou, plus tard, comme « collectiviste bureaucratique ». Contre eux, Trotsky insista que la tâche du prolétariat international demeurait de défendre inconditionnellement l'Union soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution. La bureaucratie n'était pas une nouvelle classe sociale mais une *caste* parasitaire fragile et contradictoire qui tirait ses privilèges des bases sociales de l'Etat ouvrier et qui, par conséquent, était parfoi contrainte de les défendre, par ses propres moyens bureaucratiques.

En août 1933, la LCI, à la recherche d'un regroupement des forces révolutionnaires, signa la « Déclaration des quatre » avec le SAP (Parti ouvrier socialiste) allemand et avec deux groupes néerlandais, l'OSP (Parti socialiste indépendant) et le RSP (Parti socialiste révolutionnaire) de Sneevliet, des formations centristes qui se situaient à mi-chemin entre la Deuxième et la Troisième Internationales, mais qui étaient en mouvement vers la gauche sous l'impact de la débâcle allemande. Les partis discrédités de la Deuxième Internationale commençaient eux aussi à retrouver une certaine vigueur, à mesure que des militants ouvriers et des jeunes, déçus par le Comintern, rejoignaient les partis sociaux-démocrates. En février 1934, en Belgique, une conférence internationale de la jeunesse décida d'œuvrer à la création d'une nouvelle Internationale. En France, en Belgique, en Suisse et en Espagne, des sections des Jeunesses socialistes sympathisaient avec les idées de Trotsky – la Jeunesse espagnole demanda explicitement aux trotskystes de rejoindre son parti afin de l'aider à le rendre bolchévique.

Face à cette évolution, la LCI adopta la tactique du « tournant français » : un entrisme temporaire dans les PS, visant à gagner au trotskysme une partie des ailes gauches en plein développement. Les succès de cet entrisme furent inégaux d'un pays à l'autre : les trotskystes américains recrutèrent une couche suffisamment importante de militants ouvriers et de jeunes pour fonder le Socialist Workers Party (SWP) en 1938, avec plus de 2 000 membres. En Espagne, où l'entrisme semblait le plus prometteur et aurait pu avoir les répercussions révolutionnaires les plus immédiates, la Gauche communiste d'Andrés Nin refusa d'appliquer cette tactique ; elle rompit au contraire avec Trotsky pour s'engager dans une fusion imprincipielle, dont le résultat fut le POUM centriste. On peut se faire une idée de l'importance qu'eut cette trahison pour le sort de la guerre civile espagnole quand on sait que le PC espagnol avait à cette époque quelques centaines de membres. Avec le renfort de milliers d'ouvriers et de jeunes subjectivement révolutionnaires gagnés du PS, les trotskystes espagnols auraient été bien placés pour combattre le sabotage stalinien de la Révolution espagnole.

Le trotskysme suscita aussi un écho dans des pays coloniaux et semi-coloniaux comme le Vietnam, Ceylan et la Bolivie, où la politique stalinienne de « front populaire » signifiait soutenir le maintien du joug colonial. En 1945, les trotskystes vietnamiens dirigèrent une insurrection prolétarienne anti-impérialiste de masse à Saigon, au moment où Ho Chi Minh accueillait à bras ouverts les troupes du colonialisme « démocratique » britannique et français.

Néanmoins, à l'exception du SWP américain, les sections de la Quatrième Internationale, à l'époque de sa fondation en septembre 1938, ne comptaient que quelques dizaines ou quelques centaines de membres. Mais avec la menace imminente de guerre impérialiste et avec les différents courants centristes en voie de sclérose après l'avènement de gouvernements de front populaire en France et en Espagne, la nécessité objective de la fondation d'une nouvelle Internationale ne souffrait plus aucun retard. Affirmant que « la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire », le document programmatique fondamental adopté lors de la conférence de fondation, *l'Agonie du capitalisme et les Tâches de la Quatrième Internationale* (le « Programme de transition ») déclarait :

« Le passage définitif de l'Internationale communiste du côté de l'ordre bourgeois, son rôle cyniquement contre-révolutionnaire dans le monde entier, particulièrement en Espagne, en France, aux Etats-Unis et dans les autres pays "démocratiques", ont créé d'extraordinaires difficultés supplémentaires au prolétariat mondial. Sous le signe de la révolution d'Octobre, la politique conciliatrice des "Fronts populaires" voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. »

Faible en termes d'effectifs, la Quatrième Internationale fut bientôt précipitée dans la tourmente de la Deuxième Guerre mondiale ; ses cadres européens les plus talentueux furent décimés sous les coups conjugués de la répression fasciste et stalinienne.

L'héritage du stalinisme

Dans son discours de 1987 pour le 70^e anniversaire de la révolution d'Octobre, Gorbatchev déclara que « le noyau dirigeant du parti, dirigé par Joseph Staline, a préservé le léninisme dans une lutte idéologique » contre Trotsky, qui « niait la possibilité de construire le socialisme dans une situation d'encercllement capitaliste ». La « lutte idéologique » vantée par Gorbatchev fut une campagne de persécutions, de répression et de terreur qui se termina dans les cachots maculés de sang de la Loubianka et dans les sinistres camps de concentration de Vorkouta. Des premières expulsions et arrestations de militants de l'Opposition, en 1927, à la première exécution deux ans plus tard, quand Iakov Blumkine, un responsable du GPU, fut fusillé pour avoir été en contact avec Trotsky à Prinkipo, la terreur antibolchévique se déchaîna dans les effroyables purges meurtrières de l'époque des procès de Moscou.

Blumkine ne fut pas le dernier cadre du GPU tué pour avoir soutenu l'Opposition de gauche : en 1937, Ignace Reiss fut assassiné après avoir pris position en faveur de la Quatrième Internationale. En dépit de la maxime bourgeoise comme quoi « le pouvoir corrompt et le pouvoir absolu corrompt absolument », il fallut plusieurs purges pour transformer le GPU en instrument docile de la terreur antibolchévique de Staline. Les agents du GPU envoyés en 1928 pour emmener de force Trotsky à Alma-Ata exprimèrent leur honte et leur embarras. Même dans les camps de

prisonniers du début des années 30, le GPU traitait les oppositionnels communistes avec un certain respect. Dans son autobiographie *le Pays du mensonge déconcertant* (1938), Ante Ciliga racontait comment lui-même et ses camarades emprisonnés étaient autorisés à avoir des discussions politiques organisées, et il notait : « Les termes de "répression politique", de détenus ou d'exilés "politiques" ne s'appliquent en URSS qu'aux socialistes, aux anarchistes, aux communistes d'opposition. Eux seuls ont droit au régime des détenus politiques. »

Au début des années 1930, il y avait environ un millier d'oppositionnels de gauche dans le seul camp de prisonniers de Vorkouta et encore des milliers dans d'autres camps. Lorsque, plus tard, ils se rendaient sur le lieu de leur exécution, avant d'être jetés dans des fosses communes creusées dans les étendues désolées de Vorkouta, les trotskystes chantaient *L'Internationale*. En août 1940, l'agent stalinien Ramón Mercader réussit en fin de compte à s'introduire auprès de Trotsky et à l'assassiner dans sa maison de Coyoacán, au Mexique.

Finalement, écraser et isoler ses opposants politiques ne suffit pas à Staline pour garantir la domination de la caste bureaucratique conservatrice. Il lui fallut détruire la fraction stalinienne elle-même, y compris en assassinant Sergueï Kirov, le patron du parti à Leningrad, car beaucoup de ses dirigeants étaient contre fusiller des communistes opposés à leur fraction.

Vers le milieu des années 30, tous les personnages importants de la bureaucratie stalinienne, à quelques exceptions près, avaient été *opposés* aux bolchéviks en 1917 (Vychinsky avait signé le mandat d'arrêt contre Lénine !) Et depuis au moins 1933, le PCUS était fondamentalement une bande dont la raison d'être était de prélever dans le surplus social produit par l'économie planifiée et collectivisée. Dans *la Révolution trahie*, Trotsky parla du « facteur automobile-harem » et des héritières de l'ancienne noblesse qui s'empressèrent d'épouser des membres de la nouvelle aristocratie stalinienne. Alors que la classe ouvrière suait sang et eau pour atteindre les objectifs des plans quinquennaux et tirait une légitime fierté des réalisations économiques de son Etat ouvrier, « le progrès social dans son ensemble, urbanisme, confort, culture, arts, s'accomplit principalement sinon exclusivement au profit des milieux dirigeants ».

Mais parce que ces privilèges avaient leur source dans la position qu'occupait la bureaucratie au sommet de l'Etat ouvrier, celle-ci n'était pas une nouvelle classe sociale mais une caste parasitaire qui renfermait d'énormes contradictions. Trotsky faisait remarquer qu'« au sein de la bureaucratie il y a toutes les nuances de la pensée politique », du bolchévisme au fascisme – ce qui constituait en soi une preuve que le PCUS avait cessé d'être en quelque manière que ce soit un parti politique. Cela fut démontré empiriquement en 1937, quand trois hauts responsables soviétiques rompirent avec le régime de Staline : l'agent du GPU Ignace Reiss embrassa la cause de la Quatrième Internationale (et fut rapidement assassiné) ; Boutenko, un diplomate soviétique en Italie, passa dans le camp du fascisme ; et Walter Krivitsky, lui aussi agent du GPU, fit défection pour rejoindre la démocratie bourgeoise américaine.

Face à une révolution politique, cette caste bureaucratique se serait fracturée, notait Trotsky, une aile passant dans le camp de la contre-révolution et une autre dans celui du

prolétariat insurgé. Dans tous les cas, ce n'était qu'en chassant la bureaucratie et en retournant à la démocratie des soviets instaurée par la Révolution bolchévique qu'on pouvait garantir d'avancer dans la voie du socialisme :

« La bureaucratie a remplacé les soviets, en tant qu'organes de classe, par la fiction du suffrage universel, dans le style de Hitler-Goebbels. Il faut rendre aux soviets, non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant la bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des soviets [...].

« Seul, le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer sa marche en avant vers le socialisme. Seul, le parti de la Quatrième Internationale est capable de mener les masses soviétiques à l'insurrection. »

– *Programme de transition*

Le stalinisme a corrompu ou écrasé les aspirations communistes une génération après une autre, déracinant l'internationalisme qui avait animé la Révolution russe. Mais hors d'atteinte des tentacules de la machine à assassiner de Staline, des cadres sont restés qui ont continué à lutter pour le bolchévisme authentique de Lénine et Trotsky. Le combat pour le trotskysme de James P. Cannon, et son expérience directe du travail dans l'Internationale communiste de Lénine et Trotsky, a fourni une bonne partie du fil tenu de la continuité révolutionnaire qu'incarne aujourd'hui la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

Notre tendance est née dans la lutte contre le révisionnisme de Michel Pablo, révisionnisme qui renonçait à combattre pour une avant-garde révolutionnaire prolétarienne et qui, en 1951-53, détruisit la Quatrième Internationale. Le SWP de Cannon devait y succomber une décennie plus tard. Nous pouvons à bon droit reprendre à notre compte ce que disait Cannon en 1939 : « Nous sommes, en fait, le parti de la Révolution russe. Nous avons été ceux qui, seuls, ont la Révolution russe dans leur programme et dans leur sang. »

Une semaine après la prise du pouvoir par Hitler en 1933, Trotsky avait averti que le refus persistant des staliniens d'organiser la résistance prolétarienne à Hitler « ne sera rien moins qu'une reddition au fascisme, un crime historique équivalent à la liquidation du Parti et de l'Internationale communiste. Si un tel désastre devait se produire, la classe ouvrière devrait choisir sa voie, une Quatrième Internationale, et elle devrait le faire sur des montagnes de cadavres et des années de souffrances et de calamités intolérables » (cité dans Isaac Deutscher, *Trotsky – le Prophète hors-la-loi [1929-1940]*). Malheureusement, c'est ce qui s'est produit. Plus que jamais, le sort de la population multinationale de l'ex-URSS et de toute l'humanité est suspendu à la nécessité de reforgé une Quatrième Internationale authentiquement léniniste-trotskyiste.

Nous voudrions mentionner deux sources inestimables utilisées pour l'écriture de cet article qui fournissent une riche description de la dégénérescence du PCUS. La première est la biographie en trois volumes de Trotsky par Isaac Deutscher : Trotsky – le Prophète armé (1879-1921) [1954], Trotsky – le Prophète désarmé (1921-1929) [1959] et Trotsky – le Prophète hors-la-loi (1929-1940) [1959]. La seconde est A History of Soviet Russia [Une histoire de la Russie soviétique] (1950-78), d'E.H. Carr, en plusieurs volumes, dont une partie a été traduite et publiée en français : la Révolution bolchévique (1917-1923). ■

Les Juifs soviétiques et la lutte pour le communisme

Révolution, contre-révolution et question juive

L'article ci-dessous est traduit de Spartacist édition anglaise n° 49-50 (hiver 1993-94). Il est adapté de l'article « Bolchévisme contre stalinisme sur la question juive : à bas l'antisémitisme, instrument de la réaction ! », qui a été publié la première fois dans le Bulletin spartaciste russe n° 3 (printemps 1992).

Il a fallu une révolution ouvrière en 1917 pour débarrasser la Russie des pogromistes. Aujourd'hui, la contre-révolution les ramène, plonge les masses travailleuses multinationales de l'ancienne Union soviétique dans la dégradation et la famine et menace de faire de ses peuples des esclaves coloniaux de l'impérialisme. Quelques heures à peine après que les chars de Boris Eltsine eurent tiré sur le parlement russe le 4 octobre 1993, tuant des centaines de personnes, la police moscovite se lançait dans une rafle pogromiste contre des milliers de personnes originaires du Caucase et de l'Asie centrale.

Le coup d'Etat bonapartiste d'Eltsine a eu lieu exactement deux ans après ce jour d'août 1991 où l'aspirant tsar Boris, devant la « Maison Blanche », avait profité d'une tentative de putsch avortée du « Comité d'Etat pour l'état d'urgence », composé d'anciens lieutenants de Gorbatchev, pour arracher le pouvoir des mains de la bureaucratie stalinienne en décomposition. En l'absence de résistance

ouvrière, le régime de la restauration capitaliste a réussi à mettre en place un appareil d'Etat bourgeois qui, bien que faible et fragile, tend inexorablement vers une dictature bonapartiste.

La Maison Blanche de Moscou, calcinée et maculée de sang, et le spectacle des membres terrifiés de minorités non slaves expulsés de chez eux sont le visage qu'offre la contre-révolution qui a détruit l'Union soviétique, patrie de la révolution d'Octobre. Il était clair depuis le début du processus contre-révolutionnaire que la restauration capitaliste signifierait le retour aux temps de la « Russie une et indivisible », quand les Juifs, les Polonais et les autres minorités de la prison des peuples tsariste devaient courber l'échine sous le knout du policier et vivre sous la terreur des pogromes. Les premières cibles des émeutiers contre-révolutionnaires, déchaînés par le contre-coup proimpérialiste d'Eltsine de 1991, furent les statues des dirigeants bolchéviques Feliks Dzerjinsky et Iakov Sverdlov, un Polonais et un Juif. La « nouvelle Russie » proclamée par Eltsine et Cie regorge de reliques de l'ancienne autocratie tsariste, de l'Eglise orthodoxe russe aux cosaques antisémites en passant par les néo-cent-noirs pogromistes.

Dans les anciens Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, dans les pays Baltes, en Ukraine et dans les autres républiques non russes de l'ex-URSS, le nationalisme réactionnaire a été, encore plus qu'en Russie, non seulement



Der Spiegel

La contre-révolution « démocratique » se range sous les drapeaux de la réaction tsariste : un prêtre orthodoxe bénit les barricades d'Eltsine en août 1991.



International Publishers

un corollaire mais une *force motrice* de la contre-révolution capitaliste. En l'absence de formation sociale capitaliste structurée, le nationalisme a servi de machine de guerre *idéologique* contre l'économie collectivisée. Dès le début, Solidarność en Pologne prônait un virulent nationalisme antisoviétique et antirusse. Le Roukh ukrainien, le Sajudis lituanien et les autres mouvements nationalistes baltes, qui se sont servis du mot d'ordre d'indépendance vis-à-vis de l'URSS comme couverture à la restauration du capitalisme, ont aussi attisé le nationalisme antirusse et ont englobé non seulement les « traditions » des dictatures fascistes de l'entre-deux-guerres (dans les pays Baltes) et celles des « combattants de la liberté » pronazis du temps de la Deuxième Guerre mondiale, mais aussi des noyaux fascistes contemporains assez importants.

Et en Yougoslavie, l'Etat ouvrier déformé a été détruit



Der Spiegel

Octobre 1993 – Boris Eltsine, encouragé par le président Clinton et les banquiers du FMI, ordonne l'attaque sanglante du parlement de Russie.



Charles Zunzer

A gauche, des prêtres orthodoxes à la tête d'une manifestation de pogromistes cent-noirs en 1907. Ci-dessus, des enfants juifs assassinés lors d'un pogrome à Ekaterinoslav, à l'époque tsariste.

par une guerre nationaliste fratricide tous azimuts entre les chauvins de la « Grande Serbie », les Croates soutenus par l'Allemagne, les sécessionnistes slovènes et les Musulmans bosniaques influencés par l'intégrisme. La population yougoslave autrefois multinationale est aujourd'hui déchirée par des pogromes sanglants perpétrés par ceux qui singent ouvertement les monarchistes tchetniks serbes ou les ous-tachis fascistes croates qu'avaient chassés les partisans communistes de Tito.

Aujourd'hui, dans toute l'Europe de l'Est et dans toute l'ancienne Union soviétique, la résurgence hideuse du fascisme et de l'antisémitisme a accompagné la contre-révolution capitaliste: des bombes incendiaires tuent des familles turques en Allemagne, des pogromes antitsiganes éclatent en Pologne et en Roumanie, des cimetières juifs sont profanés un peu partout. Ce n'est pas un phénomène accidentel. L'apparition du chauvinisme est un sous-produit nécessaire de la campagne pour la restauration du capitalisme car, comme Marx le fit remarquer, l'Etat-nation bourgeois est basé sur la position dominante d'une nation et la soumission et l'oppression de toutes les autres nationalités à l'intérieur de ses frontières. Particulièrement en Europe de l'Est et en Russie, le chauvinisme a toujours signifié l'antisémitisme. Aujourd'hui, une fois de plus, les « Juifs », même là où il n'y en a pas, servent de boucs émissaires pour détourner la colère provoquée par les ravages du *capitalisme*.

Les sionistes et les autres apologistes occidentaux de la contre-révolution « démocratique » excusent ces crimes chauvins en argumentant que le sort des Juifs était aussi peu enviable, sinon pire, sous le stalinisme. Mais comme l'historien Moshe Lewin l'a souligné dans une interview donnée au journal *Nation* (30 septembre 1991) quelque temps après le coup d'Etat d'Eltsine en août 1991, il y a une grande différence entre l'arbitraire bureaucratique du stalinisme et le *génocide*. Lewin est l'auteur du *Dernier combat de Lénine*, qui décrit la bataille menée par le dirigeant bolchévique en 1922-23, en alliance avec Trotsky, contre Staline et la bureaucratie chauvine grand-russe en pleine ascension. Après la guerre, Lewin servit dans l'Armée rouge en Lituanie. A propos des bandes nationalistes

qui semaient la terreur en Europe de l'Est avant la guerre et sous l'occupation nazie, Lewin dit :

« Les Juifs aiment tous ceux qui n'organisent pas de pogromes contre eux. Quand les Lituaniens sont arrivés, il y a eu des pogromes, quand les Lettons, les Estoniens, les Ukrainiens sont arrivés, il y a eu des pogromes. Quand les Soviétiques sont arrivés, il n'y a pas eu de pogromes. Sous le stalinisme, les filets étaient jetés très largement et arbitrairement. Cela ne visait pas des nationalités par principe. Le stalinisme était un microbe qui tuait n'importe quoi sur son passage, mais c'est précisément là la différence. Si j'avais été un Juif en Lituanie pendant la guerre, j'aurais été tué, si j'avais été un Juif en Allemagne, j'aurais été tué. En Union soviétique, j'aurais pu être tué, mais j'ai rejoint l'Armée rouge, j'étais un citoyen et je n'ai pas été pris dans le filet. En Union soviétique, les Juifs étaient des citoyens, ils n'étaient pas par définition condamnés à mort. »

Le stalinisme ne peut pas combattre la contre-révolution d'Eltsine

Ce qui faisait que l'URSS était différente, c'était son caractère de *classe*, basé sur des formes de propriété *prolétariennes* établies par la Révolution bolchévique. Mais la bureaucratie, qui a usurpé le pouvoir politique à la mort de Lénine, s'est débarrassée de l'esprit internationaliste de la révolution. En supprimant la démocratie prolétarienne en Union soviétique et en étouffant les révolutions prolétariennes dans le reste du monde, Staline fit le lit de la vague contre-révolutionnaire qui aujourd'hui dévaste la patrie d'Octobre. En même temps, la logique nationaliste du « socialisme dans un seul pays » a ouvert la porte à une recrudescence du chauvinisme grand-russe et de l'antisémitisme qui l'accompagne. Lorsque Gorbatchev commença à introduire ses « réformes de marché » procapitalistes au milieu des années 1980, l'antisémitisme bureaucratique, qui était contenu et masqué par l'hypocrisie, a violemment fait surface. Gorbatchev invitait Valentin Raspoutine, antisémite notoire, à participer à son comité consultatif, tandis qu'Eltsine, alors dirigeant du Parti communiste de Moscou, donnait son imprimatur à l'émergence du groupe fasciste Pamiat. L'impressionnant développement de Pamiat et autres officines antisémites pendant la période de la perestroïka a contribué à chasser de leur patrie plus de 200 000 Juifs soviétiques et à les jeter dans les bras d'un des Etats les plus racistes du monde, l'Etat sioniste d'Israël.

Aujourd'hui, une des caractéristiques des débris de la bureaucratie stalinienne après son effondrement, ce sont leurs appels stridents au chauvinisme grand-russe. Des organisations comme le Parti ouvrier communiste russe de Viktor Anpilov (RKRP), le Parti communiste de toute l'Union de Nina Andreïeva (VKPB) et beaucoup d'autres se sont présentées au départ comme des adversaires de la restauration du capitalisme entreprise par Eltsine. Mais elles se sont de plus en plus ouvertement ralliées au chauvinisme grand-russe et se sont rapidement fondues dans une « coalition rouge-brune » avec des éléments monarchistes ou fascistes déclarés. Comme nous l'avons fait remarquer dans « Les ouvriers soviétiques saignés à blanc » (*le Bolchévik* n° 120, septembre 1992), « les résidus staliniens ont de plus en plus pris la coloration politique des nationalistes ouvertement procapitalistes qu'ils suivent », recouvrant et se mêlant à des fascistes et à des nationalistes antisémites.

Les références creuses au « socialisme » qu'ils faisaient de temps en temps ont de plus en plus été remplacées par des références à la *derjava*, le mot d'ordre tsariste en faveur



Spartacist

Les « patriotes » staliniens attisent les formes les plus viles du nationalisme russe. Lors d'une manifestation du RKRP devant la conférence des officiers soviétiques au Kremlin, le 17 janvier 1992, son dirigeant Viktor Anpilov prend la parole aux côtés d'un antisémite déclaré.

d'un Etat fort russe (mot d'ordre ressuscité par Staline pendant la Deuxième Guerre mondiale), et par des vociférations contre les « cosmopolites » et les « sionistes ». Les « patriotes » staliniens utilisent le vocabulaire de l'« antisémitisme » mais ce qu'ils crachent est de l'antisémitisme pur et simple. Leur cible n'est pas l'Etat sioniste expansionniste, et ils se moquent comme de leur première chemise du peuple palestinien confronté en permanence à la terreur génocide de l'Etat sioniste. Quand ils parlent de « patriotisme soviétique », ce n'est que pour camoufler leur nationalisme russe grossier. Sans accorder un iota de confiance politique à ces groupes, les ouvriers ayant une conscience de classe devaient néanmoins être de leur côté contre la répression sanglante d'Eltsine en octobre 1993 et s'opposer à l'interdiction de ces organisations ainsi qu'à l'arrestation de dirigeants comme Anpilov.

Le véritable patriotisme soviétique ne peut avoir sa source que dans une perspective totalement *internationaliste* parce que la révolution d'Octobre et l'Etat ouvrier multinational auquel elle donna naissance ont pu être construits – et peuvent être reforgés – seulement dans l'unité révolutionnaire de tous les travailleurs de l'ancienne Union soviétique et avec un programme de révolution socialiste mondiale. Comme l'a écrit Trotsky en 1928 dans sa féroce critique du « socialisme dans un seul pays » :

« Là où le pouvoir est entre les mains des ouvriers, le patriotisme est un devoir révolutionnaire. Mais ce patriotisme doit être une partie intégrante de l'internationalisme révolutionnaire. »

– *l'Internationale communiste après Lénine*

Aujourd'hui, il est plus clair que jamais que le trotskysme représente la continuité du bolchévisme de Lénine et défend

les couleurs de l'authentique internationalisme communiste. Le parti de Lénine était internationaliste jusqu'à la moelle. Il a combattu *tous* les nationalismes sans relâche et celui de la majorité grand-russe tout particulièrement, tout en se battant pour le droit à l'autodétermination de toutes les nations opprimées dans la prison des peuples tsariste. Contre les bundistes et les sionistes qui cherchaient à égarer les ouvriers juifs dans l'impasse de l'isolement nationaliste, les bolchéviks se sont battus pour l'unité de classe de tous les ouvriers, en insistant que seule la révolution socialiste pourrait émanciper les Juifs. Et c'est ce que la révolution d'Octobre a fait. Les Juifs soviétiques ont joué un rôle central dans la défense de la révolution, depuis Léon Trotsky, fondateur de l'Armée rouge, jusqu'aux milliers de cadres communistes juifs qui se sont battus dans la Guerre civile contre les Gardes-blancs contre-révolutionnaires, sans oublier les centaines de milliers de Juifs qui ont combattu les envahisseurs nazis durant la Deuxième Guerre mondiale.

Cette histoire, cachée autant par les staliniens que par les sionistes, reste une page blanche pour les travailleurs de l'ex-URSS. Les internationalistes sont les seuls qui puissent dire la vérité sur le rôle héroïque joué par les combattants juifs dans la lutte pour le communisme et le pouvoir soviétique. Ce n'est pas un hasard si c'est le trotskyste Abraham Léon, dirigeant clandestin belge capturé par les nazis et assassiné à Auschwitz, qui a le plus remarquablement contribué au développement de la compréhension marxiste de la question juive à notre époque. Si les ouvriers veulent renverser la contre-révolution qui ravage leur société, il est vital pour eux de se réappropriier l'histoire de la lutte des bolchéviks contre l'antisémitisme et le rôle éminent joué par les Juifs soviétiques *en tant que partie intégrante du prolétariat soviétique multinational*, dans le combat pour défendre et étendre les acquis de la révolution d'Octobre.

Nous, trotskystes, qui avons défendu de façon conséquente l'Etat ouvrier dégénéré soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution, tout en nous battant pour chasser la bureaucratie stalinienne par une révolution politique

prolétarienne, disons aujourd'hui : le combat contre l'antisémitisme et le chauvinisme doit être au premier plan de la lutte pour renverser la contre-révolution capitaliste. Dès le moment où Eltsine a pris le pouvoir, la Ligue communiste internationale (LCI) a lancé un appel : « Ouvriers soviétiques : Infligez une défaite à la contre-révolution d'Eltsine-Bush ! » Nous cherchons à construire la section soviétique d'une Quatrième Internationale reforgée pour conduire les masses ouvrières à la révolution socialiste. Dans notre combat pour forger un nouveau Parti bolchévique digne de ce nom dans lequel les Juifs et tous les peuples de l'ancienne Union soviétique occuperont la place qui leur est due, la LCI est guidée par le principe de Lénine, qu'un parti ouvrier socialiste révolutionnaire ne doit pas être « le secrétaire de trade-union, mais le *tribun populaire* ».

La lutte des bolchéviks contre l'antisémitisme

Bien que les Juifs aient été peu nombreux dans le prolétariat industriel d'avant la révolution, la lutte contre l'antisémitisme fut un aspect central du combat des bolchéviks pour forger un parti ouvrier révolutionnaire. Lénine avait compris qu'afin que le prolétariat se transforme en une « classe pour soi », il fallait qu'il rompe avec toute forme d'idéologie féodale et bourgeois. Et dans le combat pour l'unité des ouvriers de toutes les nationalités, il était particulièrement nécessaire de se battre contre la forme la plus manifeste de l'oppression tsariste. L'oppression des Juifs dans la Russie d'avant la révolution était si profonde et si brutale que, jusqu'à l'holocauste nazi, c'est la Russie tsariste qui était synonyme de persécution antisémite. Les pogromes à l'instigation du gouvernement y étaient sanglants, fréquents et de grande ampleur. Presque tous les Juifs vivant hors de Pologne et de Lituanie étaient cantonnés dans un petit territoire appelé « zone de résidence » ; il leur était interdit de pratiquer toute une série de métiers et ils étaient soumis à des quotas discriminatoires dans l'enseignement (*numerus clausus*).

De plus, l'agitation antisémite était une arme de choix dans l'arsenal utilisé par le tsarisme pour réprimer le mouvement révolutionnaire. Après une série de pogromes sanglants, dont le tristement célèbre pogrome de Kichinev en 1903, le ministre tsariste Plehve déclara à une délégation juive : « Forcez vos hommes à cesser la révolution et je cesserai les pogromes » (cité dans *Trotsky and the Jews* [Trotsky et les Juifs], Joseph Nedava [1971]). Pour susciter une vague de pogromes afin d'écraser la Révolution de 1905, l'Okhrana (la police secrète tsariste) entreprit de faire circuler *les Protocoles des sages de Sion*, cet infâme faux antisémite devenu depuis la bible des fascistes et des antisémites du monde entier. De façon répugnante, cet opuscule tsariste a fait sa réapparition il y a quelques années dans le journal du groupe soi-disant « de gauche » Russie travailleuse dominé par le RKRП d'Anpilov. Quant à *Mein Kampf* de Hitler, on le trouve un peu partout sur les étals des marchands de livres.

Le nombre de polémiques que Lénine a consacrées au Bund est à lui seul indicatif de l'importance que les bolchéviks accordaient à gagner à leur cause l'intelligentsia socialiste et les prolétaires juifs. Le Bund (Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie) a été formé en 1897, un an avant la fondation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR). Le Bund qui faisait

Women and Revolution

Journal de la commission femmes de la Spartacist League/U.S.

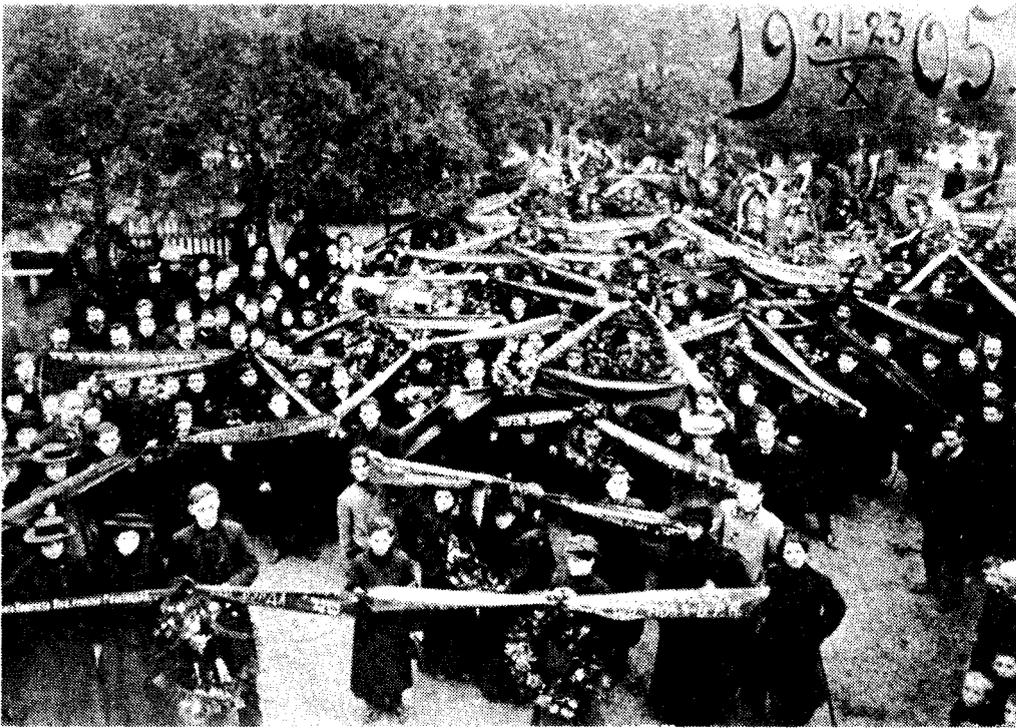
n° 44
hiver 94 –
printemps 95
(40 pages)
en anglais

France: 6 FF
USA: US\$ 1
Canada: Cdn \$1.50

Commande:
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
France



Date: Nov. 1994-1994: First Edition of Women and Revolution.
 Editors: On Languages and Literatures.
 Poland: The Working Class Must Take Up the Fight for Women's Rights.
 Japan's Answer to AFD: Green, Redden, Height.
 France: Rasheed Ezzat Targui: Antisemitism.
 China: 1988-1988: The Working Class Must Take Up the Fight for Women's Rights.
 The Spirit of the Revolution: Interview With Taslima Nasrin.
 For More Information: Contact the Spartacist League, U.S., 135-10th St., Box 135, New York, N.Y. 10019.
 AUSTRALIA: A\$1.50 BRITAIN: £.75 CANADA: Cdn\$1.50 IRELAND: IR£.75 USA: US\$1.00



Manifestation d'internationalisme prolétarien à Vilnius en 1905. Les sociaux-démocrates polonais et russes ainsi que le Bund juif rendent hommage aux victimes des pogromes tsaristes.

à l'origine partie du POSDR vira rapidement en direction du socialisme petit-bourgeois, revendiquant l'« autonomie nationale culturelle » et réclamant une organisation séparée pour les ouvriers juifs. Il finit plus tard par rejoindre les menchéviks contre les bolchéviks; mais quand le Bund scissionna du POSDR lors de son II^e congrès en 1903, tant la fraction menchévique que Lénine étaient opposés à sa ligne nationaliste. En mai 1905, Lénine écrit une préface à un rapport en yiddish au III^e congrès du POSDR, « Aux ouvriers juifs », dans laquelle il dénonçait ainsi la politique séparatiste du Bund :

« Les ouvriers de toutes nationalités - et surtout ceux qui ne sont pas de nationalité russe - subissent en Russie un joug économique et politique tel qu'on n'en voit dans aucun autre pays. Les ouvriers juifs souffrent à la fois d'une oppression économique et politique, particulièrement pesante pour eux en tant que nationalité privée de tous droits, et d'une oppression qui les dépouille des droits civiques élémentaires. Plus cette servitude est lourde, et plus est grande la nécessité de l'union la plus étroite entre les prolétaires des diverses nationalités, faute de quoi une lutte victorieuse contre l'oppression serait impossible. »

— *Œuvres*, tome 8

Ce n'étaient pas des paroles en l'air. Quelques mois après, cet appel trouva son expression concrète, en pleine Révolution de 1905, lorsque l'autocratie menaça de « noyer la révolution dans le sang juif ». En octobre de cette année-là, dès que la rumeur d'un pogrome se répandit dans Saint-Petersbourg, le soviét mobilisa en l'espace de quelques heures 12 000 ouvriers en armes pour repousser les bandes de cent-noirs. A Varsovie aussi, comme le rappelle Hersh Mendel dans ses *Mémoires d'un révolutionnaire juif* (1982), des milices ouvrières de défense mixtes furent mises en place pour patrouiller dans les quartiers juifs et tenir à l'écart les pogromistes (lire *Spartacist* édition anglaise n°41-42). Lorsque la lutte de classe reprit vie en Russie quelques années plus tard, les autorités tsaristes lancèrent une abominable croisade antisémite avec une calomnie

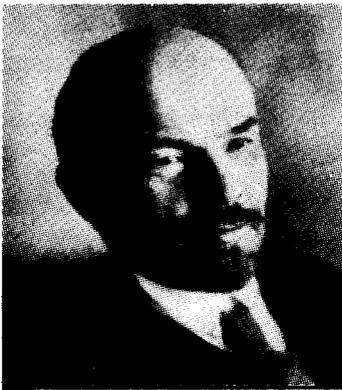
meurtrière contre l'ouvrier juif Mendel Beilis : elles l'accusèrent du « meurtre rituel » d'un jeune chrétien que des criminels avaient tué à Kiev en 1911. Beilis fut finalement acquitté après deux ans de prison. Quelque temps après, la fraction bolchévique à la Douma tsariste soumit un « Projet de loi sur l'abrogation de toutes les restrictions aux droits des Juifs et, d'une façon générale, de toutes les restrictions liées à l'origine ou à l'appartenance à quelque nationalité que ce soit ». Lénine motivait ainsi cette mesure dans les pages de la presse bolchévique :

« Ce projet de loi est consacré à l'abrogation de toutes les restrictions de caractère national frappant toutes les nations : Juifs, Polonais, etc. Mais il s'arrête plus particulièrement sur les restrictions imposées aux Juifs. Cela se conçoit : aucune nationalité de Russie n'est aussi opprimée et persécutée que la nation juive. L'antisémitisme pousse des racines toujours plus profondes parmi les couches possédantes. Les ouvriers juifs gémissent sous le poids d'un double joug, qui les frappe en tant qu'ouvriers et en tant que Juifs. Les persécutions contre les Juifs ont pris, dans les dernières années, des proportions absolument invraisemblables. Il suffit de rappeler les pogromes antisémites et l'affaire Beilis. »

— « Projet de loi sur l'égalité en droits des nations », *Œuvres*, tome 20, mars 1914

Les bolchéviks ne cessèrent d'insister sur la nécessité de combattre l'antisémitisme, tant avant la prise du pouvoir qu'après. Dans un de ses premiers décrets au lendemain de la révolution d'Octobre, le congrès des soviets ordonna des mesures « immédiates et des plus énergiques pour la prévention d'explosions contre-révolutionnaires "antijuives" ou autres pogromes ». En mars 1919, en pleine Guerre civile, Lénine consacra un de ses rares discours enregistrés sur disques à la dénonciation virulente de l'antisémitisme, auquel les Gardes-blancs avaient recours pour essayer de mobiliser la paysannerie contre le pouvoir soviétique :

« La haine des Juifs ne se maintient solidement que là où le joug des propriétaires fonciers et des capitalistes a plongé les ouvriers et les paysans dans les ténèbres de l'ignorance.



M.S. Nappelbaum

En 1914, Lénine rédigea un projet de loi contre les discriminations antisémites et nationales que les députés bolchéviques déposèrent à la Douma.

PROJET DE LOI
SUR L'ABROGATION DE TOUTES LES RESTRICTIONS AUX DROITS
DES JUIFS ET D'UNE FAÇON GÉNÉRALE, DE TOUTES
LES RESTRICTIONS LIÉES À L'ORIGINE OU À L'APPARTENANCE
À QUELQUE NATIONALITÉ QUE CE SOIT

1. Les citoyens de toutes les nationalités qui peuplent la Russie sont égaux devant la loi.
2. Aucun citoyen de Russie, sans distinction de sexe ni de religion, ne peut être lésé dans ses droits politiques et, d'une façon générale, dans aucun de ses droits, du fait de son origine ou de son appartenance à quelque nationalité que ce soit.
3. Sont abrogés toutes les lois, tous les règlements temporaires, tous les additifs aux lois, etc., limitant les droits des Juifs dans tous les domaines de la vie sociale et publique. Est abrogé l'article 767 t. IX stipulant que « les Juifs relèvent des lois générales dans tous les cas où il n'a pas été établi de règlements particuliers à leur sujet ». Sont abrogées les

Seuls des gens complètement ignorants, complètement abrutis, peuvent croire les mensonges et les calomnies déversés contre les Juifs [...].

« Honte au tsarisme maudit qui torturait et persécutait les Juifs. Honte à ceux qui sèment la haine contre les Juifs, à ceux qui sèment la haine contre les autres nations. »

— Œuvres, tome 29

En édifiant le nouvel ordre prolétarien, le régime bolchévique s'attela à la tâche d'éradiquer les préjugés antisémites profondément enracinés dans les couches arriérées de la classe ouvrière et de la paysannerie, préjugés manipulés par les démagogues pour essayer de dévoyer la colère populaire contre la bourgeoisie et la noblesse vers la haine raciste contre les Juifs riches ou éminents. *L'ABC du communisme* de Boukharine et Préobrajensky consacrait un sous-chapitre à « l'antisémitisme et le prolétariat » qui dénonçait l'antisémitisme comme « une forme de lutte contre le socialisme ». Ils expliquaient :

« L'antisémitisme, c'est-à-dire la haine de la race sémitique à laquelle appartiennent les Juifs (de même que les Arabes) est une des formes les plus dangereuses de la persécution nationale. Le tsarisme autocrate persécutait les Juifs afin de se sauver de la révolution ouvrière et paysanne. Il affirmait à la classe ouvrière qu'elle était pauvre parce qu'elle était pillée par les Juifs et il tâchait de diriger l'indignation des ouvriers et des paysans opprimés non pas contre la bourgeoisie, ni contre les propriétaires ruraux, mais contre le peuple juif tout entier. Or, ce peuple, tout comme les autres, se divise en classes différentes et seule la bourgeoisie juive, d'accord avec celle d'autres peuples, pille le monde ouvrier. Mais les ouvriers et les artisans juifs vivaient, dans les régions où leur séjour était autorisé, souvent encore plus misérablement que les ouvriers du reste de la Russie. »

Les révolutionnaires juifs et l'internationalisme

La révolution d'Octobre a été un phare pour les ouvriers et les opprimés du monde entier, mais cela a été particu-

lièrement vrai pour les Juifs. Les Juifs de Russie qui étaient les plus persécutés du monde sont littéralement du jour au lendemain devenus les plus émancipés. Dans sa lutte pour défendre et consolider le nouveau pouvoir d'Etat prolétarien face aux contre-révolutionnaires blancs, l'Armée rouge devait nécessairement balayer tout le vieil ordre pogromiste. La réaction des masses ouvrières juives fut de se jeter avec enthousiasme dans la lutte pour défendre et construire le pouvoir d'Etat prolétarien. Cela n'a pas empêché il y a quelques années une influente revue soviétique, le *Journal d'histoire militaire*, de scandaleusement reproduire un livre datant de 1910 approuvant l'armée tsariste quand elle recommandait que les Juifs ne soient pas acceptés dans l'armée parce que, soi-disant, ils étaient physiquement faibles et manquaient de caractère !

C'est l'héritage des préjugés arriérés du nationalisme stalinien. La bureaucratie stalinienne qui cherchait à enracciner son dogme nationaliste dans l'histoire de la Russie arriérée fut forcée de retourner idéologiquement *en arrière* et de glorifier l'histoire de la Russie autocratique, tout en prétendant se réclamer de Marx, Engels et Lénine. Ce salmigondis idéologique était un reflet du caractère contradictoire de la bureaucratie, caste conservatrice parasitaire reposant sur des formes de propriété révolutionnaires. « Au sein de la bureaucratie il y a toutes les nuances de la pensée politique : depuis le véritable bolchévisme (I. Reiss) jusqu'au fascisme achevé (F. Boutenko) », remarquait Trotsky dans le *Programme de transition*. Reiss (Poretzki) était un officier décoré du Quatrième Département du GRU, les services de renseignement de l'armée, qui s'était rallié au trotskysme en 1937 et qui fut immédiatement assassiné par Staline ; Fedor Boutenko était un diplomate soviétique qui passa du côté du fascisme de Mussolini.

En fait, le marxisme était un mouvement profondément *cosmopolite* : « le successeur légitime », comme disait Lénine, « de tout ce que l'humanité a créé de meilleur au XIX^e siècle : la philosophie allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme français » (« Les trois sources et les

Le Bolchévik

Organe de la Ligue trotskyste de France

Abonnez-vous !

30 FF pour 10 numéros
(incluant *Spartacist*)

Hors Europe : 40 FF
(avion 60 FF)

Etranger : mandat
poste international

Belgique : 150 FB
Canada : \$ 12
Maroc : 20 DH
Tunisie : 3 000 m

Commande :
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
France





PA. Otsup

Le Conseil des commissaires du peuple de 1918 était représentatif du caractère multinational des premiers gouvernements bolchéviques. Parmi les personnalités assises aux côtés de Lénine et Trotsky, les Ukrainiens N.N. Krestinsky et D.I. Koursky, le Letton P.I. Stoutchka, les Juifs K.B. Radek et S.M. Dimenstein, les Russes A.I. Rykov et G.V. Tchitcherine.

trois parties constitutives du marxisme»). De Marx et Engels aux penseurs populistes révolutionnaires russes Herzen et Tchernychevsky, ces mouvements se voyaient comme les héritiers du Siècle des Lumières bourgeois et de la Révolution française. Ils condamnaient sans hésitation l'antisémitisme ainsi que toute forme de préjugé. C'est précisément ce message universaliste du mouvement révolutionnaire, aussi bien socialiste que présocialiste, qui a attiré en si grand nombre les intellectuels juifs assimilés «apatrides». Parmi eux, Paul Axelrod, dirigeant menchévique, qui fut une des figures historiques du marxisme russe. Mark Nathanson aussi, dirigeant et organisateur du mouvement «aller au peuple» dans les années 1870, qui se retrouva dans l'extrême gauche du Parti socialiste révolutionnaire et soutint les bolchéviks pendant la Guerre civile.

Un grand nombre de Juifs prirent part aux tout premiers mouvements révolutionnaires contre le tsarisme, depuis l'insurrection polonaise dirigée par Tadeusz Kosciuszko dans les années 1790 jusqu'au groupe populiste La volonté du peuple dans les années 1870 et au parti polonais Proletariat de Ludwik Warynski dans les années 1880, qui fut le premier parti ouvrier de l'empire tsariste. Il est significatif que les premiers mouvements populistes comptaient dans leurs rangs bon nombre de jeunes femmes juives – dont Guesya Guelfman qui participa à la conjuration qui assassina le tsar Alexandre II en 1881. Elles réagissaient à leur oppression non seulement en tant que Juives mais aussi en tant que femmes, enfermées dans le carcan de l'obscurantisme religieux et du despotisme abrutissant de la famille juive traditionnelle. Isaac Deutscher, historien marxiste polonais et biographe de Trotsky, expliquait le phénomène de la participation disproportionnée des Juifs au mouvement révolutionnaire dans son essai «Le Juif non croyant» :

«Ils étaient *a priori* exceptionnels en ceci que, Juifs, ils vivaient au carrefour de civilisations, de religions et de cultures nationales diverses. Ils étaient nés, ils avaient été élevés sur la ligne de démarcation qui séparait des époques

différentes. Leur esprit avait mûri dans un terrain où les influences culturelles les plus diverses s'entrecroisaient et se fertilisaient mutuellement. Ils avaient vécu sur la frontière ou dans les ghettos de leurs nations respectives. Chacun d'eux était à la fois en dedans et en dehors de son milieu, membre de son milieu et étranger à lui. C'est ce qui leur permit de s'élever par la pensée au-dessus de leur société, de leur nation, au-dessus de leur époque et de leur génération, de s'élancer mentalement vers de vastes horizons nouveaux et loin dans l'avenir [...].

«Comme Marx, Rosa Luxemburg et Trotsky luttèrent, avec leurs camarades non juifs, pour des solutions universelles et non particularistes, internationales et non nationalistes aux problèmes de leur temps.»

Parlant, lors d'une conférence sur la Révolution de 1905, du rôle de «dirigeants du mouvement révolutionnaire» joué par les Juifs, Lénine remarquait : «Notons à propos qu'aujourd'hui aussi le nombre d'internationalistes parmi les Juifs est relativement plus grand que chez les autres peuples.»

Les Juifs soviétiques : combattants de la révolution

La participation des Juifs à la révolution d'Octobre a été effectivement si importante que, des Gardes-blancs à Hitler, le cri de guerre de la réaction anticommuniste a toujours été l'«élimination du judéo-bolchévisme». Léon Trotsky, codirigeant de la révolution d'Octobre avec Lénine, organisateur de l'insurrection de Petrograd et fondateur de l'Armée rouge, était d'origine juive, tout comme six autres membres du comité central du Parti bolchévique au moment de la révolution : Zinoviev, Kamenev, Joffé, Sverdlov, Ouritsky et Sokolnikov. Comme Lénine et beaucoup d'autres dirigeants bolchéviques, ils faisaient partie de l'intelligentsia ; ils étaient assimilés et avaient peu de liens avec les ghettos juifs. Mais, à la base du Parti bolchévique, il y avait peu d'ouvriers juifs. Alors que les bolchéviks avaient pour base la majorité du prolétariat des grandes entreprises

industrielles des villes, le prolétariat juif était confiné essentiellement dans l'artisanat et les petits ateliers. Malgré leurs efforts, les bolchéviks ne purent gagner que quelques ouvriers juifs avant la révolution et ne purent guère produire de propagande en yiddish.

C'est lorsque la Guerre civile a éclaté que les Juifs se sont mobilisés en masse derrière la bannière d'Octobre. Partout où passaient les Gardes-blancs tsaristes, les nationalistes ukrainiens de Petlioura ou les paysans « anarchistes » de Makhno, les pogromes faisaient rage. Il est rapidement devenu clair que le sort des Juifs dépendait de la victoire des bolchéviks. Comme le disait un bundiste ukrainien, « les bolchéviks, les défenseurs en armes du socialisme, sont la seule force qui puisse s'opposer aux pogromes [...]. Pour nous, il n'y a pas d'autre voie. » En août 1919, la majorité du Bund ukrainien, sous la direction de Moshe Rafès et Aleksandr Chemeritsky, après avoir fusionné avec la majorité du Parti ouvrier socialiste juif unifié, d'orientation sioniste, s'est dissoute dans le Parti communiste. En l'espace de deux ans, le Bund disparut complètement en Ukraine. En 1927, les Juifs représentaient 12 % des militants communistes en Ukraine, 23 % en Biélorussie et plus de 4 % en Russie (plus de 5 % à la fin de la Guerre civile, en 1922).

Les combattants juifs gagnés au communisme se distinguèrent dans la défense de la jeune république soviétique face aux contre-révolutionnaires blancs pendant la Guerre civile. Beaucoup d'entre eux occupèrent par la suite des postes de responsabilité dans le gouvernement bolchévique. Avant la révolution, le mot « cosaque » était synonyme de pogromiste; mais, au cri de « Prolétaires, à cheval! », Trotsky créa des unités de cosaques rouges, et la jeunesse juive s'y précipita, ainsi que dans les autres unités de l'Armée rouge. Dans les cosaques rouges, il y avait un commissaire politique qui était une jeune femme nommée Raïssa Moïsseïevna Azarkh, qui reçut l'Ordre du drapeau

rouge pour ses actions militaires exemplaires. Le célèbre écrivain juif Isaac Babel a évoqué l'aventure des cosaques juifs dans son livre *la Cavalerie rouge*. Le communiste juif V.M. Primakov devint commandant en chef des cosaques rouges. B.M. Feldman, J.B. Gamarnik, G.M. Chtern, Jacob Smuchkevitch et Iona Iakir sont d'autres chefs militaires juifs de la Guerre civile. En 1929, les Juifs constituaient plus de 4 % de l'encadrement de l'Armée rouge – plus du double de leur proportion dans la population – et presque 9 % des commissaires politiques.

Le jeune Etat soviétique s'efforça dans tous les domaines de transformer l'existence auparavant épouvantable des Juifs. Immédiatement après la prise du pouvoir, les bolchéviks commencèrent à mettre en place des commissions spéciales pour le travail et la propagande auprès des masses juives. Au début de 1918, une Commission des Affaires nationales juives, dirigée par Semyon Dimenstein, qui coordonnait le travail des différentes sections juives (*Yevseksii*), lança un journal en yiddish, qui connut une parution régulière à partir d'août 1918 sous le titre de *Der Emes* [la Vérité]. La tâche des *Yevseksii* était d'éduquer et d'intégrer les prolétaires juifs. Les salutations adressées par la III^e conférence panrusse des sections communistes juives au II^e congrès de l'Internationale communiste, en 1920, appelaient les ouvriers juifs de Pologne et des pays Baltes à se rallier à la cause bolchévique et déclaraient :

« Les ouvriers juifs, qui ont derrière eux de longues années de lutte révolutionnaire héroïque, ont finalement rompu avec leurs partis opportunistes et se sont engagés dans le mouvement communiste [...].

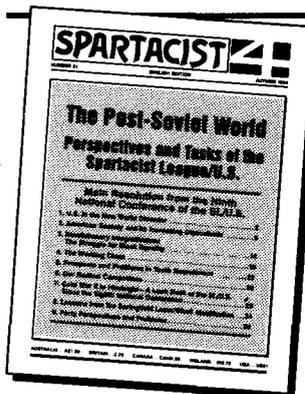
« Les ouvriers juifs et les Juifs pauvres comprennent parfaitement que seul l'ordre communiste mettra fin à tous les pogromes, éradiquera tous les préjugés nationalistes, abolira toutes les restrictions nationales et installera sur toute la surface de la terre une véritable fraternité des peuples. »

– *News of Central Bureau of the Jewish Sections*
[Nouvelles du bureau central des sections juives], octobre 1920

SPARTACIST

Organe du marxisme
révolutionnaire

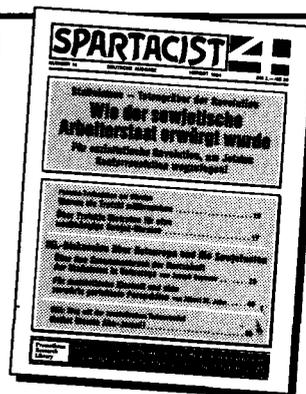
Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Publié sous la direction du comité exécutif international en anglais, français, allemand et espagnol, *Spartacist* représente l'engagement internationaliste léniniste de la LCI.



English edition No. 51
(48 pages) US \$1



Edition française n° 27
(64 pages) 10 FF



Deutsche Ausgabe Nr. 16
(48 Seiten) DM 2,—



Edición en español No. 25
(64 páginas) US \$1



Mikhail Shmigeitsky

Les cosaques rouges au combat

L'émancipation des Juifs provoqua dans les premières années du pouvoir bolchévique un véritable épanouissement culturel. Plusieurs milliers de livres et de publications en yiddish firent leur apparition : environ 400 périodiques en yiddish, 150 publications juives en russe et plusieurs quotidiens en yiddish, dont *Der Emes*, *Oktiabr* et *Shtern*. Il y avait un journal en yiddish pour les soldats juifs, *Royte Armei*, et le yiddish était une des langues administratives et judiciaires qui était aussi enseignée dans les écoles de 200 localités en Union soviétique.

Après la Guerre civile, le gouvernement bolchévique lança une campagne de « productivisation » dans le but d'éliminer les conditions qui avaient produit les *Luftmenschen* des ghettos juifs, ces petits colporteurs qui vivaient au jour le jour sans racines économiques. On encouragea la jeunesse juive à travailler dans la grande industrie et l'agriculture. A la fin des années 1920, on créa une république juive autonome, le Birobidjan, dont le but était de créer une paysannerie juive (et aussi d'avoir une alternative territoriale soviétique à opposer au sionisme). Ce fut un échec car les Juifs dans leur grande majorité choisirent de rester dans leur cadre urbain traditionnel. Toutefois, un bon nombre d'entre eux devinrent agriculteurs. Mais la campagne d'industrialisation eut beaucoup plus de succès.

A l'époque de la révolution, quatre Juifs sur cinq étaient soit petits commerçants soit petits boutiquiers. En 1926, il y avait plus de 150 000 travailleurs manuels juifs, et ce chiffre fit plus que doubler dans les cinq années suivantes, jusqu'à inclure un quart de tous les Juifs soviétiques économiquement actifs. Les jeunes femmes juives, libérées de l'état des restrictions suffocantes de l'intégrisme juif orthodoxe, affluèrent dans l'enseignement, les administrations et les usines. Mais le plus significatif fut l'assimilation générale des Juifs dans la société et la disparition des anciennes barrières du ghetto. Comme le note Basile Kerblay dans *Modern Soviet Society* [La société soviétique contemporaine] (1983), « les Juifs, qui sont sortis du ghetto dans lequel ils étaient confinés par les lois de l'empire, ont le taux le plus élevé de relations interethniques dans leurs

amitiés et leurs activités culturelles ». En 1926, dix ans à peine après la révolution, un Juif sur quatre était marié à une non-Juive.

Les Juifs soviétiques sous les coups de Thermidor

La Révolution russe ne pouvait évidemment pas d'un seul coup de balai se débarrasser de l'héritage de plusieurs siècles de préjugés antisémites profondément enracinés. Le gouvernement bolchévique de Lénine et de Trotsky fit tout ce qu'il put pour combattre vigoureusement les vestiges de cette arriération. Mais après l'usurpation, en 1924, du pouvoir par la bureaucratie sous la direction de Staline, l'internationalisme bolchévique fut remplacé par le dogme nationaliste et isolationniste du « socialisme dans un seul pays » qui ne pouvait qu'attiser les sentiments antisémites. De plus, comme Trotsky le faisait remarquer en 1937 dans un article intitulé « Thermidor et l'antisémitisme », le poids même des Juifs dans le Parti communiste et l'appareil d'Etat soviétique a suscité de nouvelles tendances antisémites dans les couches les plus arriérées de la population. En partie parce qu'ils étaient pour la plupart citadins et plus instruits que la moyenne de la population, écrivait Trotsky :

« Tout naturellement, les Juifs ont occupé une place disproportionnellement importante par rapport à leur propre nombre dans la bureaucratie, surtout aux échelons intermédiaires et inférieurs [...]. La haine des paysans et des ouvriers pour la bureaucratie est une réalité fondamentale de la vie soviétique [...]. Même en raisonnant *a priori*, il est impossible de ne pas arriver à la conclusion que la haine pour la bureaucratie se teinte d'antisémitisme. »

– Œuvres, tome 12

Ces courants réactionnaires étaient activement alimentés par la bureaucratie. Trotsky faisait remarquer que « les cadres dirigeants de la bureaucratie, dans le centre et dans les provinces, font de leur mieux pour détourner vers les Juifs l'indignation des travailleurs ».

Dans la contre-révolution politique qui a détruit le Parti bolchévique en tant qu'avant-garde révolutionnaire, la

bureaucratie stalinienne a remis en vigueur « tout le vieux fatras » du chauvinisme grand-russe et de l'antisémitisme de l'époque tsariste ; Staline a flatté l'arriération antisémite dans sa campagne pour vaincre l'Opposition de gauche dirigée par Léon Trotsky et finalement la détruire. Cela bien sûr encouragea davantage l'antisémitisme populaire. Mais, même à cette époque, avec la révolution encore présente dans la mémoire des masses, l'antisémitisme déclaré n'était pas toléré : la loi ordonnait que les chauffeurs de tramway stoppent leur véhicule et fassent arrêter par la milice (police) les passagers qui lançaient des invectives antisémites.

Les purges sanglantes de la fin des années 1930, bien que ne visant pas particulièrement les Juifs, en prirent tout de même un grand nombre dans leurs filets, y compris toute la direction du Birobidjan, avec à sa tête le professeur G. Liberberg, et tous les animateurs des *Yevseksii* qui, déjà à cette époque, avaient cessé d'exister. Cinq des neuf premières victimes de la purge de l'Armée rouge en 1937, qui décapita l'armée soviétique à la veille de l'invasion hitlérienne, étaient des Juifs, comme par exemple le commissaire d'armée Gamarnik, le commandant de corps d'armée Feldman ou le commandant d'armée Iakir, respectivement chef de la direction politique, chef de la direction générale de l'Armée rouge et commandant de la région militaire de Leningrad. Staline garda quelques Juifs dans son cercle d'intimes, dont le méprisable et méprisé Lazar Kaganovitch, que les apologistes staliniens antisémites de la onzième heure accusent absurdement d'être responsable des crimes de Staline, dont il aurait été l'éminence grise.

Selon toutes les sources, Staline, qui avait toujours été un provincial mal dégrossi, devint de plus en plus hostile aux Juifs après sa lutte contre Trotsky. Mais ce ne sont pas seulement les préjugés personnels de Staline qui sont en cause. Pour parvenir à ses fins, Staline utilisait l'antisémitisme, tout comme il encourageait le nationalisme russe. Pour paver la voie à son pacte avec Hitler en 1939, Staline limogea son ministre des Affaires étrangères juif, Litvinov, et le remplaça par le Russe Molotov. Dans son autobiogra-

phie *Témoignage* (1980), le compositeur Dimitri Chostakovitch raconte que Staline, pour plaire à ses alliés nazis durant la période du pacte Hitler-Staline, avait fait produire à Moscou des opéras de Wagner auxquels il était interdit aux artistes juifs de participer. Et, pendant deux ans, la presse soviétique ne fit jamais la moindre mention des massacres et de la persécution des Juifs par les hitlériens ; on n'y trouvait pas non plus le mot « fascisme ».

Même après l'invasion allemande de juin 1941, le régime stalinien minimisa le caractère spécifiquement antijuif de l'holocauste nazi et le rôle des Juifs soviétiques dans la lutte contre les envahisseurs hitlériens. Toutes les nationalités soviétiques eurent à souffrir horriblement aux mains des brutes nazies. Plus de vingt millions de Soviétiques périrent dans le combat pour écraser la peste hitlérienne. Mais ce que Staline, et ses successeurs, cherchèrent à cacher était le fait que, dans le cas des Juifs, les nazis ont cherché à liquider un peuple entier. Après avoir saboté la défense de l'Union soviétique avec sa purge de l'Armée rouge et sa confiance aveugle dans les assurances pacifiques de Hitler, quand ce dernier attaqua, un Staline en proie à la panique chercha à faire appel au nationalisme grand-russe pour rallier la population à l'effort de guerre. Cela n'empêcha pas Staline de continuer à assassiner ceux qu'il considérait comme ses adversaires. Après avoir invité les dirigeants du Bund polonais Henryk Erlich et Viktor Alter (qui avaient fui leur pays occupé par les nazis) à diriger un comité qui rechercherait le soutien juif international pour l'effort de guerre soviétique, Staline les fit fusiller en décembre 1941.

Dans *Solik : tribulations d'un jeune Polonais dans la Russie en guerre* (1983), K.S. Karol raconte comment, jeune Juif polonais, il avait, lui aussi, fui Lodz occupé par les nazis à la fin de 1939 pour chercher refuge en Union soviétique. Alors qu'il était soldat dans l'Armée rouge, il apprit que Staline avait dissout l'Internationale communiste et remplacé *L'Internationale* par un nouvel hymne national vantant les mérites de la Grande Russie. La propagande panrusse, se souvient Karol, « fut responsable de l'explosion



Sur cette médaille biélorusse du « drapeau rouge du travail » de 1920, figurent des inscriptions en biélorusse, en yiddish et en polonais.



La république soviétique des premières années était fondée sur l'internationalisme. Trotsky (assis au centre) avec de jeunes soldats de l'Armée rouge, hommes et femmes, en 1924. Les Juifs représentaient alors une proportion significative de l'encadrement militaire.



New York Public Library

Izogiz

Héros de la Guerre civile, J.B. Gamarnik et Iona Iakir furent assassinés par Staline lors de la purge qui décapita l'Armée rouge en 1937.

de tous les préjugés rétrogrades, y compris antisémites, qui s'exprimaient au grand jour, au milieu de l'indifférence des autorités ».

En fait, les nationalistes russes extrémistes passèrent du côté des nazis, comme le tristement célèbre traître Vlassov, qui organisa la chasse aux partisans rouges, semant la terreur parmi les masses de Biélorussie et d'Ukraine. Les nazis recrutèrent aussi des nationalistes non russes dans les pays Baltes et dans l'Ukraine occidentale anciennement polonaise. Pourtant, dans la population soviétique même, il y eut relativement peu de collaboration avec les envahisseurs allemands et beaucoup défendirent courageusement les communautés juives en danger. Même en Ukraine, connue pour sa collaboration avec les nazis, il y avait une différence très marquée entre la région soviétique et l'Ukraine occidentale auparavant polonaise. Dans sa chronique très complète de la résistance juive dans l'Europe de l'Est occupée par les nazis, *Jewish Resistance in Nazi-Occupied Eastern Europe* [La résistance juive dans l'Europe de l'Est occupée par les nazis] (1974), l'historien Reuben Ainsztein remarque :

« Le fait que lorsque les nationalistes ukrainiens commencèrent à massacrer les Polonais en 1943 à Volyn, beaucoup se réfugièrent dans la région de Jitomir à l'est de la frontière polono-soviétique d'avant 1939, donne une bonne idée de la différence fondamentale qu'il y avait entre les Ukrainiens habitant à l'est de la frontière polono-soviétique de 1939 et ceux de l'ouest. Là, parmi les Ukrainiens soviétiques, ils se sentaient en sécurité. »

C'était encore plus vrai pour les Juifs d'Ukraine soviétique et de Biélorussie et le taux élevé de mariages mixtes qui ont suivi la révolution y fut pour beaucoup.

Général et partisans juifs dans la Deuxième Guerre mondiale

Si les staliniens ont passé sous silence l'histoire des combattants juifs de l'Armée rouge, les sionistes, eux, ont activement colporté le mensonge selon lequel les Juifs d'Europe de l'Est et d'Union soviétique sont allés « à l'abattoir comme des moutons » lors de l'holocauste nazi. Le but de ce mythe est simple : affirmer qu'il n'y a que dans l'Etat sioniste que les Juifs peuvent rompre avec l'existence « lâche » et « servile » de la diaspora et devenir des combattants. C'est pour démasquer ce mensonge sioniste

qu'Ainsztein a écrit sa chronique de la résistance juive antinazie qui avait pris de telles proportions que même son ouvrage de près de mille pages ne peut prétendre être exhaustif ou définitif.

Malgré la propagande nationaliste de Staline, c'est un véritable patriotisme *soviétique*, et non le nationalisme russe, qui poussa les masses ouvrières soviétiques dans leur grande majorité – et cela incluait toutes les nationalités – à se rallier à la défense des acquis de la révolution d'Octobre. Les paroles d'un chant de partisans juifs en Lituanie l'expriment bien : « Même aujourd'hui, les partisans s'avancent pour vaincre l'ennemi dans la lutte pour le pouvoir ouvrier. » Les ouvriers de Leningrad organisèrent la défense héroïque de leur ville assiégée pendant 900 jours *en dépit* des intentions de Staline qui voulait au départ l'abandonner aux nazis. Et comme le documente bien Ainsztein dans son livre, les Juifs soviétiques ont courageusement défendu leur patrie et joué un rôle proportionnellement plus important que leur nombre dans la population.

Environ un demi-million de Juifs combattirent dans l'Armée rouge durant la Deuxième Guerre mondiale (sans compter les unités de partisans) *et cela inclut plus de 200 généraux juifs!* Quand l'Armée rouge reprit Stalingrad aux nazis, ce fut à l'officier juif Leonid Vinokur que le général allemand von Paulus remit son arme. Quelque 200 000 Juifs soviétiques périrent au combat, 146 d'entre eux furent décorés de la médaille de héros de l'Union soviétique, la



Joseph Rosen

Des élèves juifs « travailleurs de choc » dans une école technique de Kiev. La banderole en yiddish sous le portrait de Lénine rend hommage aux Komsomols, « la puissante réserve et l'appui indéfectible du Parti communiste ».

Yad Vashem



YIVO Institute



Crown



Trois héros de la Deuxième Guerre mondiale: le commandant de sous-marin Israel Fissanovitch, l'officier de blindés David Dragunsky et Aleksandr Petchersky, dirigeant de la révolte du camp de la mort de Sobibor.

décoration militaire la plus prestigieuse, et les soldats juifs étaient au quatrième rang de toutes les nationalités soviétiques pour le nombre de décorations pour héroïsme. Parmi eux, il y avait Lily Litvak qui devint célèbre sous le nom de la « Rose blanche de Stalingrad » et qui fit partie de la première unité aérienne féminine de combat de l'histoire; Paulina Guelman, une autre femme pilote; le commandant de sous-marin Israel Fissanovitch; Boris Lunz, aviateur qui ravitaillait au péril de sa vie les unités de partisans derrière les lignes ennemies.

Ce qui poussa ces hommes et femmes juifs de l'Armée rouge à des actes d'héroïsme sans pareil, c'était, encore plus que pour leurs camarades, leur soif de vengeance contre les brutes nazies. Ces soldats de l'Armée rouge et ces partisans prêtaient le serment suivant: « En tant que fils ou fille du peuple juif, je jure solennellement de ne pas avoir de repos jusqu'à ce que les assassins de mon peuple aient disparu de la face de la terre. » Souvent, les soldats juifs trouvaient à leur retour du front que pas un seul membre de leur famille n'avait survécu.

L'officier de blindés David Dragunsky, décoré deux fois de la médaille de héros de l'Union soviétique, racontait dans son autobiographie *A Soldier's Memoirs* [Mémoires d'un soldat] (1983) comment un ancien camarade d'école l'avait retrouvé dans un hôpital où il se remettait d'une blessure reçue au combat et lui apprit qu'il « n'avait plus de famille ». La mère de Dragunsky, que des voisins non juifs avaient cachée jusqu'à ce qu'elle fut découverte, défia jusqu'à son dernier souffle les nazis qui l'arrêtèrent: lorsqu'un SS lui demanda: « Où sont vos fils? », elle répondit: « Au combat où ils se battent contre vous, vermine nazie. » Dragunsky raconte:

« Le 25 janvier 1942, les nazis arrêtèrent tous les membres du Parti communiste de Sviatsk et les fusillèrent. Ils exterminèrent aussi sans pitié les vieillards, les femmes et les enfants. Soixante-quatorze de leurs victimes portaient le nom de Dragunsky, parmi eux mes parents, sœurs, neveux et oncles, et le reste de ma famille. »

Rendu fou de rage par cette nouvelle, Dragunsky quitta l'hôpital avant la guérison totale de sa blessure pour retourner au front. Après la guerre, ce général juif se vit refuser par deux fois un visa d'entrée aux Etats-Unis à l'époque même où les impérialistes de la Guerre froide vitupéraient contre l'« antisémitisme soviétique »!

Cinq millions de prisonniers de guerre soviétiques périrent après leur capture par les Allemands, assassinés, torturés ou délibérément affamés. Dans un article paru dans

le magazine londonien *Jewish Quarterly*, Ainsztein écrivait en 1976:

« Après avoir lu énormément de documentation sur comment les millions de soldats de l'Armée rouge ont été exterminés, j'en suis arrivé à la conclusion que d'une certaine façon leur martyre et leur mort furent encore plus cruels que pour les Juifs. Quant au sort des soldats juifs tombés aux mains des Allemands, la plupart furent fusillés dès leur capture ou aussitôt que possible, mais des milliers d'entre eux durent subir les tourments et les tortures les plus diaboliques avant de mourir. »

Pourtant, même en captivité, beaucoup de soldats de l'Armée rouge continuèrent le combat envers et contre tout. Dans certains camps d'Allemagne et d'Autriche, des prisonniers de guerre soviétiques organisèrent un important réseau clandestin, le Bratskoïe Sotroudritchestvo Voïenno-plennykh [Fraternité des prisonniers de guerre], mis sur pied par Iosif Feldman, un commissaire de bataillon, dont le but était d'aider les masses ouvrières allemandes à organiser des soulèvements urbains à l'approche de l'Armée rouge. La Gestapo découvrit le complot et envoya quelque 400 des éléments les plus importants à la mort dans divers camps de concentration.



VAAP

Lily Litvak (à gauche), l'as de la première unité aérienne féminine de combat, en compagnie de ses camarades.



Ciesla Foundation

Une unité de partisans juifs à Vilnius après que l'Armée rouge eut libéré la région du joug nazi.

D'autres mutineries dans des camps réussirent; la plus spectaculaire fut la révolte du camp de la mort de Sobibor dirigée par l'officier juif de l'Armée rouge Aleksandr Aro-novitch Petchersky. Capturé par les Allemands, Petchersky s'était retrouvé à Sobibor à la fin de 1943. Un comité de résistance clandestin, dirigé par le Juif polonais Leon Fel-hendler, le contacta immédiatement et lui demanda d'organiser et de diriger une tentative d'évasion collective. Trois semaines plus tard, Petchersky dirigeait le soulèvement et l'évasion collective les plus réussis qu'il y ait jamais eus dans les camps nazis; 600 prisonniers franchirent les fils de fer barbelés, tuant beaucoup des gardes du camp et forçant les nazis à le fermer.

Le rôle des combattants juifs fut encore plus important dans les détachements de partisans soviétiques, ou alliés des Soviétiques, qui se battaient derrière les lignes allemandes et qui réussirent à immobiliser 10 % de toutes les forces de la Wehrmacht sur le front russe et à désorganiser sérieusement la logistique et les transports allemands. Dès juillet 1941, le comité central du Parti communiste d'URSS avait appelé à « organiser le combat à l'arrière des forces allemandes ». Mais ce n'est qu'un an plus tard qu'une structure efficace de partisans fut mise en place. Entre-temps, à beaucoup d'endroits, les Juifs soviétiques et polonais, qui s'étaient réfugiés dans les bois pour échapper aux massacres nazis, jouèrent un rôle crucial dans la création des premières unités de partisans. Le détachement bolchévique près de Gomel en Biélorussie, mis en place peu de temps après l'occupation de la ville par les nazis en août 1941, fut un des premiers.

Outre les unités de partisans dans les forêts, pratiquement tous les ghettos formés par les nazis dans les villes et bourgades soviétiques avaient des comités de résistance clandestins. L'organisation de résistance de Minsk, qui réussit

à faire sortir quelque 10 000 Juifs du ghetto pour les envoyer dans les bois environnants, fut un des réseaux qui remporta le plus de succès. A la différence des Juifs polonais, qui même pendant le soulèvement héroïque du ghetto de Varsovie en 1943 n'avaient comme soutien extérieur qu'une garde populaire communiste très faible et une poignée de libéraux, « les Juifs de Minsk », note Ainsztein, « ne se sont pas sentis abandonnés par leur pays; mais, dès le début, on a fait appel à eux pour prendre une part active à la lutte contre les envahisseurs. »

Pourtant, « des années de bureaucratie et de terreur stalinienne » avait contribué à paralyser l'initiative des partisans et à miner l'organisation de la résistance antinazie derrière les lignes ennemies. Les bureaucrates responsables de la mise en application des plans de résistance prirent la fuite; par contre, différents comités à Minsk, en plus de celui du ghetto juif, s'organisèrent indépendamment; ils avaient tout d'abord attendu du centre des ordres, qui ne vinrent jamais. En fait, dans beaucoup de régions les communications avec Moscou n'étaient possibles que parce que certains individus courageux avaient refusé d'obéir aux ordres de Staline de rendre leurs postes de radio à ondes courtes.

Neuf sur dix des Juifs tombés aux mains des Allemands ne survécurent pas à l'hiver 1941-42. Mais on estime que parmi ceux qui survécurent, plus de 20 000 s'engagèrent dans des brigades de partisans, comme la fameuse division des partisans de Kovpak en Ukraine. Le Juif Aleksandr Skotnicki commanda la première unité nationale de partisans polonais sur le territoire soviétique, le détachement Kosciuszko en Ukraine. Les partisans rouges en Ukraine ne combattaient pas seulement les Allemands, ils étaient en même temps engagés dans une *guerre civile* contre les nationalistes ukrainiens fascistes comme l'Union des nationalistes ukrainiens (OUN) de Stepan Bandera qui massacrait indistinctement Juifs et Polonais. Tandis que les Ukrainiens s'engageaient par milliers dans les unités de partisans rouges, beaucoup des nationalistes rejoignaient les SS et la *Schutzpolizei* (police) nazie qui imposa l'« ordre nouveau » dans les villages ukrainiens, rafla et extermina les Juifs.

Dès que les Allemands entrèrent en Ukraine occidentale, les nationalistes locaux assassinèrent en masse les Juifs, ainsi que les paysans ukrainiens qui étaient communistes ou qui avaient travaillé avec les autorités soviétiques. Ensuite, ils formèrent l'Armée partisane ukrainienne et d'autres bandes nationalistes armées qui, bien que formellement « indépendantes » des forces allemandes, étaient équipées par ces dernières et s'attaquaient aux forces des partisans antinazis. Elles se livraient aussi à des massacres dans des villages polonais entiers. Les unités de partisans rouges, dont les détachements Vorochilov et Kruk, composés en majorité de Juifs, durent consacrer une part considérable de leurs efforts à simplement protéger et sauver les paysans polonais des égorgeurs nationalistes. Et pourtant, aujourd'hui, les banderistes se permettent de défiler en uniforme dans les rues de Lvov où autrefois, en 1941, ils accueillirent les envahisseurs nazis et massacrèrent quelque 7 000 Juifs le premier jour de l'occupation allemande.

Si la Révolution bolchévique a sauvé les Juifs de Russie du knout tsariste et des pogromes des cent-noirs, c'est à la victoire de l'Union soviétique sur l'Allemagne nazie que l'on doit la survie des Juifs qui restent aujourd'hui en Europe. Les Etats-Unis refusèrent l'asile à des bateaux entiers

de Juifs fuyant Hitler; et la Grande-Bretagne, pendant la guerre, a envoyé des réfugiés juifs dans un camp de concentration en Australie. *L'Union soviétique est le seul pays à avoir vraiment ouvert ses portes aux réfugiés de la terreur nazie.* Lorsque l'Allemagne occupa l'ouest de la Pologne, quelque 500 000 Juifs se réfugièrent en Union soviétique. Plus de deux millions de Juifs furent évacués des régions frontalières occidentales de l'Union soviétique vers l'Asie centrale pour éviter qu'ils tombent entre les mains des envahisseurs nazis. Les écrivains soviétiques Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman rédigèrent à la fin de la guerre *le Livre noir*, à la fois sur l'étendue des atrocités nazies commises contre les Juifs d'URSS et de Pologne et sur la résistance antinazie des Juifs et de tous les peuples soviétiques.

Même un sioniste de droite comme l'ancien premier ministre israélien Menahem Begin dut l'admettre : « Je ne peux pas oublier, et aucun Juif ne devrait l'oublier, que [...] grâce à l'Union soviétique des centaines de milliers de Juifs ont échappé aux nazis. » En fait, le nombre de Juifs d'URSS et d'Europe de l'Est qui ont survécu à l'holocauste grâce à l'Union soviétique était beaucoup plus élevé et se montait peut-être à trois millions. Que plusieurs centaines de milliers de Juifs d'Europe de l'Est aient choisi alors d'émigrer dans le désert de Palestine après la guerre et de fournir aux sionistes leur première base massive de population est en soi une condamnation du régime stalinien qui aurait probablement pu empêcher l'émergence de l'Etat sioniste d'Israël en incitant ces survivants de l'holocauste à rester en leur faisant clairement sentir qu'ils étaient les bienvenus et qu'ils avaient leur place dans l'ordre soviétique.

Les purges antisémites de l'après-guerre

Mais, au lieu de cela, les staliniens ont non seulement caché le rôle héroïque joué par les Juifs soviétiques dans la défense de la patrie d'Octobre, mais ils ont aussi toléré et encouragé une recrudescence de l'antisémitisme. Quand Pamiat et ses semblables vocifèrent aujourd'hui contre les



Enzo Nizza

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, des nationalistes ukrainiens manifestent leur soutien à un officier de l'armée d'occupation allemande.



Solomon Volkov

Paul Robeson, célèbre chanteur noir et militant du Parti communiste américain, en compagnie de l'acteur juif soviétique S.M. Mikhoels qui, en 1948, fut une des premières victimes de la purge stalinienne «anticosmopolite».

« cosmopolites », c'est un appel à peine voilé à relancer la chasse aux sorcières antijuive que Staline avait lancée dans les années précédant sa mort. C'est aussi Staline qui, de concert avec les Etats-Unis, fut le principal promoteur international de la création d'un Etat sioniste en Palestine. Puis, lorsque ses espoirs de prolonger sa coalition des temps de guerre avec l'Occident furent déçus par l'offensive impérialiste de la Guerre froide, Staline s'en prit aux éléments « étrangers » et « cosmopolites » en Union soviétique – les Juifs. Sa fille, Svetlana Alliluyeva, écrivait dans son autobiographie intitulée *Une seule année* (1971) :

« Dans l'après-guerre, l'antisémitisme devint une idéologie officielle, mise en pratique, bien qu'on ait cherché à le cacher. Mais on savait pertinemment que lors de l'admission des étudiants aux études supérieures, ou bien à la demande d'emploi, la préférence était donnée aux Russes, tandis qu'un certain pourcentage était établi pour les Juifs. C'était la résurrection du chauvinisme impérialiste de la Russie tsariste, où l'attitude à l'égard des Juifs avait toujours été la ligne de démarcation entre l'intelligentsia libérale et la bureaucratie réactionnaire. En Union soviétique, l'antisémitisme ne fut oublié que pendant les dix premières années qui suivirent la révolution. Mais avec l'exil de Trotsky, lors des « purges » et de l'extermination des anciens bolchéviks (beaucoup étaient juifs), l'antisémitisme revint « sur une base nouvelle », et surtout au sein du parti. Mon père ne se contentait pas de l'appuyer, il l'implantait lui-même. »

En Union soviétique, *le Livre noir* d'Ehrenbourg et Grossman fut interdit avant même d'être imprimé. Maria Bruskina, Juive de dix-sept ans et membre du Komsomol, fut un des trois premiers partisans publiquement exécutés par les nazis en territoire soviétique. Ses deux camarades, au nom manifestement slave, ont été identifiés et honorés à juste titre comme des héros. Bruskina par contre n'était présentée que comme « la partisane inconnue ». Ce n'est qu'après une campagne de plusieurs années menée par des journalistes soviétiques et le journal yiddish *Sovietish Heimland* que son identité juive fut révélée. La bureaucratie avait de même présenté le tristement célèbre massacre nazi de Baby Yar en Ukraine comme un massacre de citoyens

soviétiques, et il fut révélé que la plupart des victimes étaient juives uniquement grâce au poème d'Evtouchenko en 1961.

Etant donné que la bureaucratie stalinienne a pratiquement passé sous silence l'étendue des crimes nazis commis spécifiquement contre les Juifs, de même que la contribution significative des Juifs soviétiques à l'effort de guerre, il n'est pas surprenant que l'idée que les Juifs avaient été choyés et épargnés par la guerre, en sécurité en Asie centrale, ait alimenté les sentiments antisémites existants. Chostakovitch se souvient avoir entendu des commentaires comme: « Les Youpins ont fait la guerre à Tachkent » ou avoir vu des gens accoster des soldats juifs et leur demander: « Youpin, où as-tu acheté ces décorations? » Une fois la guerre finie, le régime stalinien lança d'ailleurs lui-même délibérément une campagne contre les Juifs.

Au moment même où il encourageait la création de l'Etat sioniste d'Israël après la Deuxième Guerre mondiale, Staline se lança dans une série de purges dirigées contre des Juifs éminents. Au début de 1948, le célèbre acteur et metteur en scène S.M. Mikhoels, qui avait été à la tête du Comité antifasciste juif pendant la guerre, fut mystérieusement assassiné. Un an plus tard, la *Pravda* lança publiquement la tristement célèbre campagne « anticosmopolite ». *Einikeyt*, le successeur de *Der Emes*, journal en yiddish qui avait temporairement cessé de paraître pendant la guerre, fut définitivement fermé ainsi que la maison d'édition *Der Emes* qui publiait toute la littérature en yiddish. Des centaines de communistes juifs en vue furent arrêtés, y compris la femme de Molotov. Dans l'affaire de Crimée, un bon nombre de Juifs furent accusés d'avoir comploté pour arracher la Crimée à la Russie afin d'en faire un Etat sioniste et furent exécutés. Plusieurs années après, ce fut le tristement fameux « complot des blouses blanches » où des médecins haut placés, et juifs pour la plupart, furent accusés d'avoir cherché à assassiner des dignitaires du gouvernement. (Cela ne fut stoppé qu'avec la mort du tyran en 1953.)

Staline, à la même époque, avait aussi engagé une purge visant des responsables de premier plan d'origine juive, en particulier dans l'armée. D'après l'ouvrage de Nora Levin, *The Jews in the Soviet Union Since 1917* [Les Juifs en Union soviétique depuis 1917] (1988), quelque deux cents officiers supérieurs juifs de l'Armée rouge, y compris 63 généraux, furent limogés dans la période de 1948 à 1953 que les Juifs soviétiques appellent les « années noires ». Certains ont été pris dans le filet, non pas particulièrement parce qu'ils étaient juifs mais parce que Staline, dans sa paranoïa, faisait arrêter pratiquement quiconque avait servi derrière les lignes ennemies ou avait été prisonnier de guerre. Leopold Trepper, le communiste juif polonais et officier du GRU (les services de renseignement de l'armée soviétique), qui dirigea le célèbre réseau d'espionnage l'Orchestre rouge, en plein cœur de l'Europe de l'Ouest occupée par les nazis, fut, à son retour à Moscou après sa libération d'un camp de concentration nazi, jeté à la Loubianka. Et quand finalement il fut libéré à la mort de Staline, cet héroïque espion soviétique retourna en Pologne d'où, ensuite, il fut chassé ainsi que des milliers d'autres Juifs, à la suite de la campagne antisémite de 1968 orchestrée par le stalinien « dur » Mieczyslaw Moczar.

Les sionistes: fer de lance de la croisade antisoviétique

Le conflit israélo-arabe de 1967 provoqua une vague de sentiments pro-sionistes parmi les intellectuels juifs soviétiques, et la poignée de minuscules cercles sionistes, qui avaient fait leur apparition quelques années auparavant, se développèrent de façon significative. Au même moment, les dirigeants israéliens et les organisations sionistes internationales, y compris des terroristes comme la Jewish Defense League (JDL) de Meir Kahane, lancèrent une tapageuse campagne antisoviétique pour « Libérer les Juifs soviétiques! » Pendant plusieurs années, ce fut une des armes les plus puissantes de l'arsenal idéologique de la



Herman Axelbank

Les victimes des massacres nazis à Babyn Yar en 1941. La bureaucratie stalinienne a passé sous silence le caractère spécifiquement antisémite du génocide nazi.



Avakian/Woodfin Camp



Workers Vanguard

A gauche, des soldats israéliens répriment des Palestiniens en Cisjordanie. Lors de l'invasion israélienne au Liban en 1982, les trotskystes appellent à la défense des Palestiniens contre la terreur sioniste.

guerre froide impérialiste. En 1971, Henry Jackson, membre du Parti démocrate et « sénateur de Boeing », réussit à faire passer des mesures économiques punitives américaines contre l'URSS comme moyen de chantage pour obtenir la « libération » de tous les Juifs soviétiques. A cette époque, la JDL plastiquait des bâtiments officiels soviétiques aux Etats-Unis et, en Union soviétique, des sionistes fanatiques détournaient un avion de ligne sur Israël.

Etant donné qu'une bonne partie de l'intelligentsia juive était employée comme cadres dans les établissements de la recherche scientifique et dans le complexe militaro-industriel de l'URSS, le développement de ce mouvement de « dissidents » sionistes pro-occidentaux représenta une réelle menace pour la sécurité de l'Etat soviétique. C'est ce qui apparut de la façon la plus claire avec l'affaire Anatole Chtcharansky, ce « refuznik » qui fut jugé et condamné en 1977 pour espionnage parce qu'il avait donné des listes d'installations secrètes de la défense soviétique à un journaliste américain lié à la CIA. Alors que les partis communistes d'Europe occidentale s'alignaient sur les impérialistes, nous avons publié un article intitulé « Chtcharansky est bel et bien coupable » (*le Bolchévik* n° 10, novembre 1978) :

« Anatole Chtcharansky est *coupable* d'un crime contre le prolétariat mondial : avoir transmis des secrets militaires de l'URSS, un Etat ouvrier dégénéré, aux impérialistes [...]. Puisque cet ami sioniste de la CIA est si désireux de passer "l'année prochaine à Jérusalem", qu'il signe un engagement à purger sa peine en Israël, de préférence dans un kibboutz de la région frontalière ! »

Le Kremlin chercha à amadouer les Américains, qui voulaient la guerre froide, en assouplissant un peu les restrictions à l'émigration, tout en insistant, à juste titre, que ceux qui avaient connaissance de secrets militaires ne pouvaient pas partir et que les ingénieurs et scientifiques formés en Union soviétique devaient d'abord payer leur dette à la société soviétique pour la formation qu'elle leur avait gra-

tuitement donnée. Mais au lieu d'essayer d'isoler les « dissidents » sionistes qui ne constituaient qu'une minuscule partie des Juifs soviétiques, la réaction de la bureaucratie stalinienne fut de lancer une campagne « antisioniste » fourre-tout qui revenait à désigner tous les Juifs comme des ennemis de l'Union soviétique.

Le nouveau numerus clausus dans l'enseignement supérieur, officiellement reconnu, fut justifié comme une « mesure de rééquilibrage » dont le but aurait été de permettre à toutes les nationalités d'être également représentées. En fait, cela visait les Juifs dont le nombre était disproportionnellement important dans les universités. Dans les instituts d'éducation supérieure de Moscou, la proportion de Juifs serait tombée à plus de 3 % à peine en 1970 et moitié moins dix ans plus tard. Selon Roy Medvedev notamment, on discutait même au Kremlin de chasser de tous les postes importants « les personnes appartenant à une nationalité dont l'organisation étatique poursuit une politique inamicale à l'égard de l'URSS » (cité dans *The Jewish Minority in the Soviet Union* [La minorité juive en Union soviétique], Thomas Sawyer [1979]). Cette formulation raciste est l'image au miroir de ce que les sionistes eux-mêmes prétendent : tout « vrai » Juif est un sioniste et Israël est l'Etat national des Juifs du monde entier.

Le sionisme, ennemi d'Octobre, piège mortel pour les Juifs

La campagne hystérique des sionistes pour exiger le « regroupement » de tous les Juifs soviétiques était le couronnement de décennies de haine sioniste à l'égard de la Révolution russe et du communisme. Ayant pour objectif de créer leur propre Etat bourgeois, les sionistes sont nécessairement entrés en compétition, dès le début du XX^e siècle, avec le communisme qui promettait aux Juifs une place entière et égale dans une société laïque, socialiste et internationaliste. De plus, à cause de son impuissance et de son

absence d'influence significative auprès des masses juives pro-socialistes d'Europe de l'Est, le mouvement sioniste avait besoin d'un parrainage impérialiste pour parvenir à ses fins, et il vendit ses services pour devenir un instrument de la campagne impérialiste contre la Russie soviétique et le mouvement communiste.

Theodor Herzl, le fondateur du sionisme, fit appel au soutien de toutes les puissances impérialistes les unes après les autres, et même de la Russie tsariste, offrant de détourner « les Juifs des partis révolutionnaires » (cité dans *Zionism in the Age of the Dictators* [Le sionisme à l'âge des dictateurs], Lenni Brenner [1983]). Les sionistes ont finalement obtenu de l'impérialisme britannique la déclaration Balfour et sa vague promesse d'une « patrie juive » en Palestine, sur la base, comme le dit Churchill, que cela aiderait la lutte des sionistes contre les « Juifs bolchéviques ». L'écrivain sioniste A. Ahimeir invectivait, comme le pire des antisémités tsaristes, les Juifs pour leur participation à la révolution d'Octobre :

« Plus que Denikine et Petlioura, ce sont les communistes d'origine juive qui devraient être tenus responsables des pogromes. C'est plus la faute de Trotsky que celle d'un millier de Denikine et de Petlioura. Même avant 1917, certains dirigeants sionistes avaient mis en garde les Juifs qu'ils ne devraient pas mettre leur nez dans la Révolution russe. »

Aujourd'hui, la bourgeoisie israélienne préférerait que les Juifs soient persécutés partout dans le monde afin de pouvoir faire avaler son mensonge que ce peuple ne peut trouver son salut que dans un « Etat juif ». A cette fin, malgré toutes leurs affirmations qu'ils sont les seuls défenseurs des Juifs dans le monde entier, les sionistes, dans leurs efforts pour édifier le « Grand Israël », ont travaillé main dans la main avec des réactionnaires antisémites locaux. Non seulement les sionistes de tendance révisionniste admiraient le fasciste Mussolini, mais un futur chef de l'Etat sioniste essaya même de servir d'entremetteur pour le III^e Reich nazi. A l'époque où l'ancien premier ministre israélien Itzhak Shamir en était un des principaux dirigeants, le groupe terroriste-fasciste Lehi (le « groupe Stern ») chercha à faire un marché avec Hitler et son « ordre nouveau » sur la base qu'ils étaient d'accord que la place des Juifs n'était pas en Allemagne, argumentant qu'« une convergence d'intérêts est possible entre les buts de l'Ordre nouveau en Europe selon l'approche allemande et les véritables aspirations nationales du peuple juif » (*Jerusalem Post*, 1^{er} juillet 1989).

Aujourd'hui, une fois de plus, les sionistes voient une « convergence d'intérêts » similaire avec les Pamiat et autres, comme l'a fait clairement comprendre l'American United Jewish Appeal dans une déclaration faite en 1990 : « En ce moment, des organisations néofascistes comme Pamiat menacent de perpétrer des pogromes si les Juifs ne quittent pas l'Union soviétique, MAIS EMIGRER EST EXACTEMENT CE QUE VEULENT LES JUIFS SOVIETIQUES. »

Il semble que l'hystérie et la panique qui ont poussé à quitter leur patrie des centaines de milliers de Juifs, qui s'étaient jusqu'alors considérés comme des membres loyaux et patriotes de la société soviétique, ait été en partie le résultat d'une manipulation. Des rumeurs de pogromes imminents, largement répandues début 1989, ont beaucoup fait pour alimenter une émigration à grande échelle, et finalement rien ne s'est produit. Ce ne serait certainement

pas atypique des sionistes de faire circuler de telles rumeurs et même de se livrer à des provocations antisémites dans le but de pousser des Juifs à émigrer en Israël. Il suffit de se rappeler le rôle central qu'a joué le Mossad dans la dernière émigration (Alya) importante vers Israël, celle des Juifs séfarades du Proche-Orient dans les années 50 avec, entre autres crimes, le plasticage d'une synagogue pleine de fidèles à Bagdad. Quelles que soient les illusions des Juifs soviétiques quand ils montent à bord de l'avion d'El Al à Moscou, ils se rendent vite compte qu'ils ne sont pas venus au pays du lait et du miel. L'économie israélienne qui repose sur des bases très étroites est tout simplement incapable d'absorber sans à-coups des centaines de milliers de nouveaux immigrants. Economiquement Israël est un cas désespéré, avec un taux de chômage de 10% avant même l'arrivée de la vague d'immigrants soviétiques. Trois immigrants soviétiques sur quatre n'ont pas réussi à trouver de travail, et des centaines de femmes ont été obligées d'en arriver à faire commerce de leur corps. Des 3000 scientifiques arrivés en 1990, seulement 160 ont trouvé un emploi (lire « Les Juifs soviétiques en Israël : pions dans la "solution finale" sioniste », *le Bolchévik* n° 108, février 1991). Une immigrée de fraîche date, dont le mari, qui avait été ingénieur électricien à Kiev, n'avait pu trouver qu'un travail en usine mal payé (avant d'être licencié pour avoir demandé une augmentation), se plaignait : « Nous nous sentons inutiles, exploités et malheureux. » Il n'est pas étonnant que le taux d'immigration des Juifs soviétiques ait fortement baissé quand les immigrants de fraîche date ont écrit à leurs parents et amis restés au pays dans quelles conditions misérables ils vivent sur la « terre promise ».

A la recherche désespérée de logements et d'emplois, les immigrants soviétiques se trouvent forcés de remplacer la main-d'œuvre arabe palestinienne et sont envoyés dans les « colonies » fascistes des territoires occupés. Ils deviennent donc des pions clés dans les desseins des dirigeants sionistes qui veulent construire un « Grand Israël » en réprimant dans le sang les Palestiniens des territoires occupés. Mais l'Etat-garnison israélien est entouré par plus de cent millions de voisins arabes. L'Etat d'Israël sioniste n'offre aucun salut au peuple juif. C'est au contraire la mort qui attend les Juifs, comme Trotsky l'écrivait à la veille de

LE BOLCHEVIK
Novembre 1978

Chtcharansky est bel et bien coupable !

Nous reproduisons ici l'article que publiait *Workers Vanguard* lors du procès de Chtcharansky, présentant la méthode marxiste face à la question des distants confédérés, et qui n'a rien perdu de son importance, surtout face à la position de l'organisation communiste internationaliste (OCI) qui accusait Chtcharansky alors même qu'il est coupable d'un crime aux yeux du prolétariat : d'avoir trahi les secrets militaires soviétiques à l'impérialisme.

Il y a quelque temps, les titres en grosses lettres, sur cinq colonnes annonçant de nouveaux "procès de Moscou" et une super-campagne de presse sur "le traître d'Anatole Chtcharansky", ont dominé les médias occidentaux. Universellement, l'attention a été concentrée sur le procès du 15 juillet du dissident soviétique Chtcharansky, reconnu coupable de trahison par le tribunal de Moscou, y compris un "test fondamental du degré de "fermeté" que l'administration Carter adopterait contre l'URSS.

Le bureaucrate soviétique qui dirige l'URSS, du

qué les titres criards, les pleurnicheries sur le dissident "à l'humour grinçant" et sa belle jeune femme, le cas Chtcharansky a été moins qu'un brillant succès pour Carter.

Naturellement, le Kremlin utilisait la dernière scène de procès pour calomnier tout le mouvement dissident soviétique comme une bande d'espions purement inspirés par des services secrets occidentaux, un procédé usé par le temps. Ceci est si évident que même absurde que personne n'y croit. Slepak, Orlov et Gumbour, quelles que soient leurs idées anticommunistes et/ou sionistes, n'ont commis aucun crime connu et pourtant ont été atrocement réprouvés. Mais il est tout aussi faux de prétendre que la CIA et d'autres services occidentaux n'ont pas un profond intérêt à exploiter ce mouvement. Ils se sont déjà fait prendre au train d'espionnage d'obtenir des informations de dissidents (et se sont brisés les dents lorsque "il s'avéra qu'une de ses sources, le compagnon de chambre de Chtcharansky, était un mouchard du KGB).

Chtcharansky lui-même fut visé par la police so-

Le Bolchévik (n° 10), le journal de la Ligue trotskyste, prit clairement position pour la défense de l'Union soviétique contre Chtcharansky, espion avéré pour les sionistes et la CIA.



Reuters



Spartakist

Rostock, Allemagne, août 1992 – Un incendie criminel nazi contre un foyer de réfugiés déclencha une vague de manifestations antifascistes, dans lesquelles nos camarades du SpAD luttèrent en faveur de mobilisations ouvrières/immigrées pour stopper les nazis.

l'holocauste dans un article inachevé de juillet 1940 :

« Les développements futurs de la guerre pourraient bien transformer la Palestine en un piège meurtrier pour des centaines de milliers de Juifs. Jamais aussi clairement qu'aujourd'hui le salut des Juifs n'est apparu si indissociablement lié au renversement du capitalisme. »

Il ne peut y avoir de solution équitable à l'horreur nationaliste du Proche-Orient à moins d'une révolution prolétarienne. Dans sa diaspora dispersée dans tout le Proche-Orient (ainsi qu'en Europe et en Amérique du Nord), le peuple arabe palestinien est devenu une des couches les plus éduquées et cosmopolites de la région. Les ouvriers et les intellectuels prosocialistes palestiniens peuvent jouer un rôle central dans le déclenchement d'une lutte de classe dans toute la région, brisant ainsi l'état du nationalisme et faisant exploser de l'intérieur l'Etat-garnison sioniste. Ce qu'il faut, c'est un parti trotskyste qui soit capable de s'adresser à tous les ouvriers et opprimés sur la base de leurs intérêts internationalistes communs et en garantissant les droits nationaux tant du peuple de langue hébraïque que du peuple palestinien, dans le cadre d'une fédération socialiste du Proche-Orient. *Israël hors des territoires occupés! Défense des Palestiniens!*

Le rôle des Juifs dans l'histoire

La révolution d'Octobre a donné corps à la promesse que le marxisme fait au peuple juif : la solution à sa persécution et à son oppression réside dans le socialisme. La première révolution ouvrière fut menée sous le drapeau de l'internationalisme et c'est sous cette bannière que les Juifs, qui avaient si longtemps souffert sous l'empire tsariste obscurantiste, ont été émancipés. Le grand nombre de Juifs à la tête de la révolution et de l'Etat soviétique des premières années est en soi une preuve du saut spectaculaire accompli par le peuple juif, en comparaison non seulement avec les

horreurs de l'autocratie tsariste mais aussi avec les pays « démocratiques » les plus avancés d'Occident. L'historien Ainsztein le remarquait à ce propos :

« L'histoire des Juifs russes entre 1917 et juin 1941 a suivi des chemins tellement différents de celui des Juifs de Pologne et d'autres pays du monde qu'en fin de compte cela a produit un nouveau type de Juifs [...]. »

« Le fait que des Juifs soient devenus des chefs militaires était l'expression la plus frappante des changements sociologiques et psychologiques chez les Juifs soviétiques. »

Les persécutions antisémites en Pologne et en Russie sont un exemple typique du terrible sort qui était réservé au peuple juif avec la montée du capitalisme. Les sionistes et les obscurantistes religieux attribuent la survie des Juifs, en tant que peuple distinct, à travers les siècles aux décrets bibliques qui désignent le « peuple élu ». Les antisémites prétendent, eux, que les Juifs sont le « peuple déicide » qui a été condamné par dieu à une éternelle errance, tout en alléguant un prétendu « complot international » qui, depuis des siècles, viserait à une domination juive sur le monde. Que de telles foutaises métaphysiques soient encore monnaie courante plusieurs centaines d'années après le Siècle des Lumières bourgeois est symptomatique de l'emprise de la réaction impérialiste. Pour comprendre l'oppression actuelle du peuple juif, il faut comprendre son rôle dans l'histoire. Cela ne peut être compris que dans une perspective internationaliste.

Le jeune trotskyste belge Abraham Léon, se basant sur les écrits de Marx et de Kautsky sur la question, a débarrassé l'histoire des Juifs de la mythologie métaphysique qui l'obscurcissait jusque-là dans son livre *la Conception matérialiste de la question juive* (publié en 1946) qu'il écrivit en 1941, alors qu'il organisait la résistance clandestine antinazie. Léon, Juif belge né en Pologne, rompit avec le sionisme de gauche peu de temps après le début de la Deuxième Guerre mondiale pour devenir marxiste. Il joua un rôle de

premier plan dans l'organisation trotskyste belge clandestine. Capturé par les nazis en 1944, il fut renvoyé dans sa Pologne natale pour y être assassiné dans les chambres à gaz d'Auschwitz. Le destin de Léon fut typique d'une génération entière de cadres trotskystes qui furent massacrés tant par Staline que par Hitler, ce qui eut pour effet de pratiquement décapiter le mouvement trotskyste d'après-guerre en Europe et de le rendre vulnérable à des attaques révisionnistes. C'est ce ravage politique qui est à la source de la situation actuelle où de nombreux groupes se réclament d'un lien avec le trotskysme alors qu'ils sont en fait de vulgaires sociaux-démocrates.

Dans son analyse incisive, Léon explique qu'en Europe l'existence du peuple juif en tant que peuple distinct depuis le Moyen Age, ainsi que son oppression brutale sous le capitalisme, résident dans son rôle social de «peuple-classe» commerçant dans la société féodale et préféodale. Ce rôle ne pouvait être joué que par des gens qui étaient étrangers à la structure féodale du Moyen Age car les autorités ecclésiastiques avaient formalisé la nécessité d'un secteur commercial «extérieur» en interdisant aux chrétiens de s'adonner à l'usure (de prêter de l'argent avec intérêt). Ce rôle prit fin avec la montée du capitalisme mercantile, et les Juifs furent chassés d'un pays d'Europe occidentale après l'autre. Une poignée d'entre eux, comme les Rothschild, réussirent à se faire une place dans les cercles bancaires européens et s'avancèrent dans la voie d'une assimilation complète. Mais la grande majorité dut fuir vers les sociétés encore féodales d'Europe de l'Est, en particulier la Pologne. Mais, quand la noblesse polonaise commença à se morceler au XVII^e siècle, la situation des Juifs y devint de plus en plus dangereuse et misérable.

Des petits villages et des domaines féodaux où ils étaient commerçants, taverniers et intermédiaires financiers entre les nobles et la paysannerie écrasée par la misère, ils émigrèrent alors vers les villes et, plus à l'est, en Russie. Il



Edition La Brèche

Abraham Léon, théoricien et dirigeant trotskyste dans la clandestinité, assassiné par les nazis à Auschwitz

existait déjà en Russie, depuis plus de mille ans, des communautés juives, comme les Khazars, mais c'est seulement lorsque la Russie conquiert le Royaume de Pologne et de Lituanie, à la fin du XVIII^e siècle, que fut incluse dans l'empire tsariste une population juive importante, qui constituait d'ailleurs la majorité des Juifs du monde. Mais la Russie tsariste était elle aussi sur le point de connaître un développement capitaliste, et les Juifs allaient y connaître le même destin. Comme l'écrivit Abraham Léon :

«Les Juifs vivaient dans les pores de la société féodale. Lorsque l'édifice féodal se mit à crouler, il commença par expulser ces éléments qui lui étaient à la fois étrangers et indispensables. Avant même que le paysan eut quitté le village pour le centre industriel, le Juif avait abandonné la petite ville médiévale pour émigrer dans les grandes cités de l'univers. La destruction de la fonction séculaire du judaïsme dans la société féodale s'accompagne de sa pénétration passive dans la société capitaliste [...].

«La situation, extrêmement tragique du judaïsme à notre époque, s'explique par l'extrême précarité de sa position sociale et économique. Éliminés les premiers par le féodalisme décadent, les Juifs furent aussi les premiers rejetés par les convulsions du capitalisme agonisant. Les masses juives se trouvèrent coincées entre l'enclume du féodalisme décadent et le marteau du capitalisme pourrissant.»

Dans leur grande majorité, les masses juives de Pologne et de Russie parvenaient à peine à subsister comme petits artisans, ouvriers non qualifiés dans de petits ateliers ou *Luftmenschen* qui survivaient tant bien que mal en colportant ou vendant tout ce qu'ils pouvaient. Des barrières leur étaient imposées de tous côtés par les restrictions antisémites, et ils étaient périodiquement victimes de pogromes destinés à détourner sur eux le mécontentement des paysans pauvres vis-à-vis de l'autocratie tsariste. Les intellectuels et prolétaires juifs qui avaient rompu avec l'obscurantisme religieux du ghetto gravitaient tout naturellement autour des nouveaux mouvements de libération sociale. Ils comprenaient instinctivement, comme Léon devait l'expliquer, que leur émancipation ne pouvait se faire que dans le cadre d'une émancipation sociale et nationale générale de tous les peuples. La machination antisémite montée contre Alfred Dreyfus, officier de l'armée française, dans les toutes dernières années du XIX^e siècle, montra avec éclat que même dans les pays les plus « démocratiques », la question juive ne pouvait pas être résolue par le truchement d'une assimilation libérale dans le cadre du capitalisme. Pour ce peuple sans patrie, la révolution socialiste internationale était la seule voie vers la liberté.



Niedenthal/Time

Les fascistes russes de Pamiat répandent le venin de l'antisémitisme.

C'est ce qui poussa tant d'intellectuels et d'ouvriers juifs à devenir communistes. Quand il voulut s'attaquer au programme bolchévique de la révolution mondiale, Staline dut nécessairement mener une guerre d'extermination contre ceux qui continuaient le combat de Lénine, c'est-à-dire l'Opposition de gauche trotskyste, et adhérer au nationalisme russe dont l'antisémitisme était une composante. De la trahison de la Révolution chinoise en 1925-27 à l'étranglement de la Révolution ouvrière espagnole à la fin des années 30, du sectarisme de la « troisième période » (qui permit à Hitler de s'emparer du pouvoir sans coup férir) aux « Fronts populaires » de capitulation devant l'impérialisme occidental et au pacte Hitler-Staline, le stalinisme a miné la défense du premier Etat ouvrier et gaspillé les énergies et les vies de millions de militants qui s'étaient regroupés derrière la bannière internationaliste de cet Etat. Il n'est donc pas surprenant que les communistes juifs aient été parmi les principales victimes de cette perfidie.

Mais la perversion du bolchévisme par Staline ne fut pas sans rencontrer d'opposition. A chaque pas les trotskystes opposèrent une politique révolutionnaire internationaliste aux conciliations et capitulations de la bureaucratie. Ils se battirent pour la révolution socialiste mondiale, seule garantie à la défense de l'Union soviétique, et ils opposèrent à la banqueroute de la Troisième Internationale stalinisée une nouvelle Internationale, la Quatrième Internationale bolchévique-léniniste. Parce qu'ils avaient une conscience internationaliste, les trotskystes combattirent de façon conséquente l'antisémitisme. Dans son autobiographie *le Grand jeu*, l'héroïque espion soviétique Leopold Trepper rendit hommage à la fidélité sans faille des trotskystes au programme d'Octobre, alors que les boukhariniens et autres avaient capitulé devant Staline, le monstrueux gangster vénal qui avait pris le contrôle de l'Etat ouvrier :

« Mais qui donc à cette époque protesta ? Qui se leva pour crier son dégoût ?

« Les trotskystes peuvent revendiquer cet honneur. A l'instar de leur leader, qui paya son opiniâtreté d'un coup de piolet, ils combattirent totalement le stalinisme, et ils furent les

seuls. A l'époque des grandes purges, ils ne pouvaient plus crier leur révolte que dans les immensités glacées où on les avait entraînés pour mieux les exterminer. Dans les camps, leur conduite fut digne et même exemplaire. Mais leur voix se perdit dans la toundra.

« Aujourd'hui, les trotskystes ont le droit d'accuser ceux qui jadis hurlèrent à la mort avec les loups. Qu'ils n'oublient pas toutefois qu'ils possédaient sur nous l'avantage immense d'avoir un système politique cohérent, susceptible de remplacer le stalinisme, et auquel ils pouvaient se raccrocher dans la détresse profonde de la Révolution trahie. Eux n'"avaient" pas, car ils savaient que leurs aveux ne servaient ni le parti ni le socialisme. »

Pour un parti d'avant-garde internationaliste !

Des décennies de sabotage stalinien ont ouvert les vannes à la contre-révolution capitaliste en Union soviétique. Le stalinisme a corrompu ou écrasé les aspirations communistes de plusieurs générations, anéantissant l'internationalisme qui avait animé la Révolution russe, atomisant et paralysant politiquement le prolétariat soviétique. Staline, le « fossoyeur de la révolution », détruisit le Parti bolchévique et l'Internationale communiste, subordonna le prolétariat international aux diktats de l'impérialisme « démocratique », désorganisa l'économie planifiée et centralisée par la gestion catastrophique et le sabotage bureaucratiques, encouragea le nationalisme grand-russe. L'Union soviétique a été disloquée par les forces mêmes que la bureaucratie stalinienne avaient libérées.

Aujourd'hui, la montée du nationalisme réactionnaire en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS, avec l'aide et les encouragements des sionistes d'Israël, menace de mener l'holocauste de Hitler à sa conclusion finale : rendre cette région du monde *Judenrein* – « purifiée » des Juifs. Ce serait là une cruelle ironie de l'histoire que la plus grande concentration de survivants juifs de la « solution finale » nazie se sentent forcés d'émigrer dans l'Etat sioniste d'Israël et soient utilisés comme troupes de choc dans la persécution raciste du peuple palestinien. Il vaudrait beaucoup mieux pour les Juifs de l'ex-URSS qu'ils restent dans leur pays

Moscou,
7 novembre 1991 –
Des partisans de
la LCI manifestent
à l'occasion de
l'anniversaire
de la révolution
d'Octobre.



et qu'une fois encore ils contribuent, en tant que combattants internationalistes, à la lutte révolutionnaire pour vaincre le nouvel ordre pogromiste.

Il ne peut pas y avoir de retour au passé stalinien. Ce qu'il faut, c'est un retour au programme *léniniste* pour un futur de socialisme mondial. L'Opposition de gauche trotskyste s'est battue contre vents et marées pour défendre la bannière d'Octobre. A chaque nouvelle ouverture révolutionnaire, elle a cherché à renverser le cours qui avait conduit à l'isolement et à la dégénérescence de l'Etat soviétique. Cet héritage programmatique nous guide aujourd'hui dans notre combat pour construire un véritable parti léniniste-trotskyiste dans l'ex-Union soviétique et refaire du Kremlin un bastion d'internationalisme prolétarien.

Dès l'émergence de Pamiat, nous, trotskystes, avons appelé à des mobilisations indépendantes pour écraser cette sinistre vermine antisémite et contre-révolutionnaire. Quand, en 1988, Pamiat entreprit de manifester chaque semaine à Leningrad, nous avons écrit :

« Pour chacun des fascistes de Pamiat, il y a des dizaines, des centaines d'ouvriers, d'étudiants, d'anciens combattants, de jeunes conscrits qui haïssent les fascistes et qui viendraient volontiers un jeudi au jardin Roumiantsevsky pour donner une bonne leçon aux nazis russes. Qui peut douter qu'une seule manifestation combative, avec 50000 habitants de Leningrad en colère, préparés comme il convient pour se défendre, qui viendraient pour brûler des drapeaux à croix gammée face à Pamiat, et prêts à chasser ces nazis jusqu'au fleuve Neva ou à les pousser dans les canaux, mettrait un terme à Pamiat ? »

– « Les ouvriers soviétiques doivent écraser Pamiat ! », *le Bolchévik* n°87, octobre 1988

Mais la bureaucratie a laissé Pamiat se développer et, maintenant, de tels chauvins réactionnaires en Russie, ainsi que les fascistes nationalistes du même acabit dans les autres républiques, sont prêts à semer la terreur et à faire couler le sang des communistes, des Juifs et des minorités locales. En Ukraine et dans les Etats baltes, des forces carrément fascistes, les héritiers directs des collaborateurs nazis et des tueurs SS de la Deuxième Guerre mondiale, sont à l'offensive et siègent parfois au gouvernement. Mais les ravages de la restauration capitaliste ont aussi provoqué une réaction aiguë des travailleurs, y compris une grève massive des mineurs de charbon en Ukraine en juin 1993 et la vague actuelle de luttes ouvrières combattives dans la Pologne de Lech Walesa. L'opposition massive à la politique antiouvrière et antifemmes de Solidarność a permis aux sociaux-démocrates polonais, anciennement staliniens, de remporter une écrasante victoire aux élections parlementaires de septembre 1993.

Durant toute la période qui a conduit à la victoire d'Eltsine en août 1991 et depuis cette date, la LCI, malgré ses modestes ressources et ses capacités linguistiques limitées en russe, a diffusé sa propagande en Russie, en Ukraine et ailleurs, et a mis en garde contre le danger contre-révolutionnaire, avançant une perspective de lutte internationaliste. Le jour anniversaire de la Révolution en novembre 1990 à Leningrad, le drapeau de la Quatrième Internationale a été déployé en public pour la première fois depuis des décennies en Union soviétique, et un cortège de partisans de la LCI a défilé avec des mots d'ordre montrant la voie du retour à Lénine et Trotsky : « Défense des acquis de la révolution d'Octobre ! », « A bas la restauration du capitalisme ! », « Le pouvoir aux soviets des travailleurs ! »

L'année suivante, la déclaration de la LCI, « Infligez une



Spartakist

Berlin-Est, 3 janvier 1990 – 250 000 manifestants sont rassemblés contre la profanation du monument à la mémoire des soldats de l'Armée rouge à Treptower Park. Sur la banderole des trotskystes : « A bas l'OTAN ! Défense de l'Union soviétique ! »

défaite à la contre-révolution d'Eltsine-Bush ! », diffusée à plus de 100 000 exemplaires immédiatement après le contre-coup d'Etat d'Eltsine, avançait un programme de lutte contre l'asservissement capitaliste, soulignant la nécessité d'organiser des détachements multinationaux de défense ouvrière pour prévenir les massacres intercommunautaires et s'opposer à l'agitation antisémite. Les camarades de la LCI à Moscou ont participé aux manifestations pour défendre le Musée Lénine menacé de fermeture, avec des pancartes s'opposant à la perspective nationaliste des « patriotes » staliniens : « Le nationalisme est le fer de lance de la contre-révolution ! », « Internationalisme prolétarien pour défendre l'Union soviétique ! », « Le parti léniniste doit être le tribun du peuple ! », « A bas le chauvinisme grand-russe et l'antisémitisme ! », « Retour à la voie de Lénine et Trotsky ! »

La tâche centrale aujourd'hui est de forger un noyau d'avant-garde trotskyste autour duquel un authentique parti communiste pourra être reconstruit. Le parti de Lénine avait pu unir les ouvriers des différentes nationalités de la « prison des peuples » tsariste dans le combat pour la révolution socialiste parce qu'il luttait contre toutes les manifestations de discrimination et contre tous les privilèges. Dans la lutte pour renverser la contre-révolution capitaliste qui menace de noyer dans le sang la patrie d'Octobre, il faut forger un nouveau Parti bolchévique qui se battra sans répit contre toutes les manifestations d'antisémitisme, de chauvinisme et d'arriération, un parti dans lequel les communistes juifs pourront une fois encore jouer un rôle glorieux et vital. Pour une révolution socialiste qui balaie la contre-révolution d'Eltsine ! ■

Mumia Abu-Jamal...

(Suite de la page 56)

Les flics et leurs amis en haut lieu savent que Jamal symbolise la peine capitale en Amérique – nous devons nous aussi en être conscients. Joignez-vous à la campagne pour sauver Mumia Abu-Jamal !

La machination contre Mumia Abu-Jamal

Le 9 décembre 1981, au petit matin, Mumia Abu-Jamal, qui travaille comme chauffeur de taxi, aperçoit son frère Billy en train de se faire tabasser par le policier Daniel Faulkner. Jamal sort de son taxi et reçoit dans le ventre une balle qui manque de peu de le tuer. Il est retrouvé assis sur le bord du trottoir, perdant son sang en abondance. Faulkner est mort. Et Jamal sera condamné à mort au terme d'une machination raciste classique, dans le plus pur style du Sud américain, accusé d'avoir tué ce policier.

Jamal a toujours clamé son innocence et quatre témoins affirment avoir vu un troisième homme tirer sur Faulkner et s'enfuir. Mais Jamal fut présumé coupable par le juge-bourreau Albert Sabo et n'eut pas le droit de présenter sa défense au cours de son procès qui fut truqué, bourré de violations de ses droits constitutionnels. Sabo, le « roi de l'exécution capitale », a condamné à mort davantage d'hommes et de femmes que n'importe quel autre juge américain. Dans une ville dont plus de 40% de la population est noire, tous les jurés noirs sauf deux furent récusés. Il fut refusé à Jamal le droit d'assurer lui-même sa défense ou d'être défendu par l'avocat de son choix. Il ne lui fut alloué que 150 dollars pour l'enquête préliminaire dans une affaire où la police avait déjà interrogé 125 personnes. Il fut expulsé de la salle d'audience par le juge et ne put suivre la plus grande partie de l'audition des témoins à charge. Son avocat commis d'office ne connaissait pas le dossier et demanda à plusieurs reprises à être démis de cette affaire. Il fut par la suite rayé du barreau.

Jamal a été condamné à mort pour ses activités et opinions politiques. Le procureur a obtenu sa condamnation en déclarant à un jury presque entièrement blanc que l'appartenance de Jamal au Black Panther Party (BPP) et l'emploi, douze ans auparavant, du mot d'ordre « Le pouvoir au peuple » et de la vieille formule maoïste « Le pouvoir est au bout du fusil » « prouvaient » qu'il était un « tueur de flics » ! En 1990, la Cour suprême des Etats-Unis a déclaré irrecevable la procédure d'appel engagée par Jamal.

L'histoire de Philadelphie, la ville de Rizzo

Depuis la féroce émeute de 1871 (au cours de laquelle des bandes de Blancs assassinèrent quatre Noirs) jusqu'au bombardement de la communauté MOVE le 13 mai 1985, Philadelphie a toujours été un enfer raciste. Des Noirs ghettoïsés dans des logements vétustes et surpeuplés ; des écoles ségréguées et délabrées ; un chômage et une mortalité infantile presque deux fois plus importants chez les Noirs que chez les Blancs ; ce statu quo maintenu par la violence des flics racistes à la gâchette facile, dirigés par Frank Rizzo – c'est la ville dans laquelle Jamal est né et a grandi. L'histoire de la campagne de l'ex-maire Frank Rizzo contre la population noire de Philadelphie est une histoire de terreur orchestrée par l'Etat. Et à chaque moment clé, Jamal était là pour révéler et dénoncer l'injustice.

En 1966, Rizzo, à la tête d'une unité de 80 flics, conduisit

des raids contre les meetings du SNCC, un groupe qui militait activement pour les droits civiques des Noirs. En 1967, Rizzo envoya par cars entiers des flics matraquer les jeunes qui protestaient contre le niveau misérable de l'enseignement dispensé dans les écoles ségréguées de Philadelphie. 57 jeunes furent arrêtés, et 22 grièvement blessés. Parmi ceux qui se battaient pour rebaptiser « Malcolm X » le lycée Benjamin Franklin, il y avait Mumia Abu-Jamal, alors âgé de treize ans.

En 1968, Jamal fut passé à tabac et arrêté par les flics en civil de Rizzo pour avoir manifesté contre un meeting électoral du candidat à la présidence George Wallace, apôtre de la « ségrégation pour toujours ». En septembre 1969, les flics de Rizzo investissaient et mettaient à sac les locaux du BPP. Mumia Abu-Jamal, cofondateur de la section locale du BPP et alors âgé de quinze ans, figurait parmi les personnes arrêtées. Le 14 décembre de la même année, les flics armés encerclèrent l'église dans laquelle 1000 personnes rendaient hommage au dirigeant des Black Panthers Fred Hampton, assassiné dix jours plus tôt dans son lit par les flics de Chicago et le FBI. Jamal fut le premier à prendre la parole au cours de cette cérémonie, à laquelle les journaux de Philadelphie consacèrent de nombreux articles. Trois semaines plus tard, il figurait en bonne place dans un article sur les Black Panthers publié en première page du *Philadelphia Inquirer*, le principal journal local.

En coordination avec le FBI et sa meurtrière opération COINTELPRO contre le mouvement noir (qui coûta la vie à 38 membres du BPP), Rizzo et sa police avaient établi des dossiers sur 18000 personnes et 600 organisations. Cette campagne de terreur policière atteignit son point culminant avec le tristement célèbre raid d'août 1970 contre le local des Panthers, raid au cours duquel les membres du BPP furent alignés contre le mur et contraints de se désabiller sous le regard des journalistes. Rizzo devint le héros des excités de l'« ordre » raciste.

Jamal ne pouvait échapper à l'attention de Rizzo. Il était parmi les journalistes qui couvrirent la conférence de presse donnée par Rizzo après le siège de la maison de la communauté MOVE, en 1978, par plusieurs centaines de flics armés jusqu'aux dents. Rizzo accusa la « nouvelle race de journalistes » d'être responsables de la mort d'un flic et lança cette menace : « Ils croient ce que vous écrivez, ce que vous dites. Et cela doit cesser. Et un jour – et j'espère que ce sera pendant ma carrière – vous serez tenus pour responsables de ce que vous faites, et vous en répondez. »

L'occasion pour l'Etat de « régler ses comptes » se présenta trois ans plus tard, le 9 décembre 1981, quand Jamal reçut dans le ventre une balle tirée par un flic et fut victime d'un coup monté et condamné à mort.

Halte au lynchage judiciaire raciste !

Comme l'écrivait Jamal dans la prestigieuse revue *Yale Law Journal*, « dans le quartier des condamnés à mort, vous trouverez un monde plus noir. Les Afro-Américains, qui ne représentent que 12% de la population du pays, constituent environ 40% des condamnés à mort. » Plus de 80% des condamnés à mort de Philadelphie sont noirs et *environ un tiers des condamnés à mort l'ont été... par le juge Sabo.*

A la brutale réalité du chômage endémique, de la pauvreté et de la croissance vertigineuse du nombre des sans-abri, les dirigeants de la société américaine ne proposent comme solution que davantage de répression. Les écoles sont en

ruines – construisons plus de prisons. Les usines ferment – supprimons les prestations sociales et recrutons plus de flics. Le taux de chômage chez les jeunes hommes noirs est de 60% – jetons-les dans des camps de redressement. Pénurie de logements – déclarons la « guerre à la drogue », pour faire des descentes dans les HLM et jeter à la rue des familles entières.

Avec 1 500 000 personnes derrière les barreaux, les Etats-Unis sont de loin la plus grande prison du monde ; le pourcentage de Noirs incarcérés atteint un niveau qui aurait fait rêver les dirigeants de l'apartheid sud-africain. Plus de 25% des jeunes hommes noirs sont sous la « tutelle » d'un système de « justice » en réalité injuste et criminel.

La peine capitale, c'est le meurtre raciste institutionnalisé. C'est l'héritage de l'esclavage – le lynchage judiciaire ; c'est perpétuer l'idéologie qui proclamait que les Noirs ne sont pas des êtres humains et qu'ils peuvent être tués en toute impunité. Les exécutions perpétrées par l'Etat sont un acte social destiné à intimider et réprimer une population entière. La peine de mort, appliquée aujourd'hui par la machinerie impitoyable de l'Etat capitaliste moderne, se rattache à la tradition séculaire de la torture.

En 1987, la Cour suprême des Etats-Unis a reconnu le caractère racialement discriminatoire de l'application de la peine de mort, mais en prétendant que *cela n'avait pas d'importance* : « Poussé à sa conclusion logique, [cet argument] remettrait gravement en question les principes sur lesquels repose notre système de justice pénale. » La Cour suprême réaffirme ainsi le principe énoncé par le juge Roger Taney dans l'affaire Dred Scott en 1857 : les Noirs « n'ont aucun droit que l'homme blanc soit tenu de respecter ».

La peine de mort va de pair avec la terreur extra-légale du Ku Klux Klan et les exécutions sommaires par les flics dans les rues, pour maintenir les Noirs « à leur place ». La lutte pour l'abolition de la peine de mort est partie intégrante de la lutte historique pour l'égalité des Noirs en Amérique et en nous battant pour Jamal, nous porterons un coup à tout l'appareil de la répression capitaliste raciste.

Sauvons Mumia Abu-Jamal !

Jamal n'est pas seul. Plus de 40 000 personnes ont signé des pétitions ou envoyé des lettres au gouverneur de Pennsylvanie pour exiger qu'il ne soit pas exécuté. En France, cette campagne a été relayée par le Comité de défense sociale (CDDS). Elle a trouvé un écho particulièrement sensible auprès des jeunes issus de l'immigration maghrébine et africaine noire, qui subissent eux aussi quotidiennement les discriminations et la terreur d'une société et d'un Etat bourgeois profondément racistes. Partout dans le monde, des syndicats représentant des millions de travailleurs se sont engagés dans le combat pour sauver Jamal. Parmi eux, la CGT française ; des sections syndicales de l'ILWU (dockers) à San Francisco et de l'ATU (transports) à Chicago ; plusieurs syndicats au Canada, en Australie, en Grande-Bretagne et au Mexique. Des personnalités : Harry Belafonte ; Angela Davis ; Ron Dellums, député de Californie ; les acteurs Ossie Davis, Danny Glover et Whoopi Goldberg ; en Allemagne, l'écrivain Stefan Heym et Gregor Gysi, députés du PDS au Bundestag ; H. Bangou, sénateur de la Guadeloupe (apparenté au groupe PC) ; en Belgique, cinq sénateurs : J. Tavernier (Verts flamands), N. Maes (Volksunie), K. De Gucht (Parti libéral flamand), M. Stroobant et W. Seeuws (Parti socialiste flamand). Plusieurs organisa-

tions : le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme, dirigé par G. Marchais ; le MRAP ; l'organisation de Serge Klarsfeld Les Fils et Filles des déportés juifs de France ; le PDS allemand ; la Confédération des associations kurdes en Europe (KON-KURD) ; la WOSA et le Workers List Party, en Afrique du Sud ; la Fondation culturelle Palmares, au Brésil. Ce sont là seulement quelques-unes des personnalités et organisations qui, avec des dizaines de milliers d'autres personnes dans le monde, disent : « Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir. »

La campagne pour le sauver est à une étape critique. Ses avocats, sous la direction de Leonard Weinglass et avec le concours du Legal Defense Fund du NAACP, une des plus importantes organisations antiracistes américaines, sont en train d'engager une procédure pour obtenir l'ouverture d'un nouveau procès auprès des tribunaux de l'Etat de Pennsylvanie. Même si nous utilisons toutes les ressources légales à notre disposition pour sauver la vie de Jamal, les partisans de l'abolition de la peine de mort ne peuvent pas s'attendre à ce que justice soit rendue dans les tribunaux capitalistes. Nous devons nous appuyer sur la mobilisation de puissantes forces sociales pour le sauver. Dans les années 1930, des manifestations ouvrières à Berlin, à Paris et dans d'autres villes d'Europe, ainsi que dans tous les Etats-Unis, jouèrent un rôle crucial pour empêcher le lynchage judiciaire des Scottsboro Boys, neuf jeunes Noirs accusés à tort d'avoir violé deux femmes blanches.

Faites connaître l'affaire Mumia Abu-Jamal, la « voix des sans-voix » que la police veut réduire au silence. Faites-en un cri de ralliement contre la peine de mort raciste. Faites entendre votre voix et mobilisez autour de vous, dans votre syndicat, votre organisation, votre association, pour exiger : Jamal ne doit pas mourir ! Sauvons Mumia Abu-Jamal ! Abolition de la peine de mort !

Pour participer à la campagne, contactez le CDDS au : (1) 42 08 01 49 – CDDS, BP 202, 75822 Paris Cedex 17

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs – un objectif en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste. ■

Brochure spartaciste

La touchante confiance de Militant Labour dans l'Etat capitaliste

Cette brochure oppose la politique révolutionnaire de la Ligue communiste internationale au réformisme du Comité pour une Internationale ouvrière, dirigé par l'organisation britannique Militant Labour et auquel est affiliée en France la Gauche révolutionnaire-Jeunesses communistes révolutionnaires (GR-JCR).

Notre brochure reproduit le texte intégral d'une polémique de la GR-JCR publiée en mai 1994 sous le titre « L'Internationale et l'Etat », avec une réponse détaillée de la LCI.

Disponible en anglais, allemand et français

Canada \$1, Belgique 60 FB, France 10 FF

Pour toute commande :

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

USA : à bas la peine de mort raciste !

Campagne internationale Sauvons Mumia Abu-Jamal !

«Mumia est quelqu'un dont nous avons désespérément besoin. Par les temps qui courent, nous ne pouvons pas nous permettre de les laisser nous enlever une telle voix sans engager un combat aux proportions gigantesques.»

– Ossie Davis au meeting organisé à New York, le 3 juin 1994, à l'initiative du Committee to Save Mumia Abu-Jamal et du Partisan Defense Committee

Devant l'accélération des exécutions de condamnés à mort aux Etats-Unis, les adversaires de la peine capitale barbare se mobilisent dans le monde entier pour sauver la vie de Mumia Abu-Jamal, combattant pour la justice sociale et prisonnier politique condamné à mort dans l'Etat de Pennsylvanie. Il est victime d'une machination raciste. Ancien membre du Black Panther Party, partisan de la communauté noire MOVE et journaliste noir éminent surnommé la «voix des sans-voix», Jamal a toute sa vie combattu passionnément en faveur des Noirs et des déshérités de la société américaine. Même dans les conditions affreuses du quartier des condamnés à mort, il continue de prendre fait et cause pour les opprimés dans ses chroniques qui paraissent régulièrement dans des journaux aux quatre coins des Etats-Unis et du monde. C'est précisément parce qu'il représente l'espoir et la détermination dans le combat contre

l'injustice raciste que les forces de la réaction et de la répression veulent le réduire à jamais au silence en l'exécutant. *Il faut empêcher ce lynchage judiciaire raciste !*

En Pennsylvanie, Tom Ridge, élu du Parti républicain au poste de gouverneur avec une plate-forme électorale pour la peine de mort, s'est engagé à signer des ordres d'exécution dès son entrée en fonction, le 17 janvier dernier. Au premier rang de plus de 170 hommes et femmes qui sont dans le «couloir de la mort» en Pennsylvanie, se trouve Mumia Abu-Jamal qui, faussement accusé d'avoir tué un policier de Philadelphie, fut condamné à mort en 1982.

La menace d'exécuter Jamal n'est pas seulement foncièrement raciste et barbare ; c'est aussi la première tentative d'exécution capitale explicitement politique aux Etats-Unis depuis que le gouvernement a assassiné, en 1953, Julius et Ethel Rosenberg. Comme les Rosenberg, exécutés dans le climat maccarthyste de la Guerre froide anticommuniste, les persécutions à l'encontre de Mumia Abu-Jamal s'inscrivent dans un contexte politique marqué par un Congrès réactionnaire décidé à imposer un retour en arrière dévastateur pour les acquis arrachés par les luttes des Noirs, des femmes, des homosexuels et du mouvement ouvrier. La peine de mort est la pièce maîtresse de la campagne «sécuritaire» raciste des réactionnaires revanchards.

suite page 54



Berlin, 7 février 1995 –
Trois cents personnes
manifestent devant des
locaux de l'ambassade
américaine pour sauver
Mumia Abu-Jamal.